

Le financement

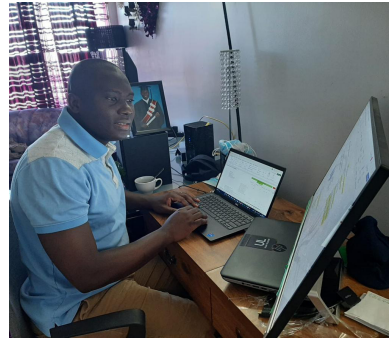
– Rapport d'activités 2022 –



Bamako, Juillet 2023



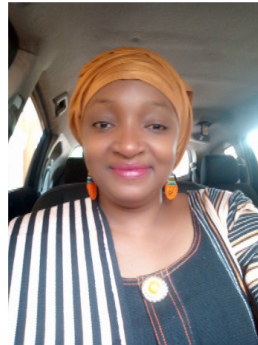
Moussa Coulibaly, Responsable DAF



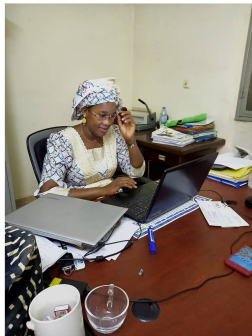
Ousmane Z Traoré, Responsable DEF



Boubacar Bougoudogo, Responsable DER



Wélé Fatoumata Sow, Responsable DIC



Wélé Badiégué Diallo, comptable



Djénéba Diarra, assistante de recherche

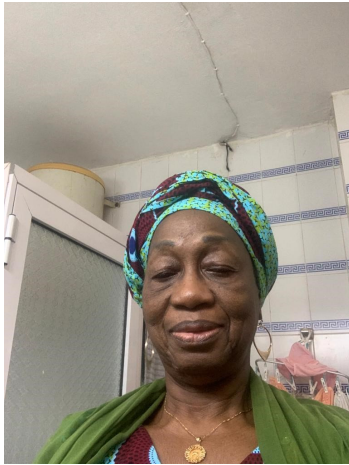


Lansine Sountoura, chercheur associé



Pr. Massa Coulibaly, Directeur exécutif

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ORIENTATION



Mme Konaré Nafissatou Guindo



Mme Sangaré Coumba Touré



Kassim Dabitaou, jusqu'en juillet 2023



Me Diakaridia Djiré



Modibo Dolo



Aoua Saran Dembélé

Table des matières

Avant-propos	1
Résumé exécutif	5
Introduction	7
1. Études et recherche	8
1.1. Evaluation d'impacts	8
1.1.1. Impacts socioéconomiques de la Covid-19 au Mali	8
1.1.2. Etude d'impacts de la mise en œuvre de la ZLECAf	10
1.1.3. Simulation d'impacts de l'élargissement d'assiette fiscale	12
1.2. Economie du développement	14
1.2.1. Elaboration d'une méthodologie d'analyse prospective	14
1.2.2. Difficultés d'accès aux services publics	15
1.2.3. Stratégie de mise en œuvre de la ZLECAf au Mali	16
1.3. Environnement et assainissement	18
1.3.1. Education environnementale et gestion des ressources naturelles	19
1.3.2. Des défis environnementaux	20
1.4. Genre	22
1.4.1. Autonomisation des femmes	22
1.4.2. Annuaire statistique genre et fonctions nominatives et électives 2021	23
1.4.3. Représentativité des femmes dans les instances de décision	25
1.5. Gouvernance	26
1.5.1. Transparence budgétaire	26
1.5.2. Direction de marche du pays	29
1.5.3. Perceptions de la gestion de la Covid-19 au Mali	30
1.6. Offres diverses études et de recherche	31
1.6.1. Sondage d'opinion sur les réformes institutionnelles et politiques	31
1.6.2. Etude sur les dynamiques de mobilité économique des migrants	33
1.6.3. Analyse de la dynamique du marché du travail en santé	34
1.6.4. Paradoxe de la pauvreté	35
1.6.5. Fiscalité locale et potentiel de développement économique des communes	36
1.6.6. Mise en place d'un compendium de femmes/OSC féminines pour la paix	37
2. Enquêtes	38
2.1. Enquête auprès des entreprises pour le Forum économique mondial	38
2.2. Enquête Afrobarometer sur démocratie et gouvernance	38
2.3. Enquête de mesure des violences faites aux femmes et aux enfants	39
3. Formation et renforcement des capacités	40
3.1. Ateliers de formation	40
3.1.1. Manuel d'élaboration d'un annuaire statistique genre	40
3.1.2. Introduction à GAMS	40
3.1.3. Plaidoyer et communication de politiques	41
3.2. Renforcement de capacités	42
3.2.1. Diagnostic institutionnel et renforcement organisationnel	42
3.2.2. Lire et écrire en bambara	43
3.2.3. Comment conduire une enquête téléphonique	43
3.2.4. Mesure de la pauvreté et des inégalités	44
3.2.5. Les indicateurs de suivi du CREDD, des ODD et de l'Agenda 2063	44
4. Communication et information	46
4.1. Dissémination	46
4.1.1. Atelier sur les résultats OBI 2021	46
4.1.2. Dissémination Afrobarometer sur les sanctions CEDEAO/UEMOA	47
4.1.3. Atelier artistique de co-construction sur le tarissement des sources d'eau douce	47
4.2. Séminaires et conférences	49
4.2.1. Lancement des Rapports national et mondial sur le développement humain	49

4.2.2. Réception d'une délégation de la société civile sénégalaise.....	49
4.3. Ateliers de validation scientifique.....	50
4.3.1. Etude d'évaluation d'impacts de la Covid-19 au Mali.....	50
4.3.2. Analyse de la collecte des données science, technologie et innovation.....	50
4.3.3. TDR d'étude d'impacts de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages.....	51
4.3.4. Atelier de validation de l'étude d'impacts de la mise en œuvre de la ZLECAf.....	52
4.3.5. Dynamique changement climatique-développement humain durable.....	52
4.4. Café.....	53
4.4.1. Historique et méthodologie d'élaboration de l'IHPC.....	53
4.4.2. Le trésor public du Mali sur les marchés des titres publics.....	54
4.4.3. Le Mali en quête d'indépendance, regards croisés d'intellectuels.....	55
5. Publications.....	59
5.1. Les Great_Cahiers.....	59
5.2. Le Great_Savoir.....	60
5.3. Base de connaissances.....	62
6. Partenariat.....	63
6.1. Institutions de recherche.....	63
6.2. Administration publique.....	63
6.3. Partenaires techniques et financiers.....	63
7. Fonctionnement institutionnel.....	64
7.1. Programmation et responsabilisation des activités.....	64
7.2. Réunions statutaires.....	65
7.3. Ateliers résidentiels.....	65
8. Suivi budgétaire.....	66
8.1. Système de gestion.....	66
8.2. Structure et évolution des dépenses.....	66
8.2.1. Structure des dépenses.....	66
8.2.2. Evolution des dépenses de 2015 à 2022.....	67
8.3. Sources de financement.....	67
9. Programme d'activités 2023.....	68
Conclusions.....	70

Avant-propos

ET SI L'ON N'AVAIT PAS BESOIN D'ARGENT POUR EN AVOIR



La situation actuelle dans le monde est à un ensemble d'urgences, économiques, sociales, écologiques, migratoires et autres, avec la montée d'un certain nombre de périls, financiers, politiques et militaires. La problématique financière est devenue un axe d'aliénation, une préoccupation majeure de toute réforme de l'économie et de la société et ce d'autant plus que le

changement en appelle de nos jours à la rupture plutôt qu'à du réformisme. Il faut dès lors interroger les obstacles à l'accès à la finance, fonder la croissance sur plus d'imagination quant aux sources de financement souhaité si l'on ne veut voir compris les besoins futurs de croissance et d'investissement, interroger pêle-mêle monnaie, banque, assurance, métaux précieux et ingénierie financière. Nous voilà plongés dans les méandres de l'économie politique classique autour des sujets de controverse comme la monnaie, le financement du développement économique, la transformation du travail en plus-value, source d'accumulation du capital.

L'accumulation ou l'épargne et surtout son utilisation productive nécessitent qu'une marchandise particulière se transforme en monnaie. Ainsi, l'avance d'une somme d'argent S pour acheter le capital et le travail va générer une somme supérieure $S+$, fruit de la vente des biens, de consommation et d'équipement. La réalisation monétaire du surplus ou de la plus-value se fait nécessairement par avance sous forme de crédit à l'économie. Dès lors, il faut distinguer le surplus de marchandises jetées dans la circulation par la production financée par la somme S de l'argent supplémentaire pour que circule cette valeur marchande additionnelle. Marx liquide ainsi la question de savoir si la production supplémentaire capitaliste serait possible, dans ses limites actuelles, sans le système de crédit, c'est-à-dire avec la seule circulation des métaux précieux. Il met en garde contre l'illusion sur le pouvoir créateur du système de crédit. En d'autres termes, pour mettre en circulation cette masse de marchandises de valeur croissante, il faut créer une quantité de plus en plus considérable d'argent. Il faut ainsi avancer, à l'échelle de l'économie capitaliste, par le système bancaire, le supplément de monnaie nécessaire à la réalisation monétaire de la plus-value ou du profit, d'abord créé, ensuite réalisé. A quelle hauteur ? A la hauteur de la décision d'investissement net, répondra l'économiste polonais Michal Kalecki, réponse formalisée par le célèbre aphorisme de Nicholas Kaldor, "les salariés dépensent ce qu'ils gagnent, les capitalistes gagnent ce qu'ils dépensent".

Le crédit c'est de la création monétaire, indispensable pour anticiper le surplus produit, donc pour anticiper soit l'accumulation, soit l'investissement. Pour paraphraser Marx, les capitalistes ne peuvent retirer de la circulation que ce qu'ils y ont jeté auparavant. De nos jours, l'on assiste à l'extension et la diversification des services financiers, tant aux entreprises qu'aux Etats c'est-à-dire la création des marchés d'eurodevises à différents termes, corollaire d'une forte augmentation des exportations des pays industriels vers les pays producteurs de pétrole, et des investissements de ceux-ci en Europe et aux États-Unis, l'expansion de tous les types de créances, du transfert de monnaies "overnight" aux émissions longues à coupon zéro,

la mise en communication de tous les marchés entre eux, phase de "titrisation" avec explosion de tous les compartimentages. Plus tard, la crise d'endettement du Tiers-monde ajoutée aux troubles à la volatilité périlleuse des rapports de change et des taux provoqueront une nouvelle demande d'ingénierie financière. Finalement, le montant des fonds circulant dans la sphère financière est beaucoup plus supérieur à ce qu'il est dans la sphère strictement économique avec davantage de créances et une plus grande liberté de communication entre les marchés. Les banques et les institutions financières détiennent une part croissante du capital dans l'économie, au regard de l'essor des marchés financiers dont le marché boursier, conduisant au contrôle du monde et de ses ressources. Pour autant, les gouvernements œuvrent à prévaloir les raisons économiques sur les motivations purement financières, à diminuer ainsi les risques de rupture du système et de suicide collectif.

Les besoins de financement de l'économie restent énormes, tant pour créer et développer de nouvelles activités que pour maintenir à flots celles existantes, promouvoir l'innovation et la recherche & développement, acquérir du crédit-bail en contrepartie d'équipements et matériels ainsi que de matières premières. Leur satisfaction nécessite que soient levés certains obstacles dont le manque de compétitivité, un environnement, politique, économique et juridique, peu favorable, la réglementation et la fiscalité, la logistique, l'information sur le marché, la propriété intellectuelle, etc. Pour toutes ces raisons, une autre politique monétaire est souhaitée, visant, entre autres, à ne pas soutenir les banques qui financent la spéculation au profit de celles qui financent les investissements, favorables à l'emploi, ainsi que les dépenses qui contribuent au développement des services publics. En plus, il faut des fonds nationaux pour l'investissement, l'emploi et la formation. L'Etat peut tout aussi bien créer un pôle financier public sous forme de réseau de banques et compagnies d'assurance publiques afin de peser dans le système financier, toujours plus puissant et capable de limiter l'expansion de l'économie réelle. De même, pour ramener à la baisse le coût du crédit à l'investissement, il peut être envisagé de soutenir des fonds régionaux et plus loin des alliances avec d'autres pays ou groupes de pays pour la création d'une monnaie, à l'image des droits de tirage spéciaux du FMI. Pour l'heure, des pays pauvres comme le Mali sont dans le cercle vicieux de la pauvreté et de l'accès difficile au crédit. La faiblesse des revenus et donc de l'épargne conduit à de faibles capacités d'investissement et donc à des volumes réduits de production de biens et services et finalement de crédits d'où la persistance de la pauvreté. En général, la rentabilité économique est inférieure au taux d'endettement, ce qui conduit à une faible rentabilité financière et donc autant de difficultés d'accès au crédit.

Avec l'économie financiarisée, la représentation prime sur le réel à l'instar du bitcoin qui n'est que valeur de convenance entre parties, dépourvue de toute réalité économique, sinon à l'origine et au moins en tant que moyen d'échange et unité de mesure de la valeur, la monnaie s'incarne dans une substance qui devait elle-même posséder une valeur. Elle a pu être coquillages ou oboles, elle fut surtout métaux précieux, or, argent ou cuivre. Même avec la monnaie fiduciaire (lettres de change, billets et chèques bancaires), le crédit restait une promesse d'or ou d'argent. Il ne devrait pas être impossible d'y revenir en brûlant ce nouveau fétiche, véritable frein aux transactions instantanées, même si l'immobilisation financière s'est ajoutée aux immobilisations incorporelles et corporelles, sous forme de dépôts de garantie et autres cautions.

L'accès au crédit est naturellement limité par la pauvreté des agents économiques surtout des ménages mais aussi par la réglementation prudentielle et la politique monétaire de la banque centrale. La réglementation prudentielle impose aux banques des limites dans le montant total de leurs engagements à travers des seuils de ratio de solvabilité, pouvant aller jusqu'à ce que

la banque ne prenne ou presque aucun risque. Au plan international, une des principales sources de réglementation demeure les accords de Bâle en tant que normes bancaires internationales. Depuis 1988, ceux-ci définissent le cadre réglementaire du système financier européen (mais plus seulement), avec pour objectif de mieux cerner les risques bancaires. Bâle 2 a introduit le ratio de solvabilité, Bâle 3, qui a fait suite à la crise financière de 2008, a renforcé les fonds propres en qualité et en niveau pour mieux faire face au risque systémique et finalement les accords de Bâle 4 conclus fin 2017 (mise en œuvre 2019-2027) ambitionnent, entre autres, à (i) renforcer la solidité des fonds propres et liquidités des banques, afin de surmonter tout type de crise, (ii) définir des règles de calcul des risques plus strictes qui tendent à préciser les exigences minimales en matière de fonds propres, (iii) réduire les disparités d'un établissement ou d'un pays à un autre.

Les pays pauvres font face au dilemme de l'abondante disponibilité de l'argent et leur faible capacité de mobilisation, tant pour financer leurs entreprises que pour faire face à leurs dépenses budgétaires et autres investissements de long terme. Face à eux, les banques opposent l'utilisation des dépôts existants pour octroyer des prêts, sans donc création monétaire. Les besoins de financement sont tels que le crédit doit être accordé sans contrepartie de dépôt, par jeu d'écriture en faveur de l'emprunteur créant ainsi de la monnaie, que désormais les crédits fassent les dépôts et non l'inverse. Les banques ont ce pouvoir de création monétaire en faveur de tous les agents économiques (ménages, entreprises, Etats et collectivités). En plus, le prêt doit pouvoir s'étaler dans le temps au lieu de n'être qu'à court terme voire à très court termes comme sur le marché monétaire.

La Banque mondiale établit qu'en 2021, le crédit à l'économie ne représentait au Mali que 28.5% du PIB, très en-deçà de la moyenne mondiale de 145% et même de celle des PMA, 33.5% ou de l'Afrique subsaharienne, 36.9%. Et dire que dans la zone CEDEAO, le taux du Mali ne le classe que derrière le Sénégal (28.9%), le Burkina Faso (29.4%) et le Cap Vert (71.6%) et donc devant les 11 autres Etats de la région. Les ratios africains vont de quasiment 0% (Sierra Léone) à 93.4% (Afrique du Sud). Seuls 12 des 54 Etats du continent surclassent le Mali. Hors continent, les pays de l'OCDE ont 158.8% de leurs PIB en crédits à l'économie, l'Amérique du Nord, 216.3%, l'Asie de l'Est et le Pacifique, 170.5%, l'UE, 89.9%. Dans le monde, 30 des 185 Etats classés par la Banque mondiale ont des ratios de plus de 100%, allant de 100.8% pour l'Espagne à 259.3% la Chine, aucun pays africain n'y figurant.

Finalement c'est en Afrique que l'accès au financement est un obstacle majeur tant pour les PME que pour les grandes entreprises ainsi que pour les ménages et les administrations publiques, centrales comme décentralisées. La rareté du crédit amène beaucoup d'opérateurs à ne pas y recourir, ce qui handicape la croissance surtout des secteurs innovants comme le numérique, le développement durable, la transition énergétique ou les projets de recherche & développement, essentiels pour la croissance des entreprises. Aux prêts bancaires, se substituent les apports personnels, les aides ou subventions, le microcrédit au taux d'intérêt encore plus élevé et pour des montants bien moindres. A ceux-ci peuvent s'ajouter les découverts bancaires, les lignes de crédit, les opérations de crédit-bail et autres prêts concessionnels assez souvent contraignants. Dans bien des cas, le capital trouve sa source dans l'épargne personnelle ou auprès de la famille et des amis avec reconnaissance de dette ou prise de participation dans la société comme associés ou actionnaires, toute chose au détriment de l'emprunt au profit donc des fonds propres, des donations ou legs et autres facilités telles que le crédit-bail, l'affacturage, les subventions publiques, les crédits commerciaux (des fournisseurs) et autres paiements anticipés (des clients).

Il existe pourtant bien d'autres pistes de financement dont on ne devrait pas se priver tels que les fonds d'investissement, les obligations convertibles (plus adaptées au moyen terme), les financements sur actifs (leasing, location financière ou financement sur compte clients), les financements publics et les PPP. Quid du recours à l'ingénierie financière. Pour rappel, au Mali il avait été mis en place au début des années 1990 une chaîne de Ponzi (expérience connue sous le nom de sa promotrice, "Badiallo"), un peu à la Madoff. Son idée était de vendre des tickets à des vendeurs qui touchent une commission sur la vente de leurs filleuls, A sa suite, en 2008, Bernard Madoff, financier américain, faisait faillite avec quelques dizaines de milliards de dollars dus à ses investisseurs. Les deux systèmes sont comparables à une chaîne de Ponzi avec cette particularité que celui de Badiallo payait à ses clients la mise et l'intérêt alors que le système Madoff paie seulement les intérêts dus aussi longtemps que ne réclameront les déposants leurs mises. Quel que soit le système, ce sont en réalité des montages financiers frauduleux qui consistent à rémunérer les investissements des clients essentiellement par les fonds procurés par les nouveaux entrants, le tout à un taux de rendement promis supérieur au taux de rendement effectif.

L'expérience de Badiallo a montré que la chaîne de Ponzi n'est pas une source rapide et sûre de financer des investissements, les taux de rendement étant insupportables par le système à moins d'une population infinie de clients. Au bout du compte, on ne s'enrichit pas aussi rapidement sans risque, c'est ne pas comprendre comment fonctionne l'investissement. Ce n'est vraiment pas de l'ingénierie financière qui au contraire, conçoit, évalue et gère autrement des instruments financiers, dont les désormais célèbres subprimes issus de la titrisation. Celle-ci consiste à (i) gérer les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêts et de change, (ii) permettre à l'entreprise de faire du profit et de prendre le moins de risque possible, (iii) évaluer le potentiel de développement d'une entreprise et l'aider dans son choix en matière de stratégie d'investissement, et (iv) participer à la mise en œuvre de nouveaux produits financiers afin de répondre à l'évolution des besoins des clients. Bref, elle aide à assurer une meilleure gestion des risques et à générer des solutions valorisant la trésorerie de l'entreprise pour optimiser et bonifier les placements financiers, en combinant intelligemment analyse financière, fiscalité, économie d'entreprise et droit.

Il existe de nos jours, des formes d'ingénierie financière permettant à l'Etat d'injecter d'importantes sommes dans l'économie, qu'il s'agisse de rachat des arriérés de créance par un pool bancaire conduit par une banque leader, d'injection d'argent à travers une titrisation de la créance du secteur concerné ou de l'entreprise concernée, de subrogation de l'Etat pour régler la dette d'entreprise envers entreprise ou encore de remboursement des titres arrivés à échéance sur des dividendes de l'Etat et autres taxes qui lui seront versées chaque année. Les intervenants sont les banques, les investisseurs, les analystes financiers, les actionnaires, les dirigeants d'entreprises, etc. Les principaux outils sont (i) le diagnostic stratégique (analyse des activités, structure, technologies et environnement de l'entreprise), (ii) le diagnostic juridique et fiscal, (statuts et registres juridiques, propriété intellectuelle, patrimoine, contrats et conflits), (iii) le diagnostic financier (transactions, déclarations fiscales, rentabilité économique et financière, besoins en fonds, structure financière), (iv) l'évaluation par le patrimoine basée sur le bilan et l'historique de la société, (v) les techniques d'appel de fonds et de rapprochement, reprise ou restructuration, et (vi) le rachat des entreprises avec recours à l'endettement.

Résumé exécutif

Au cours de l'année 2022, GREAT a eu à mettre en œuvre son programme d'activités 2022 malgré le contexte national socio-politique défavorable. En effet, l'année 2022 a été marquée, au niveau national, par des événements qui vont du début de l'embargo économique et financier de la CEDEAO et de l'UEMOA (9 janvier) à l'interdiction de financement des ONG par la France après la décision de Paris de suspendre son aide au développement (21 novembre 2022). Ces événements ont eu des impacts sur les ONG en général et surtout les ONG œuvrant dans le domaine des études et de la recherche, dont GREAT.

Malgré un contexte international difficile, GREAT a pu dérouler son programme d'activités dans ses domaines de prédilection, dont les études et recherche, les enquêtes, la formation et renforcement de capacités, la communication et information, les publications, le partenariat, le fonctionnement institutionnel et le suivi budgétaire.

Au titre des études et recherche, GREAT a pu mettre en œuvre 14 recherches réparties entre 5 domaines, à savoir l'évaluation d'impacts (3), l'économie du développement (3), l'environnement et l'assainissement (2), le genre (3) et la gouvernance (3). Il faut noter que dans le cadre du partenariat avec Afrobarometer, GREAT a pu dérouler en 2022, non seulement une grosse enquête sur toute l'étendue du territoire en interviewant 1'200 adultes hommes et femmes sur des questions liées à la démocratie, à la gouvernance, à la situation économique, aux partenaires du pays, etc. En fait, l'idée est de donner la parole aux citoyens ordinaires pour leur permettre d'exprimer leurs perceptions sur des enjeux précis, l'hypothèse étant l'utilisation de ces résultats comme des outils d'aide à la décision pour les autorités. Au-delà de l'enquête qui a mobilisé plus d'une trentaine de personnes, dont 28 enquêteurs et superviseurs, le projet Afrobarometer a permis non seulement aux chercheurs de GREAT d'écrire des articles sur des thématiques importantes pour le pays mais aussi d'interagir avec la presse et les décideurs politiques dans le cadre la dissémination des résultats de recherche au cours de l'année 2022 et cela se poursuit en 2023.

Outre Afrobarometer, les chercheurs de GREAT ont été mobilisés dans le cadre de la recherche sur la ZLECAf (Zone de libre-échange continentale africaine) mais aussi sur les impacts de la Covid-19. Ainsi, GREAT a pu aider le gouvernement du Mali à élaborer la stratégie nationale ZLECAf qui devait parachever la recherche sur la ZLECAf débutée une année auparavant. Finalement, les 14 études réalisées par GREAT en 2022 sont en deçà des 24 de l'année 2021 et des 18 études de 2020. Cette situation est la conséquence de la situation sociopolitique du pays et du marasme ailleurs dans le monde. Malgré que pour diversifier ses sources de financement, GREAT ait postulé à 6 marchés qui se sont avérés infructueux.

En 2022, GREAT a pu former une cinquantaine de personnes, membres des organisations partenaires, dans les domaines de l'élaboration d'un annuaire statistique, de la modélisation et du plaidoyer/communication. A l'inverse, le personnel de GREAT a pu bénéficier de 5 modules de formation, à savoir le diagnostic institutionnel et renforcement organisationnel, le bambara, la conduite d'une enquête téléphonique, la mesure de la pauvreté et des inégalités et la méthodologie de l'élaboration des indicateurs de suivi du CREDD, des ODD et de l'Agenda 2063.

Le point important de la rubrique "Communication et information" a concerné non seulement les résultats de recherche (Afrobarometer, OBI 2021 et l'atelier artistique de co-construction sur le tarissement des sources d'eau douce) mais aussi les séminaires et conférences (étude

d'évaluation d'impacts de la Covid-19) et surtout la tenue des "Café" dont le point passionnant a été "le Mali en quête d'indépendance, regards croisés d'intellectuels" qui a vu des intellectuels échanger sur des thèmes tels que le numérique et le développement, l'indépendance et la planification du développement, l'utilisation des médias au service du développement, les menaces impérialistes, le Mali en tant que théâtre d'une guerre planétaire de positionnement géopolitique et géostratégique.

Comme à son habitude, GREAT a publié une vingtaine d'articles scientifiques dans ses organes que sont Great_Savoir et Great_Cahiers retraçant ses activités de recherche au cours de l'année 2022 en plus de l'actualisation de sa base de connaissances sur son site web.

Pour l'année 2023, GREAT prévoit de réaliser une trentaine d'études dans les domaines, entre autres de la croissance et du développement, du développement durable, du capital social, des politiques économiques, de l'économie des filières, du genre, de la gouvernance, de la prospective, en plus des activités de formation et de renforcement de capacités. Enfin, dans le domaine stratégique, GREAT envisage d'actualiser ou d'élaborer un certain nombre de documents, que sont le Plan stratégique, le Plan de plaidoyer, le Plan de communication et le Plan de mobilisation de ressources, tous devant faire suite à la vision Mali 2063 en cours d'élaboration au niveau du Ministère de l'économie et des finances.

Introduction

2022, était à la fois une année de défis et un jalon important pour le Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT).

Lorsque GREAT rédigeait son rapport annuel 2021, il était loin d'imaginer les défis qui seraient les siens au cours de l'année 2022. Au-delà, des conséquences néfastes de la Covid-19 et de la crise sécuritaire, le pays s'est enfoncé dans une situation de rupture de positionnement géopolitique qui a eu des répercussions sur le fonctionnement non seulement du pays mais aussi des centres de recherche comme GREAT. En effet, le gouvernement du Mali en réponse à la décision de la France "d'arrêter son aide publique au développement au Mali" le 16 novembre 2022, a interdit avec "effet immédiat" toutes les activités menées sur son sol par les ONG opérant sur financement ou avec l'appui matériel ou technique de la France, y compris dans l'humanitaire le 21 novembre 2022. Auparavant, dès le 9 janvier 2022, la CEDEAO et l'UEMOA ont imposé un embargo économique et financier au Mali qui a eu des impacts sur le financement de l'économie du pays.

Ce contexte peu favorable a eu également des impacts sur GREAT, par exemple son partenariat avec des universités et laboratoires de recherche bénéficiant de financement français a été suspendu pour se conformer à la décision des autorités du pays.

Malgré tout et à l'instar du pays dans son ensemble, GREAT a été résilient en 2022 en montrant sa capacité à poursuivre ses activités "en présence d'événements déstabilisants, de conditions de vie difficiles, de traumatismes parfois sévères".

Nonobstant cette situation, GREAT a poursuivi sa collaboration, au niveau

national, avec le ministère chargé du commerce sur le processus d'élaboration et de validation de la Stratégie nationale ZLECAf du pays d'une part et le ministère de la promotion de la femme, de la famille et de l'enfant à travers le CNDIFE sur la publication de l'annuaire statistique de promotion du genre (ASPG 2021) et au niveau international, une collaboration renouvelée avec Afrobarometer qui a permis à GREAT d'interroger 1'200 adultes sur des questions relatives à la démocratie, à la gouvernance, à la qualité du cadre de vie, aux perspectives économiques, etc. Ces données ont permis aux chercheurs de GREAT et à ses associés d'écrire des articles scientifiques sur un ensemble de thématiques importantes pour le pays.

Par ailleurs, GREAT a poursuivi sa collaboration avec le PNUD à travers la CT/CSLP dans le cadre de la recherche sur les impacts de la Covid-19 sur l'économie malienne en général et plus spécifiquement sur les indicateurs macroéconomiques, les finances publiques, les entreprises ou encore les ménages. Au total, GREAT a eu à mener au cours de l'année 2022, 14 études et recherche réparties entre les domaines de l'évaluation d'impacts (3), l'économie du développement (3), l'environnement et l'assainissement (2), le genre (3), la gouvernance (3).

Comme l'année dernière, le présent rapport annuel est réparti en 9 parties, à savoir les études et recherche, les enquêtes, la formation et renforcement de capacités, la dissémination, les publications, le partenariat, le fonctionnement institutionnel, le suivi budgétaire et la programmation 2023.

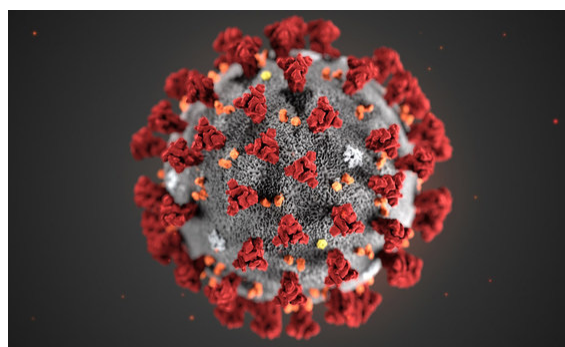
1. Études et recherche

Cette section présente les activités d'études et de recherche effectuées par GREAT au cours de l'année 2022. Ces activités ont porté respectivement sur l'évaluation d'impacts, l'économie du développement, l'environnement et l'assainissement, le genre, la gouvernance et des offres diverses.

1.1. Evaluation d'impacts

Trois thèmes de recherche sur l'évaluation d'impacts ont été réalisés par GREAT, à savoir les impacts socioéconomiques de la Covid-19 au Mali, les impacts de la ZLECAf sur l'économie malienne et les impacts de l'élargissement de l'assiette fiscale.

1.1.1. Impacts socioéconomiques de la Covid-19 au Mali



Depuis son premier cas de Covid-19 survenu le 25 mars 2020, le Mali enregistrera à la date du 08 novembre 2021, 16 406 cas cumulés, 576 décès, 14 746 guérisons et 1084 cas actifs, ce qui correspond respectivement à 78, 3, 70 et 5 pour cent mille habitants, avec un taux de létalité de 3.5%. En août 2021, l'on dénombrait moins de 1% de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin, moins de 0.5% la deuxième dose. Bien que timide, la vaccination a pourtant permis de ralentir le rythme des décès dès le deuxième mois des premières injections.

Face à la pandémie, plusieurs mesures de prévention et de lutte ont été explorées et mises en œuvre, dont (i) la suspension des vols commerciaux (sauf les vols de fret), (ii) la fermeture des frontières terrestres, (iii) l'instauration d'un couvre-feu de 21h00 à 05h00, (iv) la suspension de tous les rassemblements publics, (v) l'interdiction des rassemblements sociaux,

sportifs, culturels et politiques de plus de 50 personnes, ainsi que des ateliers et séminaires, (vi) la fermeture des discothèques et des bars, (vii) la fermeture des sites d'orpillage et (viii) la fermeture des écoles, (ix) la diminution de deux heures des horaires de travail dans l'administration publique, (x) le port obligatoire du masque dans les espaces publics. En contrepartie, le gouvernement va mettre en œuvre un programme de protection sociale d'une valeur de près de 138 milliards de fcfa sous forme d'allègement de la TVA sur l'électricité pendant 3 mois, d'allègement tarifaire sur les importations de riz et de lait, de distribution alimentaire et de création d'un fonds spécial pour les ménages vulnérables.

La maladie ainsi que les mesures prises par le gouvernement ont impacté un grand nombre d'indicateurs socioéconomiques. Ainsi, la croissance économique est passée de 4,8% en 2019 à -1,2% en 2020 pour un niveau de prévision de 6,3%, avec une baisse de la contribution de tous les secteurs économiques, moins 2 points de pourcentage les secteurs primaire et tertiaire et moins 1 point le secondaire.

Pour approfondir la mesure d'impacts de la Covid-19 sur l'économie, il a été fait recours à différentes investigations, (i) la modélisation en équilibre général calculable qui allie construction de la MCS, écriture du modèle d'équilibre général calculable et simulation des impacts des chocs envisagés, que ceux-ci soient directs (rattachables à la maladie) ou indirects (induits par les politiques

publiques de gestion de la crise), (ii) l'enquête auprès des entreprises, (iii) l'entreprise auprès des ménages avec un accent particulier sur la construction d'un Indice de pauvreté multidimensionnelle, (iv) l'évaluation des perturbations dans l'accès aux services sociaux de base toujours à travers une enquête auprès des fournisseurs desdits services.

Problématique	Tout comme la plupart des pays de la planète, le Mali a subi les conséquences de la pandémie de la COVID-19, bien sûr à des degrés différents et divers. Ses conséquences se sont manifestées sur plusieurs plans, d'abord sanitaire ensuite économique et plus tard sociale. En effet, au départ sanitaire, s'avère également économique du fait des restrictions majeures prises pour ralentir la propagation du virus. La fermeture des frontières et la mise en suspens de secteurs entiers de l'économie ont eu de graves répercussions alors qu'un nombre jamais vu de travailleurs se retrouvent sans revenu, particulièrement chez les salariés les plus précaires. En outre, la pandémie a conduit aussi à une crise sociale, avec la mise en place de mesures exceptionnelles de distanciation physique afin de limiter la propagation du virus. Le grand confinement instauré s'est traduit au Mali comme ailleurs par la fermeture des espaces publics (écoles, stades sportifs, lieux de culte, salles de spectacles, espaces commerciaux, etc.) et par diverses consignes invitant les personnes à demeurer confinées à résidence. L'objectif général de cette étude d'impact est d'évaluer, à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable, les impacts macroéconomiques sectoriels et microéconomiques de la pandémie de la Covid-19 et des réponses politiques, impacts sur le PIB et sa croissance, par secteur et branche d'activité, sur les ressources publiques, sur la balance des paiements, sur les facteurs de production, sur la pauvreté et les inégalités
Pertinence politique	D'un pays à l'autre le rythme de propagation du virus a été différent. Comme plusieurs autres pays d'Afrique subsaharienne, le Mali a enregistré ses premiers cas confirmés de Covid-19 courant mars 2020, plus précisément le 25 mars 2020 avec 2 cas suspects non suivis de décès de Covid-19 ont été notifiés par la région de Koulikoro, district sanitaire de Kalaban-Coro (1 cas) et la région de Kayes, district sanitaire de Kayes (1 cas). Depuis cette période, des cas nouveaux sont confirmés malgré l'adoption des mesures barrières, avec des hausses relativement importantes lors des vagues successives. Au regard du rythme de propagation de la maladie, des mesures ont été adoptées pour des restrictions de mouvements intra et inter pays. Ces mesures ont manifestement affecté la réalisation des activités économiques et sociales. Si la Covid-19 a eu des impacts socioéconomiques qui se sont exprimés par le biais des mesures de restriction, il faut noter qu'elle a aussi affecté directement les mêmes activités, surtout les services sociaux.
Revue de littérature	✓ Calvin Djiofack Zebaze, Hasan Dudu and Albert G. Zeufack (2020), La COVID-19 dans les pays en développement – Évaluation de l'impact économique de la COVID-19 en Afrique subsaharienne : perspectives à partir d'un modèle d'équilibre général calculable (EGC), in Revue internationale de politique de développement 3546 ✓ GREAT (2021), Etude sur les impacts socioéconomiques de la Covid-19 au Mali – Simulation à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable, décembre ✓ INSTAT (2022), Enquête de l'évaluation de l'impact socioéconomique de la Covid-19 sur les activités des entreprises au Mali, janvier ✓ INSTAT (2022), Évaluation d'impact socioéconomique digitale (SEIA) – Volet ménage, janvier ✓ Karl Pauw, Jenny Smart, James Thurlow (2021), The Short-Run Economic Costs of COVID-19 in Developing Countries in 2020 – A synthesis of results from a multi-country modeling exercise, IFPRI Project note June 2021
Méthodologie	Pour approfondir la mesure d'impacts de la Covid-19 sur l'économie, il a été fait

	recours à différentes investigations, (i) la modélisation en équilibre général calculable qui allie construction de la MCS, écriture du modèle d'équilibre général calculable et simulation des impacts des chocs envisagés, que ceux-ci soient directs (rattachables à la maladie) ou indirects (induits par les politiques publiques de gestion de la crise), (ii) l'enquête auprès des entreprises, (iii) l'entreprise auprès des ménages avec un accent particulier sur la construction d'un Indice de pauvreté multidimensionnelle, (iv) l'évaluation des perturbations dans l'accès aux services sociaux de base toujours à travers une enquête auprès des fournisseurs desdits services.
Données utilisées	✓ Données du ministère de la santé ✓ Données d'enquête (2021) ✓ Données INSTAT
Principaux résultats	✓ La combinaison de l'ensemble des chocs envisagés, aussi bien le choc de la maladie que ceux des politiques publiques va entraîner une baisse relativement importante du PIB et donc de son taux de croissance, entre -5% et -3%, tandis que la baisse de revenu des entreprises va avoisiner les -14% entraînant une chute drastique de leur épargne, plus de -60% ✓ La baisse de l'offre de travail liée à la maladie a entraîné une baisse de la consommation de l'Etat et des ménages, mais a contrario une augmentation de l'investissement et de la formation brute de capital ✓ Sous l'effet direct de la maladie, l'on assistera à une baisse des recettes de TVA, laquelle baisse va s'accroître suite au renoncement de TVA sur certains services publics comme l'eau et l'électricité sur une période de l'année 2020 (avril, mai juin) pour l'ensemble des ménages et entreprises comme mesures publiques d'atténuation des conséquences néfastes de la maladie sur lesdits agents ✓ Selon les répondants à l'enquête auprès du secteur privé, qui sont souvent gestionnaires de l'unité économique ou propriétaires, globalement 77% des entreprises ont déclaré avoir fonctionné normalement malgré la situation sanitaire, 16% à temps partiel et 7% ont fermé temporairement
Recommandations	Pour juguler les conséquences de la pandémie de la COVID-19, il serait important de : ✓ analyser la faisabilité du recours continu aux programmes de télé-enseignement dans la perspective de les maintenir plus tard après la crise COVID-19 compte de sa fréquence d'utilisation ; ✓ poursuivre et renforcer les activités de sensibilisation à l'endroit de la population générale sur la COVID-19 en vue de lutter contre les discriminations /stigmatisations à travers l'amélioration des connaissances, aptitudes et pratiques ; ✓ réaliser une analyse de l'efficacité des dispositifs actuels de promotion du respect des mesures barrières et opérer les changements qui s'imposent en fonction des résultats ; ✓ renforcer les capacités techniques et humaines des structures sanitaires en vue d'éviter les pressions sur le système de santé en raison de la COVID-19.

1.1.2. Etude d'impacts de la mise en œuvre de la ZLECAf



L'état des lieux de l'économie nationale, en prélude à l'entrée en vigueur du libre-

échange continental, montre que la croissance économique résulte en premier du dynamisme des secteurs primaire et tertiaire. La contribution du secteur primaire provient principalement de la production vivrière et de l'élevage tandis que celle du secteur tertiaire est essentiellement liée au commerce international, notamment à l'exportation de produits primaires (or, coton, peaux et cuirs, etc.). Bien que contribuant plus modestement à la

croissance, le secteur secondaire a montré plus de résilience que les autres lors de la crise de 2020 consécutive à la pandémie Covid-19.

Le Mali a signé ledit Accord le 21 mars 2018 puis l'a ratifié le 11 janvier 2019 et le 1^{er} février 2019 a déposé au secrétariat de la ZLECAf ses instruments d'adoption, ensuite il s'est depuis acquitté d'un certain nombre d'obligations, soit directement soit à travers

la CEDEAO, dont (i) la préparation des rencontres biennuelles du Conseil des ministres ainsi que celles des hauts responsables des ministères du commerce, et (ii) la production de la liste des concessions tarifaires, à travers la CEDEAO, avec le schéma de démantèlement tarifaire conformément aux catégories A, B et C de produits et compte tenu du statut de PMA du pays.

Problématique	La Stratégie nationale pour mettre en œuvre la libéralisation du commerce intra-africain de marchandises et de services a été élaborée conjointement par le Gouvernement de la République du Mali et le bureau du Programme des Nations-unies pour le développement de Bamako. Elle a été initialement préparée par des chercheurs maliens avec l'appui scientifique de la Fondation pour les études et recherches sur le développement international de Clermont-Ferrand en France. Ensuite, elle a bénéficié de l'accompagnement institutionnel de la Cellule technique du Cadre stratégique pour la réduction de la pauvreté (CT-CSLP) avec ses partenaires organiques que sont l'INSTAT, l'ODHD, le CNPM et l'APEX.
Pertinence politique	Cette étude s'inscrit dans le cadre de l'élaboration de la stratégie nationale du Mali en matière d'intégration économique continentale. Elle vise à permettre au Mali de tirer le maximum de bénéfices économiques et sociaux en identifiant les forces et les faiblesses de ses secteurs économiques et en déterminant les menaces et les opportunités que lui offre l'intégration économique, plus précisément la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). En effet, le Mali, dès son accession à l'indépendance en 1960, a œuvré pour le projet de l'unité africaine au prix de sa souveraineté nationale. D'abord, au niveau sous-régional, il est membre fondateur de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) créée en 1975 et de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) fondée en 1994. L'objectif général de cette étude est double, à savoir évaluer les impacts de la mise en œuvre de la ZLECAf sur l'économie malienne et élaborer une Stratégie nationale du Mali pour la mise en œuvre de la ZLECAf y compris le montage d'un plan d'action sur 5 ans de la mise en œuvre de la Stratégie.
Revue de littérature	✓ A4T, BAD, UNIDO, ITC (2021), Mise en œuvre de la ZLECAf – La nécessité d'approfondir l'engagement et la participation active du secteur privé, 24 mars ✓ AFRISTAT, UEMOA (2020), Guide d'élaboration d'une matrice de comptabilité sociale, mai ✓ Anp.ne (2020), ZLECAf an 1 – La mise en œuvre effective repoussée pour cause de Covid-19, Niamey 07 Juillet ✓ Aps.dz (2019), ZLECAf – Nécessité de saisir les opportunités au profit de l'économie nationale, Alger 19 août
Méthodologie	Pour la mesure d'impacts, recours a été fait à la modélisation en équilibre général calculable, à l'analyse de compétitivité des produits et de leur potentiel commercial surtout à l'exportation. Ces différentes méthodes d'évaluation sont appliquées sur des données de la MCS2015 établies à l'aide des TRE et TCEI de la comptabilité nationale, de l'EMOP (2015-2016)
Données utilisées	✓ Données de la direction générale de la douane (2015-2020) ✓ Données de la direction générale du budget (2015-2020) ✓ Données de la direction nationale du trésor et de la comptabilité publique (2015-2020) ✓ Données de l'Institut national de la statistique (2015-2020) ✓ Données EMOP
Principaux résultats	✓ Au Mali, depuis 2014, l'activité économique est dominée par les secteurs tertiaire et primaire ✓ Sur la période 2012-2020, il y a eu une hausse des importations passant de 1 779

	milliards de fcfa en 2012 à 2 935 milliards de fcfa en 2020 ✓ Les machines et véhicules ont vu leur part augmenter entre 2013 et 2020 pour atteindre le même poids que les produits pétroliers dans les importations globales qui ont connu une baisse sur la même période soit respectivement 22% contre 26% et 29% contre 26% ✓ L'Afrique reste le principal marché d'approvisionnement du Mali avec 81% des importations totales en 2020 à raison de 79% en provenance de la CEDEAO et 2% du reste de l'Afrique ✓ Deux pays membres de l'UEMOA, à savoir la Sénégal et la Côte d'Ivoire ont 66% des 81% d'importations africaines, ce qui fait que le pays est déjà assez intégré au marché africain et ne devrait pas trop en pâtir de la ZLECAF ✓ La situation est relativement différente en ce qui concerne les exportations pour lesquelles, l'Afrique représente en 2020 48% dont à peine 8% pour la CEDEAO ✓ Pour les finances publiques, l'on assistera à (i) des diminutions de recettes de TVA dès la 2ème année, de l'ordre de -6%, (ii) une baisse des recettes de TVA dans les secteurs de l'extraction, de l'agroalimentaire, du textile ✓ Sur le marché du travail et en ce qui concerne le bien-être des ménages, l'on devrait plutôt assister à (i) une augmentation de la demande de travail qualifié, sauf dans les secteurs de l'extraction, de l'agroalimentaire et des BTP
Recommandations	✓ Le véritable défi sur le marché des exportations demeure la diversification desdites exportations, structurellement mono-produit et quasiment mono-destination. En effet, l'or représente en moyenne, 2012-2018, les deux tiers des exportations du pays, destiné à la Suisse et à l'Afrique du Sud ✓ En matière de compétitivité, il faut signaler que le pays a du potentiel commercial dans un certain nombre de produits, potentiel malheureusement peu ou pas du tout exploité ✓ Les priorités dégagées devront faire l'objet d'un plan d'action à moyen terme avec des résultats, des objectifs, des activités à mener, des acteurs, l'identification des responsables de mise en œuvre, des périodes de mise en œuvre, des coûts indicatifs et des indicateurs de suivi-évaluation ✓ Un véritable partenariat public-privé doit se mettre en place pour davantage de participation des entreprises y compris les microentreprises et autres PME au développement des chaînes de valeurs transformatrices et à l'intensification de la dotation du pays en infrastructures productives et de services

1.1.3. Simulation d'impacts de l'élargissement d'assiette fiscale



Le plan de riposte du gouvernement pour atténuer les conséquences de l'embargo de la CEDEAO et de l'UEMOA sur la population comprend aussi bien des mesures de court terme que des perspectives de moyen et long terme dont le projet d'élargissement de

l'assiette fiscale afin d'accroître les ressources internes de l'Etat pour qu'il réponde aussi bien aux impératifs sécuritaires face au terrorisme et au djihadiste qui y sévissent depuis 2012 qu'aux besoins sociaux des populations et aux autres exigences régaliennes de l'Etat. Ledit élargissement est ainsi suggéré dans les domaines de l'agriculture, du foncier et de l'économie numérique. Il participera de l'accroissement des capacités de mobilisation de ressources intérieures surtout fiscales dans le contexte actuel de crise sécuritaire et de l'inflation mondiale.

Problématique	Depuis le 9 janvier 2022, le Mali est soumis à un embargo économique et financier imposé par la CEDEAO et l'UEMOA limitant ses échanges commerciaux avec les 14
---------------	---

	autres Etats membres de ces organisations régionale et sous-régionale aux seuls biens de première nécessité et aux hydrocarbures. Cet état de fait affecte négativement, c'est le moins qu'on puisse en dire, l'économie du pays. En réponse, le Gouvernement de transition a élaboré un plan de riposte pour atténuer les conséquences des mesures sur la population.
Pertinence politique	Elargissement de l'assiette fiscale afin d'accroître les ressources internes de l'Etat pour qu'il réponde aussi bien aux impératifs sécuritaires face au terrorisme et au djihadisme qui y sévissent depuis 2012 qu'aux besoins sociaux des populations et aux autres exigences régaliennes de l'Etat.
Revue de littérature	✓ République du Mali (2022a), Rapport de présentation du Projet de décret portant modification du Décret n°2017-0767/P-RM du 07 septembre 2017 déterminant les produits assujettis à la redevance radio-tv et les modes d'indexation et de recouvrement ✓ République du Mali (2022b), Projet de décret portant modification du Décret n°2017-0767/P-RM du 07 septembre 2017 déterminant les produits assujettis à la redevance radio-tv et les modes d'indexation et de recouvrement ✓ République du Mali (2022c), Sommaire de la politique fiscale 2022 10ème édition, février ✓ République du Mali (2020), TEC-CEDEAO, 2017, Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé, 22 janvier ✓ République du Mali (2019a), Projets de lois portant modification du CGI et du LPF ✓ République du Mali (2019b), Projet de loi portant modification de la loi n°06-67 du 29 décembre 2006 portant Code général des impôts ✓ République du Mali (2019c), Projet de loi portant modification de la loi n°06-68 du 29 décembre 2006 portant Livre de procédures fiscales ✓ République du Mali (2019d), Décret n°2019-0113/P-RM du 22 février 2019 fixant les prix de cession et les redevances des terrains urbains et ruraux du domaine privé immobilier de l'Etat à usage commercial, industriel, artisanal, scolaire, de bureau, d'habitation ou assimilés ✓ République du Mali (2018), Rapport final de l'étude portant sur la fiscalisation du secteur agricole, août ✓ République du Mali (2011), Loi n°2011-040 du 15 juillet 2011 portant statut des exploitations et des exploitants agricoles
Méthodologie	Il est fait usage du Modèle d'équilibre général calculable de simulation de l'économie du Mali, SIMALI, pour éclairer la décision sur des choix fiscaux et partant formuler des recommandations et/ou des mesures d'accompagnement ou d'atténuation d'éventuels impacts négatifs des réformes. Ainsi, la simulation fut portée sur trois réformes fiscales portant respectivement sur le revenu agricole, la taxe foncière et la redevance radio-télé ainsi que de leur effet cumulé.
Données utilisées	✓ MCS 2015 construite à partir du TRE_2015 et du TCEI_2015 ✓ Enquêtes agricoles de conjoncture EAC pour le revenu agricole ✓ Enquêtes budget-consommation auprès des ménages genre EMOP pour le foncier ✓ Les statistiques de la balance des paiements ✓ Les tableaux des opérations financières de l'Etat ✓ Les recettes fiscales des impôts ✓ les statistiques domaniales des domaines et du cadastre
Principaux résultats	✓ La consommation finale des ménages en volume n'est affectée que par la taxe foncière et la redevance radio-télé ainsi que leur combinaison avec l'impôt sur le bénéfice agricole ✓ Le commerce extérieur n'en est pas négativement affecté ✓ Sur la marché du travail, l'on assiste aussi bien à une détérioration de la demande de travail qualifié qu'à celle du salaire d'équilibre des travailleurs non qualifiés ✓ Globalement, l'impact d'un IBA à 10% est bien moins favorable aux indicateurs macroéconomiques que toute autre réforme à la différence de la redevance radio-télé qui est presque sans effet sur la croissance et sur les ressources et emplois du PIB. Les différentes simulations n'ont pas d'effet sur ✓ les impôts versés par le reste du monde ✓ le revenu de la propriété reçu ou versé par le gouvernement

	✓ les salaires et traitements ✓ les prestations sociales versées par le gouvernement ✓ les autres transferts courants reçus ou versés par le gouvernement.
Recommandations	En cas de simultanéité des réformes, un taux IBA de 1.5% serait davantage plus gérable que tout autre taux au regard des indicateurs macroéconomiques. Puisque toutes les trois réformes sont plus ou moins favorables à l'Etat, celui-ci devrait utiliser son surplus de ressources à atténuer les impacts négatifs sur les autres agents économiques, notamment les entreprises et les ménages, autant par l'investissement public dans les infrastructures utiles à la production, agricole comme industrielle que par une réorientation des transferts publics en faveur des ménages les plus vulnérables pour une réduction significative des inégalités.

1.2. Economie du développement

Les études ont porté sur la méthodologie d'analyse prospective, les difficultés d'accès des populations aux services sociaux de base et la stratégie de mise en œuvre de la ZLECAf au Mali.

1.2.1. Elaboration d'une méthodologie d'analyse prospective



L'élaboration d'une méthodologie d'analyse prospective s'inscrit dans le cadre de l'Étude nationale prospective (ENP) Mali 2040 et du CREDD 2024-2028. La réalisation de l'ENP Mali 2040 vise à offrir au Mali (i) une

occasion de prendre en compte les réflexions menées des assises nationales de la refondation dans la définition de l'avenir désiré par les maliens et (ii) une opportunité d'approfondir cette refondation par la formulation d'une vision du développement susceptibles d'entraîner l'adhésion de l'ensemble de la Nation malienne dans sa diversité. La méthodologie d'analyse prospective s'appuie sur une revue de littérature. Elle s'articule autour de l'utilité et de la démarche prospective.

Problématique	Dans le cadre de la planification et de la gestion du développement, la prospective joue un rôle essentiel dans l'élaboration de stratégie. Ainsi, les stratégies de réduction de la pauvreté ont partagé nombre de principes avec les études prospectives, la prise en compte de la dimension du long terme, une approche globale des problèmes, la participation, l'appropriation. L'existence d'une vision a été l'une des conditions préalables à l'élaboration d'une stratégie de réduction de la pauvreté.
Pertinence politique	L'objectif général de la présente étude est d'élaborer une méthodologie d'analyse prospective.
Revue de littérature	✓ Articles scientifiques ; ✓ Rapports d'institutionnelles nationales ou internationales.
Méthodologie	✓ La méthodologie d'analyse prospective s'appuie sur une revue de littérature
Données utilisées	✓ Informations issues de : ▪ Articles scientifiques ; ▪ Rapports d'institutionnelles nationales ou internationales.
Principaux résultats	Existence d'une note conceptuelle et méthodologique articulée autour de : ✓ Justifications de la prospective ;

	✓ Démarche prospective
Recommandations	Sans objet

1.2.2. Difficultés d'accès aux services publics



Les résultats des enquêtes d'Afrobarometer (2022) menées au Mali montrent que les maliens font une appréciation plus ou moins positive de l'accès à des services publics clés, bien que certains soulignent des problèmes au service médical ainsi que des comportements inappropriés des forces de police.

La majorité des citoyens qui ont tenté d'obtenir un service éducatif, un document d'identité, un service médical ou l'aide des forces de police pendant l'année écoulée déclarent qu'il était facile pour eux

d'obtenir ce dont ils avaient eu besoin, même si une minorité d'entre eux déplorent un manque de courtoisie du personnel dans quelques services.

Parmi les répondants qui ont eu affaire à un hôpital public, certains disent avoir souvent fait face à une longue attente à l'hôpital, un mauvais entretien des infrastructures, un manque de médicaments et l'absentéisme des médecins.

Plus de la moitié des Maliens estiment que les policiers adoptent souvent une conduite professionnelle et respectent les droits de tous les citoyens. Mais ils sont nombreux à affirmer que la police utilise souvent une force excessive avec les manifestants et les criminels, arrête les conducteurs sans raison valable et s'engage dans des activités criminelles.

Problématique	Les Maliens et maliennes sont préoccupés par l'accès à des services publics.
Pertinence politique	✓ Identifier les irrégularités de l'accès aux services publics afin d'en trouver des solutions
Revue de littérature	✓ Connaissances empiriques de l'auteur
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants et répondantes. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des unités primaires d'échantillonnage et des répondants se fait de façon aléatoire.
Données utilisées	✓ Base de données de l'enquête d'Afrobarometer 2022, Round 9
Principaux résultats	Deux tiers (66%) des citoyens déclarent avoir eu recours aux soins médicaux dans un hôpital public pendant l'année écoulée. Moins disent avoir demandé d'autres services publics tels qu'un document d'identité (32%), un service dans une école publique (31%) et l'assistance de la police (12%). Parmi les répondants qui ont demandé ces services publics au cours des 12 derniers mois : ✓ Des majorités disent qu'il était facile d'obtenir le service éducatif (84%), le document d'identité (67%), l'attention médicale (66%) et l'assistance de la police (52%) ✓ Environ trois sur 10 affirment n'avoir pas été traité avec respect par le personnel de l'hôpital (28%) ou les agents de l'Etat lors de l'obtention du document officiel (31%) ✓ La moitié (50%) ont dû faire face à une longue attente à l'hôpital, et environ un tiers ont noté un manque de médicaments ou matériels (36%) ou l'absence des

	médecins (30%). Moins rapportent un mauvais entretien des infrastructures (28%) Au moins la moitié de tous les répondants estiment qu'il n'est pas probable de faire réagir quelqu'un s'ils font une demande d'assistance à la mairie (55%) ou signalent le mauvais comportement d'un enseignant dans une école publique (50%) Quant aux services de la police, la majorité des citoyens affirment qu'elle utilise "souvent" ou "toujours" une force excessive contre les criminels (55%) et arrête les conducteurs sans raison valable (55%). Le tiers (34%) disent que la police s'engage "souvent" ou "toujours" dans des activités criminelles, et 44% affirment qu'elle utilise une force excessive pour gérer les manifestations La majorité (54%) des Maliens estiment que les forces de l'ordre agissent "souvent" ou "toujours" de manière professionnelle et respectent les droits de tous les citoyens. Le quart (25%) des citoyens affirment qu'un tel comportement est rare ou inexistant
Recommandations	Les résultats impliquent que le gouvernement devrait fournir davantage d'effort pour répondre efficacement aux préoccupations des Maliens dans l'obtention d'un service éducatif, d'un document d'identité, d'un service médical ou l'aide des forces de police. Il s'agira pour ce qui concerne les hôpitaux de diminuer le temps d'attente, le manque de médicament, l'absentéisme des médecins aussi, d'élever le niveau d'entretien des infrastructures. Le gouvernement doit plus veiller au respect des droits de citoyens par les policiers.

1.2.3. Stratégie de mise en œuvre de la ZLECAf au Mali



Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

En effet, le Mali, dès son accession à l'indépendance en 1960, a œuvré pour le projet de l'unité africaine au prix de sa souveraineté nationale. D'abord, au niveau sous-régional, il est membre fondateur de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) créée en 1975 et de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) fondée en 1994. La CEDEAO, regroupant tous les 8 États membres de l'UEMOA, vise à accroître la croissance économique et le niveau de vie des populations de ses États membres à travers la coopération et l'intégration économique. En 2016, elle couvrait un marché de 357 millions de personnes et elle a enregistré durant la même année un produit intérieur brut (PIB) de 686 millions de dollars pour l'ensemble de ses 15 États membres (CEDEAO, 2021). Au niveau continental, le Mali a ratifié l'Accord de libre-échange continental africain le 1er janvier 2019, Accord conférant au Mali le statut d'État-partie de la plus grande zone de libre-échange du monde.

L'élaboration de la stratégie nationale de mise en œuvre de la ZLECAf au Mali fait suite à une première portant sur les impacts de l'entrée en vigueur prochaine de la ZLECAf tant sur les ressources publiques que sur les secteurs économiques et les agents ainsi qu'au plan macroéconomique. La stratégie issue de ce processus vise à permettre au Mali de tirer le maximum de bénéfices économiques et sociaux en identifiant les forces et les faiblesses de ses secteurs économiques et en déterminant les menaces et les opportunités que lui offre l'intégration économique, plus précisément la

La ZLECAf a été lancée à Kigali (Rwanda) le 21 mars 2018 et elle est entrée en vigueur en 2019. Son but est d'ouvrir la voie au libre-échange à travers l'Afrique, faciliter l'industrialisation et la diversification des économies des pays membres et assurer une croissance durable, génératrice d'emploi pour l'ensemble de la région. La ZLECAf couvre un marché de 1,2 milliard de personnes avec un PIB de 2 500 milliards de dollars dans

l'ensemble des 55 États membres de l'Union africaine.

Au niveau international, le Mali est membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis le 31 mai 1995. À ce titre, il bénéficie des préférences accordées au "Pays moins avancé" (PMA). Ses concessions pour les marchandises sont contenues dans la Liste XCIV, et dans le document GATS/SC/53 pour ce qui concerne les services.

Problématique	La problématique de l'intégration régionale constitue l'un des aspects majeurs de la science des relations internationales africaines depuis la grande période des décolonisations des années 1960. Largement portée par un esprit mimétique, adossée au "modèle européen" d'intégration régionale, cette problématique s'est matérialisée par un foisonnement de regroupements interétatiques et d'accords de libre-échange dont les formes et les effets ont souvent varié d'une situation à une autre. En effet, de l'OUA (1963) à l'Union africaine (2002), du Plan d'action de Lagos (1980) au NEPAD (2001) en passant par le Traité d'Abuja (1991), et en considérant l'aménagement géographique des différentes Communautés économiques régionales (CER), on note que l'adhésion à ces différents projets d'intégration en Afrique a été la traduction d'une aspiration plus large à l'intégration continentale, avec pour repères historiques les différents mouvements panafricains pour les valeurs partagées, l'autonomie collective du continent et son indépendance économique.
Pertinence politique	✓ La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pourrait permettre aux pays africains de faire sortir de l'extrême pauvreté 30 millions d'habitants et d'accroître le revenu de 68 millions d'autres personnes qui vivent avec moins de 5,50 dollars par jour. ✓ Sur les 450 milliards de dollars de gains potentiels, environ 300 milliards proviendraient des mesures de facilitation du commerce visant à lever les freins bureaucratiques et à simplifier les procédures douanières. ✓ La mise en œuvre de la ZLECAf permettrait de mener à bien les réformes de fond nécessaires pour stimuler la croissance à long terme dans les pays africains ✓ La ZLECAf permettrait également de réorganiser les marchés et les économies de la région et de stimuler la production dans les secteurs des services, de l'industrie manufacturière et des ressources naturelles
Revue de littérature	✓ A4T, BAD, UNIDO, ITC (2021), Mise en œuvre de la ZLECAf – La nécessité d'approfondir l'engagement et la participation active du secteur privé, 24 mars ✓ AFRISTAT, UEMOA (2020), Guide d'élaboration d'une matrice de comptabilité sociale, mai ✓ Anp.ne (2020), ZLECAf an 1 – La mise en œuvre effective repoussée pour cause de Covid-19, Niamey 07 Juillet ✓ Aps.dz (2019), ZLECAf – Nécessité de saisir les opportunités au profit de l'économie nationale, Alger 19 août ✓ Careers.un.org (2021), Recrutement d'un consultant nationale chargé de la stratégie nationale des services de la ZLECAf ✓ Bakary Coulibaly (2018), Note technique relative à la création de la ZLECAf, Cellule UEMOA du Ministère de l'économie et des finances du Mali, 16 avril ✓ Massa Coulibaly, Daniel J. Plunkett, Dirck Stryker (2007), TEC et sauvegarde commerciale, in GREAT_Cahiers n°22, juillet-septembreCSLP (2018), Le Mali à bâtir – Rapport de l'enquête diagnostic de la société malienne, septembre
Méthodologie	Le diagnostic de la situation du Mali par rapport à la mise en œuvre de la ZLECAf s'est opéré par (i) l'analyse des impacts de la mise en œuvre de la ZLECAf à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable dynamique, (ii) l'examen de la compétitivité des produits maliens, (iii) et l'estimation du potentiel commercial du Mali. L'élaboration de la stratégie nationale de mise en œuvre de la ZLECAf a combiné 3 approches, à savoir (i) l'approche intégrée cherchant à mettre en cohérence les

	stratégies nationales de la ZLECAf et d'autres stratégies/politiques telles que le CREDD, les ODD ou encore l'Agenda 2063 de l'UA, (ii) l'approche participative passant par des consultations des différentes parties prenantes et (iii) l'adoption de mesures proactives permettant la prise en compte des couches défavorisées (femmes, jeunes, handicapés, etc.). La combinaison de ces différentes approches passe par l'examen du profil macroéconomique et commercial, l'analyse du cadre institutionnel et réglementaire, l'identification des opportunités et des risques potentiels liés à la mise en œuvre de la ZLECAf, l'élaboration d'un plan d'actions de mise en œuvre de la ZLECAf, l'alignement des dispositions juridiques sur le CREDD 2019-2023 et l'intégration continentale des populations.
Données utilisées	✓ Données EMOP (2015-2016) ✓ Données UN COMTRADE (2010-2017) ✓ Données TCEI (2015, 2013) ✓ Données TRE (2015)
Principaux résultats	✓ En statique comparative, l'application de la ZLECAf se traduisant par une baisse des taux de droits de douane, entraîne une baisse automatique des prix à l'importation qui exerce une pression à la baisse sur les prix à la consommation. Il en résulte une hausse du pouvoir d'achat des consommateurs qui se traduit par une augmentation de la demande de consommation de l'ensemble des biens et services ✓ En matière de prix, le démantèlement tarifaire joue en faveur des biens importés mais en défaveur de ceux fabriqués localement mais probablement en faveur des importations d'intrants utilisés dans la fabrication des produits locaux ✓ En dynamique, les recettes fiscales de l'Etat s'amenuisent au fur et à mesure des réductions de tarifs sur les 13 ans entraînant une diminution de l'épargne budgétaire et donc de l'investissement public ✓ Le démantèlement aura également des impacts positifs au niveau de la consommation des ménages (aussi bien en valeur qu'en volume) au contraire de la consommation de l'Etat, de l'investissement productif en volume, de l'investissement total et de la FBCF en valeur (qui eux tous connaîtront des baisses).
Recommandations	Le suivi de la mise en œuvre de la SN-ZLECAf consistera entre autres à examiner la performance commerciale intra-africaine des exportations du pays, à indiquer les secteurs d'opportunité et le potentiel d'exportation, à analyser les contraintes commerciales intra-africaines et les voies et moyens de promotion des secteurs prioritaires et d'atténuation de l'impact budgétaire de la libéralisation. Au regard des résultats préliminaires, il est nécessaire d'organiser une activité de collecte de données sur les mesures de politiques visant la production et les exportations des produits compétitifs identifiés. Plus précisément, il s'agira de recueillir les informations sur les barrières et facilités pour les producteurs et exportateurs des produits maliens compétitifs sur le marché mondial. L'activité de collecte de données se fera selon une approche participative sous forme d'un atelier de travail regroupant les principaux acteurs (directs et/ou indirect) des chaînes de valeur des produits compétitifs identifiés.

1.3. Environnement et assainissement

Le domaine de l'environnement et de l'assainissement a constitué un autre champ de recherche. Ainsi, l'on a pu investiguer le secteur de l'éducation environnementale et de la gestion des ressources naturelles ainsi que des défis environnementaux auxquels le pays est confronté.

1.3.1. Education environnementale et gestion des ressources naturelles



Le Mali, depuis plus d'une décennie, s'est engagé en faveur du développement durable à faire participer les acteurs locaux pour une bonne gestion des ressources naturelles. La participation de la population civile gagne en importance dans bon nombre de société à travers le monde. L'incapacité de l'administration publique à gérer efficacement le développement de communautés amène les mouvements citoyens et les populations locales à

s'impliquer davantage notamment dans la gestion des ressources naturelles.

L'éducation à l'environnement et au développement durable est porteuse d'enjeux essentiels en termes d'évolutions des comportements, de connaissances nouvelles et de mise en capacité de chacun, au quotidien, d'être acteur de la transition et de la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

La transition écologique pose un défi de connaissance et d'ancrage citoyen pour appréhender et s'approprier les enjeux du changement climatique, de la raréfaction des ressources, de la transition énergétique ou de la reconquête de la biodiversité... vers un modèle économique et social qui renouvelle nos façons de consommer, de produire, d'habiter, de travailler, de vivre ensemble.

Problématique	Les changements climatiques sont considérés comme l'une des menaces les plus inquiétantes pour l'avenir de l'humanité. En Afrique, qui est l'un des continents les plus vulnérables, la problématique des changements climatiques reste souvent confinée aux structures chargées des questions environnementales. Elle est peu comprise des populations et autorités locales et donc en définitive, peu d'avancées sont notées quant à la prise en charge de cette question dans les politiques de développement national. L'éducation à l'environnement à tendance conversationniste, qui attribue la dégradation de l'environnement au comportement humain plutôt qu'aux pratiques sociales, conforme à la perspective réductionniste sur la problématique environnementale et sur la gestion publique de l'environnement.
Pertinence politique	L'Afrique de l'Ouest fait partie des quelques régions du monde identifiées par le Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Evolution du Climat (GIEC) comme particulièrement vulnérables aux changements climatiques. Ce phénomène va se traduire par une augmentation de la température et un accroissement de la variabilité climatique, qui pose déjà aujourd'hui de nombreuses contraintes pour la gestion des ressources en eau et l'agriculture. Il aura des impacts forts sur la disponibilité et la qualité des ressources en eau et sur la qualité des sols. Celles-ci représentent des ressources vitales pour la subsistance des populations et pour les économies Ouest-africaines qui dépendent essentiellement de l'agriculture. L'Education Environnementale place l'être humain au centre de ses préoccupations. Elle cherche à harmoniser les rapports entre les individus, les peuples et leur environnement. Elle explore les implications économiques, sociales et environnementales de nos modes de penser et d'agir. Elle vise la formation de citoyennes et de citoyens aptes à s'engager dans des actions individuelles et collectives qui contribuent à l'avènement de sociétés démocratiques, justes, équitables et viables tant au point de vue économique, socio-politique qu'environnemental.
Revue de littérature	✓ B. Bader et L. Sauvé, 2011, Education, environnement et développement durable: vers une écocitoyenneté critique. Les presses de l'Université Laval Éducation, environnement et développement durable ... - Lucie Sauvé, Barbara Bader - Google Livres ✓ A. Hamdi, 2007, L'écologie comme vecteur d'éducation relative à l'environnement dans l'enseignement en Tunisie, vol.6

	https://doi.org/10.4000/ere.4043 ✓ M. Jaoul-Grammare, A. Stenger, 2022, Quel rôle joue l'éducation dans les préoccupations environnementales ? Céreq Bref, n° 417, Janvier 2022, 4 p. Quel rôle joue l'éducation dans les préoccupations environnementales ? Céreq ✓ République du Mali (2019), Politique nationale de protection de l'environnement – Adoptée par le Conseil des ministres du 13 novembre ✓ Y. Girault et L. Sauvé, 2008 "L'éducation scientifique, éducation à l'environnement et l'éducation pour le développement durable. Croisements, enjeux et mouvances", Aster, n° 46, p. 7-30.
Méthodologie	✓ Revue de littérature
Données utilisées	Dans divers rapports utilisés
Principaux résultats	✓ Il semble nécessaire dans l'enseignement de l'écologie de clarifier les conceptions des apprenants, d'initier les élèves à l'appréhension de la complexité, à l'aide de méthodes telles que l'approche systémique, de promouvoir l'acquisition d'attitudes favorables à la protection de l'environnement. ✓ L'éducation environnementale forme, informe et fait prendre conscience à tous les enjeux de l'environnement. On peut espérer que tous ces efforts conjugués permettront de préparer un environnement propice pour des lendemains meilleurs.
Recommandations	✓ Le Mali doit instituer l'EE (Education Environnementale) dans sa stratégie de développement ainsi que dans tous les ordres d'enseignement pour faciliter la prise en compte des principes fondamentaux de préservation de l'environnement dans le développement socio-économique du pays. ✓ Le Ministère de l'Éducation nationale malien doit faire de l'environnement un axe prioritaire d'éducation et adopter une stratégie nationale d'éducation environnementale qui prend en compte tous les ordres d'enseignement au niveau du formel comme du non formel. Le profil éducatif apparaît essentiel à la sensibilité environnementale. ✓ Pour le Mali, il faut le développement d'une culture et d'une éthique environnementale basée sur la promotion de l'éducation environnementale à travers un Plan d'Action National d' Education Environnementale pour le Développement Durable (PANEDD) comme dans d'autres pays de l'Afrique par exemple le Maroc et le Burkina Faso.

1.3.2. Des défis environnementaux



Parmi les régions du monde considérées les plus exposées aux dégradations environnementales, l'Afrique apparaît de nos jours comme l'une des plus vulnérables. Cette vulnérabilité est à la fois fonction du système climatique complexe du continent et de l'interaction de ce système avec les défis

socio-économiques qui le caractérisent actuellement.

En Afrique, comme sur les autres continents, les réponses apportées aux défis environnementaux sont souvent équivoques. De manière générale, les pays en développement peuvent être réticents à s'engager sur le terrain des questions environnementales car il conduit, selon eux, à occulter les principales réponses à apporter à leurs problèmes de développement.

Les défis environnementaux auxquels l'Afrique doit faire face sont nombreux et complexes. En portant atteinte à la stabilité des États, il est désormais admis que les dégradations environnementales ainsi que le dérèglement climatique auront, dans les prochaines années, d'importantes

conséquences sur la sécurité des populations et des États.

Problématique	La pollution est un problème grave et constitue avec la déforestation et la gestion des déchets les problèmes environnementaux les plus importants auxquels fait face le Mali, selon la plus récente enquête d'Afrobarometer. Les sacs plastiques sont une source majeure qui contribue à la pollution selon les répondants.
Pertinence politique	Asseoir une politique nationale de protection de l'environnement qui est sous-tendue par les principes suivants : équité et égalité entre tous ; implication/responsabilisation et la participation de tous les acteurs ; prévention et précaution ; internalisation des coûts de l'environnement et application du principe du "pollueur - payeur"
Revue de littérature	✓ République du Mali, 2019, Politique Nationale de Protection de l'Environnement Politique Nationale de Protection de l'Environnement (fao.org) ✓ M. MERINO, 2021, Les défis environnementaux en Afrique, quels enjeux pour le continent ? Les défis environnementaux en Afrique, quels enjeux pour le continent ? – FORUM INTERNATIONAL DE DAKAR (dakarforum.org)
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants et répondantes. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des unités primaires d'échantillonnage et des répondants se fait de façon aléatoire.
Données utilisées	Base de données de l'enquête d'Afrobaromètre 2022, Round 9
Principaux résultats	✓ Huit Maliens sur 10 (79%) considèrent que la pollution dans leur communauté est "un peu grave" ou "très grave" ✓ Pour les citoyens maliens, la déforestation, la pollution de l'eau et la gestion des déchets sont les trois problèmes environnementaux les plus importants. ✓ Près de neuf Maliens sur 10 (87%) sont d'accord pour dire que les sacs plastiques constituent une source majeure de pollution dans leur pays. ✓ Trois quarts (76%) des répondants estiment que ce sont les citoyens ordinaires (42%) et le gouvernement national (34%) qui devraient avoir la responsabilité principale de réduire la pollution et de garder la communauté propre. ✓ La grande majorité (87%) des citoyens estiment que le gouvernement devrait faire plus qu'il ne le fait actuellement pour limiter la pollution et protéger l'environnement. ✓ Près de six Maliens sur 10 (57%) trouvent que le gouvernement devrait se concentrer sur la protection de l'environnement, même si cela signifie qu'il y aura moins d'emplois ou d'autres perturbations dans leur vie quotidienne . ✓ Les Maliens sont divisés (48% approuvent vs. 47% désapprouvent) quand il s'agit d'apprécier la performance du gouvernement dans la réduction de la pollution et la protection de l'environnement. ✓ En matière d'exploitation des ressources naturelles qui ont lieu dans leur voisinage, la majorité des répondants trouvent que les citoyens ont voix au chapitre des décisions prises (79%), que les communautés perçoivent une juste part des revenus (78%), que les avantages dépassent les coûts environnementaux (73%), mais qu'il faut renforcer la réglementation environnementale (90%).
Recommandations	✓ Ils pensent que les Maliens ordinaires devraient être les premiers acteurs dans la lutte contre la pollution. Ils sont également majoritaires à dire que le gouvernement devrait faire davantage que ce qu'il fait actuellement pour limiter la pollution et protéger l'environnement, et que l'environnement devrait être une priorité, même si cela signifie qu'il y aura moins d'emplois ou d'autres perturbations dans leur vie quotidienne. ✓ Quant à l'exploitation des ressources naturelles qui ont lieu près de leur communauté, les citoyens s'accordent à dire que les avantages l'emportent sur les dommages environnementaux. Toutefois, ils souhaitent que la réglementation de l'extraction des ressources naturelles soit plus renforcée par le gouvernement afin de réduire les impacts négatifs sur l'environnement.

1.4. Genre

L'autonomisation des femmes dans le cadre du partenariat avec le programme SWEDD, l'annuaire statistique ASPG 2021 et la représentativité des femmes aux instances de décision ont été les principaux thèmes de recherche au cours de l'année 2022.

1.4.1. Autonomisation des femmes



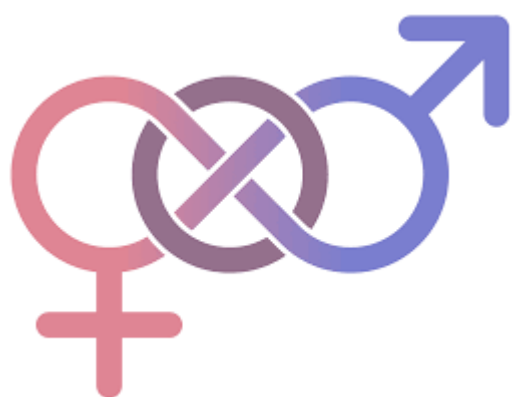
L'étude d'évaluation à mi-parcours s'inscrit dans le cadre du projet Autonomisation des femmes du Sahel et de dividende démographique (SWEDD). L'étude visait à mesurer rigoureusement l'impact et l'efficacité des interventions en vue de leur mise à échelle, dans les pays. Le processus de l'évaluation d'impact

comporte trois étapes essentielles : l'enquête de base, l'enquête à mi-parcours et l'évaluation finale. GREAT a contribué, entre autres, à calculer le taux d'attrition des ménages et adolescents et à étudier sa relation avec le traitement sur la base des données d'enquêtes de 2017 et 2021. Cette relation a été étudiée à travers une régression linéaire et non linéaire en contrôlant pour les effets fixes communes. Les résultats montrent qu'il n'existe pas de lien significatif entre l'attrition des ménages et des adolescents et leur statut de traitement, et ceux pour tous les types de traitement. L'attrition n'affecte pas l'impact des traitements sur les bénéficiaires.

Problématique	L'autonomisation de la femme et la maîtrise de la croissance démographique font partie des défis majeurs au Mali. En vue de relever ces défis, les autorités du Mali et leurs partenaires techniques et financiers ont financé la mise en œuvre de trois sous-projets notamment : ✓ Projet d'Appui à l'Apprentissage et à l'Autonomisation Economique des Femmes dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Gao et la périphérie du district de Bamako ; ✓ Projet de lutte contre l'abandon scolaire des jeunes filles dans les régions de Kayes, Sikasso, Ségou et Mopti ; ✓ Projet de Renforcement de la Santé Sexuelle et de la Reproduction des Adolescents et des Jeunes dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Mopti. Ces trois sous-projets font l'objet de l'évaluation d'impact (EI) pour mesurer rigoureusement l'impact et l'efficacité des interventions en vue de leur mise à échelle, dans les pays ; fondée sur la production des évidences. Le processus de l'évaluation d'impact comporte trois étapes essentielles : l'enquête de base, l'enquête à mi-parcours et l'évaluation finale.
Pertinence politique	Le projet Autonomisation des femmes du Sahel et de dividende démographique (SWEDD) contribue à accélérer la transition démographique, afin de soutenir le dividende démographique, et réduire l'inégalité du genre dans la région du Sahel.
Revue de littérature	✓ Rapport d'enquêtes de 2017 et 2021.
Méthodologie	La méthodologie a consisté dans un premier temps à calculer le taux

	d'attrition des ménages et adolescents sur la base des données d'enquêtes de 2017 et 2021. Dans un second temps, la relation entre le taux d'attrition et le statut de traitement a été étudiée à travers une régression linéaire et non linéaire en contrôlant pour les effets fixes communes.
Données utilisées	✓ Base de données d'enquêtes de suivi de 2017 et 2021.
Principaux résultats	✓ Il n'existe pas de lien significatif entre l'attrition des ménages et des adolescents et leur statut de traitement, et ceux pour tous les types de traitement ; ✓ L'attrition n'affecte pas l'impact des traitements sur les bénéficiaires.
Recommandations	✓ Identifier d'autres facteurs pouvant expliquer l'attrition des ménages et des adolescents autre que leur statut de traitement afin de faire un suivi adéquat.

1.4.2. Annuaire statistique genre et fonctions nominatives et électives 2021



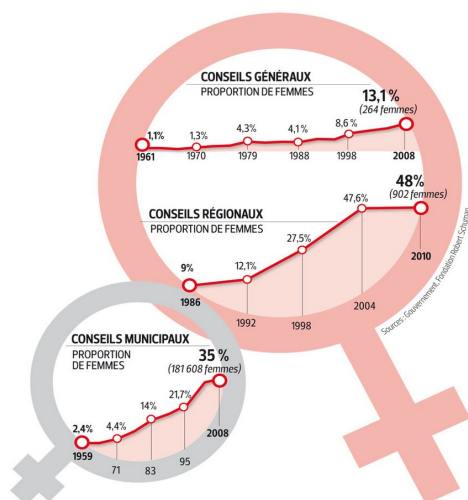
Dans le cadre de l'étude sur la constitution d'une base de données sur la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives, le CNDIFE sur financement de l'ONU-Femmes a initié la production d'un Annuaire statistique 2021 sur la promotion du genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives des services publics. Cette activité s'est réalisée en plusieurs étapes, à savoir la conception de l'Outil de collecte et sa validation, la collecte des données, le traitement statistique des

informations collectées et la production proprement dite de l'Annuaire statistique 2021.

Problématique	Au Mali, la prise en compte du genre est au cœur des politiques publiques depuis quelques années, en témoigne la ratification des instruments internationaux dans ce sens par le pays. Il s'agit essentiellement de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) en 1985, la Convention relative aux droits des enfants (CDE) en 1990, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) en 1981 et la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE) en 1998 (CNDIFE, 2016). En plus des instruments internationaux, le Mali s'est doté de plusieurs mécanismes internes de promotion du genre, à savoir la Politique nationale genre adoptée en 2010, la Planification budgétisation sensible au genre (PBSG), le Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD II, les Objectifs de développement durable (ODD5), l'Agenda 2023 de l'Union africaine, la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives, entre autres. La PNG constitue "la feuille de route" du Mali pour "relever son niveau de développement humain et économique". Elle vise à engager l'État et toute la société à "améliorer l'impact des politiques publiques et à maximiser les ressources nationales disponibles afin que les maliennes et les maliens puissent développer leur plein potentiel et contribuer au bien-être collectif tout en étant des citoyennes et citoyens égaux en droits et en devoirs". Elle est fondée non seulement sur des bases juridiques, politiques, socioculturelles mais aussi économiques. La vision de la PNG à terme est "Une société démocratique qui garantit l'épanouissement de toutes les femmes et de tous les hommes grâce au plein exercice de leurs droits égaux fondamentaux, à une citoyenneté active et participative et à l'accès équitable aux ressources, en vue de faire du Mali un pays émergent fort de sa croissance et fier de ses valeurs de justice, de paix, de solidarité et de cohésion sociale."
Pertinence politique	La production de l'Annuaire 2021 de l'accès des femmes aux fonctions nominatives et électives s'inscrit dans la dynamique de mise à disposition du CNDIFE d'un système

	d'informations statistique de qualité répondant aux besoins des utilisateurs. La production du document a connu la participation de l'ensemble des structures techniques de production de données sur les ressources humaines. La démarche méthodologique a consisté en un recueil d'informations administratives auprès des services producteurs de statistiques sur le personnel et s'est déclinée en la production et validation de l'Outil de collecte, la formation des producteurs sur l'Outil, la collecte des données auprès des services par le biais de l'Outil, la constitution de la base de données, le traitement des données et la production de l'Annuaire statistique 2021 sur la promotion du genre.
Revue de littérature	✓ Mali (2011) : Politique Nationale Genre du Mali (PNG-Mali) ✓ Éléonore Lépinard (2006/1/62) : Faire la loi, faire le genre : conflits d'interprétations juridiques sur la parité
Méthodologie	La démarche méthodologique a consisté en un recueil d'informations administratives auprès des services producteurs de statistiques sur les ressources humaines et s'est déclinée en la production et validation de l'Outil de collecte, la formation des producteurs sur l'Outil, la collecte des données auprès des services par le biais de l'Outil, la constitution de la base de données, le traitement des données et la production proprement de l'Annuaire statistique 2021 sur la promotion du genre. Au total, l'on a pu recueillir les informations sur 22 100 agents (nommés comme non nommés) au niveau des postes nominatifs répartis entre les Institutions et les ministères. Au niveau des postes électifs, l'on a pu dénombrer un total de 16 011 élus répartis entre le CNT/parlement, le Haut conseil des collectivités (HCC), les Conseils régionaux, les Conseils de cercle et les conseils communaux. Il faut noter que les données sur les conseils régionaux, de cercle et des communes concernent les élections de 1999, 2004, 2009 et 2016.
Données utilisées	✓ Données des CPS des ministères ✓ Données de l'Assemblée nationale ✓ Base de données des collectivités territoriales
Principaux résultats	✓ Au Mali, les femmes représentent en moyenne 28.1% de l'ensemble du personnel nommé selon les données recueillies à date ✓ Aux hautes fonctions nominatives, on note que seulement 16.4% des postes en moyenne sont occupés par les femmes. A l'exception du Gouvernement avec 33% de femmes ministres, la haute administration est assez loin du quota requis ✓ Les femmes font 19.3% des élus au Mali avec une plus grande proportion au niveau du CNT pour 29.7% et du Conseil communal pour 24% ✓ Les instances des collectivités territoriales telles que les conseils régionaux et les conseils de cercle sont à la traîne sur la représentativité des femmes en leur sein. Toute région comprise, il n'y a pas de femme présidente ou vice-présidente des conseils de région. Des régions entières comme Kayes, Tombouctou et Kidal n'ont pas de conseillère régionale
Recommandations	Malgré la ratification de nombreux instruments internationaux et des mécanismes nationaux de promotion du genre (PNG, PBSG, CREDD, loi n°2015-052 du 18 décembre 2015), le Mali n'arrive pas à atteindre l'objectif qu'il s'est assigné dans la Loi 2015-052. Pour y parvenir, l'Etat du Mali doit prendre des mesures politiques vigoureuses de promotion du genre.

1.4.3. Représentativité des femmes dans les instances de décision



dans les institutions publiques au Mali. Une enquête a été menée pour collecter des données quantitatives et qualitatives sur le niveau de représentation des femmes dans les structures publiques, parapubliques et décentralisées au Mali. Les données sont issues des services de gestion des ressources humaines de toutes les institutions maliennes ainsi que de l'Institut de la Statistique (INSTAT). Il ressort que, depuis son indépendance, le Mali a adopté plusieurs législations visant à lutter contre la discrimination à l'égard des femmes et à faire progresser ou à garantir l'équité entre les hommes/garçons et les femmes/filles.

L'objectif de cette étude est de collecter des données crédibles, précises, quantitatives et qualitatives sur la représentation des femmes

Problématique	La représentation des femmes dans les institutions publiques et privées est un enjeu de justice sociale. Depuis le coup d'État militaire de mars 1991, le gouvernement malien et les organisations de la société civile ont initié différentes actions ou politiques visant à améliorer la représentation des femmes dans les institutions. Par exemple, en 1993, le gouvernement a créé une Commission pour la promotion de la femme, dirigée par une femme ayant rang de ministre. Puis en 1997, le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF) a été créé, démontrant ainsi la volonté politique du Mali de traduire "les engagements pris lors de la Conférence de Beijing et d'accorder une priorité à ce domaine". La mission de ce ministère sera étendue à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique nationale de promotion de la femme et renforcée par la création en 1999 de la Direction Nationale de la Promotion de la Femme. Cependant, il y a un faible taux de représentation des femmes à de nombreux postes de direction dans les domaines économique et politique ainsi que dans les institutions publiques et privées. C'est l'un des obstacles à la promotion des femmes. Pour améliorer la représentation des femmes, il est donc important d'examiner et de mieux comprendre la situation actuelle. L'objectif de ce rapport vise à contribuer à la réalisation de cet objectif en créant un tableau de bord de données accessible au public.
Pertinence politique	L'objectif général de la présente étude est de collecter systématiquement des données sur la représentation des femmes au niveau des différentes institutions à savoir l'exécutif (gouvernement), l'Assemblée nationale, la Cour suprême, et la cour constitutionnelle de 1960 au 31 août 2021.
Revue de littérature	Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant (CNDIFE) (2015). Rapport sur la représentativité des-femmes dans les instances nominatives au de l'administration publique de la mali. Bamako, Mali. Disponible à https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKEwj2j5Le5K31AhUjk4kEHbtKBTwQFnoECAkQAQ&url=http%3A%2F%2Fmpfef.gouv.ml%2Fwp-content%2Fuploads%2F2018%2F12%2FRAPPORT-REPRESENTATIVITE-DES-FEMMES-2015-vf-8-10-15.pdf&usg=AOvVaw0LBQIE_a3eoB00OyPUKKzV Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille (MPFEF) (2009). La politique nationale genre (PNG). Mali, Bamako. Disponible à https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwjP5J_r_631AhWlj4kEHd85BC0QFnoECDMQAQ&url=https%3A%2F%2Fwww.ilo.org%2Fdyn%2Fnatlex%2Fdocs%2FELECTRONIC%2F103727%2F126165%2FF1367069979%2FMFLI-103727.pdf&usg=AOvVaw3OT8YZcsyn4MFEST4iQZWj

	Camara, Bakary (2009). L'Assemblée nationale au Mali sous la troisième république : 1992-2009. Disponible sur https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKEwj77PKiLL1AhVohuAKHZzbATAQFnoECAMQAQ&url=http%3A%2F%2Fwww.bakarycamara.ml%2Fassemblee.pdf&usg=AOvVaw2emHebLki3DefPQ-DExRhC .
Méthodologie	✓ Revue de littérature ✓ Interviews auprès des personnes clés
Données utilisées	✓ Statistiques du CNDIFE ✓ Données de l'Assemblée nationale ✓ Données du secrétariat général du gouvernement ✓ Données de la Cour suprême
Principaux résultats	Depuis l'indépendance, le Mali a adopté plusieurs législations sensibles au genre qui comprennent : ✓ Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en 1985 ✓ Protocole de Maputo en 2005 ; ✓ Résolution 1325 des Nations unies ; ✓ Politique nationale pour l'égalité des sexes (PNG) et plan d'action national en 2012, 2015 et 2019. Les données montrent que : ✓ En 2021, il y avait 121 sièges, dont 33 sont occupés par des femmes (27,3 %) ; ✓ Le projet de loi sur les quotas de femmes stipule qu'au moins 30 % des fonctionnaires élus et nommés doivent être des femmes ; ✓ Sur les 21 premiers ministres depuis l'indépendance, 1 était une femme (4,8 %) ; ✓ En 2021, il y avait 28 postes de ministres dont 6 occupés par des femmes (21,4 %) ; ✓ Depuis l'indépendance, il n'y a eu qu'une seule femme juge en chef.
Recommandations	✓ Appliquer les lois régissant la promotion du genre dans les postes nominatifs et électifs ; ✓ Mettre l'accent sur la formation des filles et des femmes ; ✓ Mettre en place des programmes de renforcement des femmes/filles surtout en leadership.

1.5. Gouvernance

Domaine de prédilection de GREAT, la gouvernance a été abordée respectivement sous des recherches liées à la transparence budgétaire, à la direction de marche du pays mais aussi aux perceptions de la gestion de la Covid-19.

1.5.1. Transparence budgétaire



Depuis 2009, le Mali a intégré le processus de recherche en matière de transparence budgétaire de l'International budget partnership (IBP), une ONG internationale de droit américain. La recherche est conduite au Mali par l'ONG GREAT (Groupe de recherche en économie appliquée et théorique). Cette recherche permet de mesurer aussi bien le niveau de transparence que de participation mais aussi du contrôle du

processus budgétaire par les autres acteurs autres que l'exécutif.

L'Indice sur le budget ouvert (IBO) évalue la quantité et le type d'informations que les

gouvernements mettent à la disposition du public dans les huit documents budgétaires

clés qui doivent être publiés durant l'année budgétaire avec un questionnaire standard pour 115 pays à la dernière enquête. Ce questionnaire comporte au total 149 questions (4 sur l'institution budgétaire indépendante ne sont pas exploitées) dont 109 sur la transparence, 18 pour la participation citoyenne et 18 pour le niveau de contrôle de l'exécutif, soit un total de 145 questions utilisées.

Pour la dernière enquête publiée (2021), le Mali a eu un score de 8%, classant le Mali à l'avant dernière place de l'Afrique francophone tout juste avant le Tchad qui a un score de 6%. Il faut noter qu'en 2019, le Mali avait pu obtenir un score de 38% en matière de transparence juste après le Bénin et le Sénégal avec respectivement 49% et 46%. En 2019, le Mali avec ses 38% se place au-dessous de la moyenne mondiale qui est de 45% pour l'année 2017. En matière de participation, le Mali

présente un score de 7%, score insuffisant au regard de la moyenne mondiale qui est de 14%. Toutefois, le Mali est classé très loin derrière la RDC le Bénin et le Bénin qui sont à respectivement 35%, 28%. Le niveau de contrôle est mitigé. Si le contrôle de l'ISC (institution supérieure de contrôle) semble satisfaisant avec 67%, celui de l'assemblée nationale est insuffisant avec un score de 11%.

Pour améliorer le score du Mali en matière de transparence, de participation citoyenne et de contrôle budgétaire, des recommandations sont élaborées après chaque enquête OBI. Ainsi, pour augmenter les scores de transparence, de participation et de contrôle budgétaire, le Mali doit pouvoir envisager la production mais aussi la publication des documents budgétaires clés identifiés dans la méthodologie OBI.

Problématique	Le fait de rendre visibles et intelligibles les réalités des dépenses publiques sont au cœur de la transparence budgétaire. Cela passe d'abord par la production et la diffusion d'informations sont en soi insuffisantes dans la mesure où la transparence passe par la présence d'un public capable de comprendre et d'agir. Les dépenses publiques doivent être communiquées sous une forme intelligible pour les organisations de la société civile mais aussi des citoyens ordinaires. Dans les systèmes parlementaires qui existent, l'exécutif, si sa légitimité et sa survie dépendent du soutien du législatif, contrôle souvent le législatif au moyen d'un mélange de discipline de parti, de contrôle de l'ordre du jour et de la menace de nouvelles élections, comme le cas du Mali. Cela s'observe en particulier lorsque des questions budgétaires sont examinées au niveau de l'assemblée nationale ou maintenant du CNT. La transparence indique les mécanismes par lesquels l'autorité politique ou managériale supérieure peut observer les activités des organisations "subalternes" du secteur public, ou encore la direction axée sur la responsabilisation. Quelle que soit l'efficacité réelle de ces mécanismes, la transparence est fondamentale pour la légitimité déclarée des gouvernements démocratiques, car elle les distingue des gouvernements qui ne justifient pas leur contrôle de l'appareil d'État en ces termes. C'est là que les mécanismes de transparence des dépenses publiques s'inscrivent dans le cadre plus général de la responsabilisation et de la légitimité de l'État.
Pertinence politique	La transparence apparaît comme un axe majeur des politiques de réformes des finances publiques. En effet, toutes les politiques de réformes telles que les directives de l'UEMOA, la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et le Code de transparence se donnent comme objectif majeur l'amélioration durable de la transparence, de la fiabilité et de l'efficacité dans la gestion budgétaire. Il est attendu de la transparence la résolution d'un certain nombre de problèmes tels que : ✓ une déviation des ressources de leurs objets initiaux ✓ un mauvais ciblage des dépenses sur les priorités ✓ une faible production des résultats intermédiaires et finaux escomptés. La participation citoyenne a pour fondement un principe démocratique, à savoir que toute personne touchée par une décision d'intérêt pour sa communauté devrait pouvoir y participer. Elle implique de surcroît cette promesse : la participation du public

	pourra influencer sur la prestation des services, la vision future et la durabilité de nos collectivités. Aucune définition de la participation citoyenne ne fait consensus pour l'instant (voir cet article sur le sujet, en anglais) et on observe de grandes variations dans l'utilisation du terme, qui recoupe certaines facettes de la consultation, de la participation, de la collaboration et de l'automatisation (empowerment).
Revue de littérature	✓ https://internationalbudget.org/sites/default/files/country-surveys-pdfs/2021/open-budget-survey-mali-2021-fr.pdf ✓ IBP, méthodologie Open budget index, 2021
Méthodologie	L'Open budget index (OBI) est un outil de mesure de la transparence conçu par International budget partnership (IBP), une ONG de droit américain installée à Washington qui travaille dans plus de 115 pays avec des organisations de la société civile sur le budget. Sur la base d'une évaluation neutre et scientifique, les OSC et/Instituts de recherche examinent la disponibilité des documents budgétaires clés, le projet de budget, le processus budgétaire, la force de la législature et la participation des citoyens dans le processus budgétaire. L'évaluation est faite à base d'un questionnaire de 145 questions à choix multiples sur les 8 documents budgétaires clés qui sont le rapport préalable au budget, le projet de budget, le budget adopté, le budget citoyen, les rapports en cours d'année, le rapport en milieu d'année, le rapport de fin et les rapports d'audit.
Données utilisées	✓ Données du ministère de l'économie et des finances ✓ Données de l'Assemblée nationale ✓ Données de la section des comptes de la cour suprême
Principaux résultats	✓ Le Mali a un score de transparence de 8 (sur 100) sur une moyenne mondiale de 45% ✓ La note du Mali pour la participation du public est de 7 (sur 100) pour une moyenne mondiale de 14% ✓ Le pouvoir législatif et l'institution supérieure de contrôle des finances publiques du Mali exercent ensemble un contrôle faible au cours du processus budgétaire, avec un score composite de contrôle de 30 (sur 100).
Recommandations	Le Mali devrait donner la priorité aux actions suivantes pour améliorer la transparence budgétaire : ✓ Publication en ligne du Rapport préalable au budget et des Rapports en cours d'année dans les délais ✓ Produire et publier le Projet de budget de l'exécutif, la Revue de milieu d'année, le Rapport de fin d'année et le Rapport d'audit en ligne et en temps utile. Le Ministère de l'Économie et des Finances du Mali a mis en place consultations citoyennes pendant l'élaboration du budget mais, pour renforcer davantage la participation du public au processus budgétaire, la priorité devrait également être accordée aux actions suivantes : ✓ Mécanismes pilotes pour le suivi de l'exécution budgétaire. ✓ Élargir les mécanismes durant l'élaboration du budget qui associent toute organisation de la société civile ou tout membre du public qui souhaite y participer. ✓ Faire participer activement les communautés vulnérables et sous-représentées, soit directement ou par l'intermédiaire des organisations de la société civile qui les représentent. L'Assemblée Nationale du Mali a été dissoute en août 2020 et il est urgent de la rétablir afin de restaurer les contrôles et les équilibres normaux du processus budgétaire. En outre, après son rétablissement, les actions suivantes devraient être privilégiées pour améliorer les possibilités de participation du public : ✓ Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur la proposition de budget avant son approbation. ✓ Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur le rapport d'audit. Le Mali ne dispose pas d'une institution budgétaire indépendante (IBI). Les IBI sont de plus en plus reconnues comme de précieuses sources d'informations indépendantes et non partisans pour l'Exécutif et/ou le Parlement pendant le processus budgétaire.

1.5.2. Direction de marche du pays



Une large majorité des Maliens estiment que leur pays va dans la bonne direction

même s'ils jugent mal la situation économique actuelle, selon les résultats de la plus récente enquête d'Afrobarometer en juillet 2022. Les résidents de toutes les régions du pays et surtout ceux de la région de Mopti ne sont pas satisfaits de la situation économique. Cependant, ils sont fortement majoritaires à être optimistes pour un avenir économique plus radieux du pays.

Problématique	Malgré la situation économique insatisfaisante, les maliens pensent que le pays va dans la bonne direction
Pertinence politique	✓ L'espoir des maliens quant à la situation économique dans les 12 mois à venir à partir de la date de l'interview
Revue de littérature	✓ Connaissances empiriques de l'auteur
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants et répondantes. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des unités primaires d'échantillonnage et des répondants se fait de façon aléatoire.
Données utilisées	✓ Base de données de l'enquête d'Afrobarometer 2022, Round 9
Principaux résultats	Plus des deux tiers (68%) des Maliens estiment que leur pays va dans la bonne direction. ✓ La proportion de répondants qui trouvent que le pays avance dans la bonne direction a connu une hausse de 54 points de pourcentage depuis 2020 (14%). ✓ Les hommes plus que les femmes sont susceptibles de penser que le Mali va dans la bonne direction (79% vs. 58%). Deux tiers (66%) des Maliens qualifient "assez mal" ou "très mal" la situation économique actuelle du pays. Environ trois sur 10 (28%) pensent qu'elle est bonne ✓ Les habitants de Tombouctou/Gao/Kidal (13%) et de Mopti (10%) sont les moins disposés à trouver reluisante la situation économique actuelle du pays Les Maliens restent partagés (43% meilleures vs. 45% pires) quand il s'agit de comparer la situation économique actuelle du pays à celle d'il y a 12 mois ✓ La majorité (61%) des résidents de la région de Kayes pensent que la situation économique actuelle est pire par rapport à l'année écoulée. Trois quarts (77%) des Maliens pensent que les conditions économiques du pays seraient meilleures dans les 12 prochains mois ✓ Les hommes (82%), les personnes les plus âgées (80%-81%) et les plus instruits (85%) sont plus optimistes quant à un avenir prospère de l'économie malienne.
Recommandations	La grande majorité des maliens étant optimistes quant à un avenir prospère de l'économie malienne, il est recommandé au gouvernement d'œuvrer davantage dans le même sur voie qu'il a déjà empruntée.

1.5.3. Perceptions de la gestion de la Covid-19 au Mali



Les résultats du Round 9 de l'enquête Afrobarometer font la lumière sur les perceptions des Maliens sur la pandémie de COVID-19. La majorité des répondants

affirment n'avoir pas reçu le vaccin contre la COVID-19, et beaucoup manquent de confiance envers le vaccin. Même si près de la moitié d'entre eux pensent que beaucoup de ressources destinées à la lutte contre la COVID-19 ont été perdu à cause de la corruption, les Maliens approuvent les efforts du gouvernement dans la gestion de la réponse à la pandémie. Mais ils ne sont pas satisfaits de l'assistance apportée aux ménages touchés par la pandémie.

Problématique	La pandémie de COVID-19 a causé jusqu'à présent des millions de victimes à travers le monde, en plus d'avoir bouleversé les différentes activités économiques (Alfaro & Jeong, 2020). Depuis l'apparition du premier cas au Mali le 3 janvier 2020 jusqu'au 6 janvier 2023, 32.770 cas confirmés ont été enregistrés dans le pays, dont 743 décès (Organisation Mondiale de la Santé, 2023). À l'instar d'autres pays, le gouvernement malien a mis en place plusieurs mesures de prévention, déployé la vaccination anti-COVID-19 et mis à disposition des fonds dans le but ultime de freiner la propagation du coronavirus (Traoré & Diarra, 2021). La fermeture des frontières aérienne et terrestre sauf au transport de marchandises ; la fermeture des écoles, bars et restaurants ainsi que des lieux de cultes ; les mesures barrières telles que la distanciation sociale ; le couvre-feu nocturne de 21 heures à 5 heures ; et l'interdiction de tout rassemblement de plus de 50 personnes étaient les mesures de prévention adoptées par l'État malien.
Pertinence politique	Les résultats de ce rapport font la lumière sur les perceptions des Maliens sur la pandémie de COVID-19. Les recommandations visent à orienter les futures politiques, recherche et pratiques en matière de mesures de prévention et de soutien social en contexte pandémie.
Revue de littérature	✓ Alfaro, L., & Jeong, S. (2020). COVID-19: The global shutdown. Harvard Business School Case 320-108. ✓ Organisation Mondiale de la Santé. (2023). Tableau de bord des urgences sanitaires. ✓ Traoré, O. Z., & Diarra, D. (2021). Policy responses to COVID-19 and socio-economic vulnerability of households in Mali. INCLUDE. 4 mai. ;
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire.
Données utilisées	Données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer réalisées auprès d'un échantillon représentatif de 1200 adultes maliens et maliennes.
Principaux résultats	Impacts de la Covid-19 ✓ A travers le pays, 3% des Maliens déclarent qu'un membre de leur ménage est tombé malade ou a été testé positif à la Covid-19. ✓ Un citoyen sur six (17%) affirme qu'un membre de leur ménage a perdu un emploi, une entreprise ou une principale source de revenus à cause de la pandémie. Perceptions sur les vaccins contre la Covid-19 ✓ Près de quatre Maliens sur 10 (38%) déclarent avoir reçu une vaccination contre la Covid-19. ✓ Le tiers des Maliens estiment qu'il n'est "pas du tout probable" (30%) ou "pas très

	probable" (2%) qu'ils se fassent vacciner. ✓ La moitié des Maliens disent faire «quelque peu» (15%) ou «beaucoup» (35%) confiance au gouvernement pour assurer la sécurité des vaccins contre la Covid-19. La gestion de la pandémie ✓ Trois quarts (74%) des Maliens apprécient bien la gestion que le gouvernement fait de la réponse à la pandémie. ✓ La majorité des répondants se disent satisfaits des efforts du gouvernement pour réduire au minimum les perturbations dans l'éducation (57%) et pour assurer que les structures sanitaires disposent de ressources adéquates contre la pandémie (58%), mais plus de la moitié (52%) des citoyens se disent insatisfaits quant à l'assistance accordée aux ménages vulnérables. ✓ Près de la moitié (46%) des citoyens estiment que "beaucoup" de ressources destinées à la lutte contre la Covid-19 ont été détournées à cause de la corruption.
Recommandations	✓ Améliorer la gouvernance des ressources destinées à la lutte contre la Covid-19 en assurant la transparence et la reddition des comptes ; ✓ Renforcer la collaboration entre l'état et les acteurs des milieux professionnels touchés par de telle crise dans le but de mettre en place des mesures adéquates qui prennent en compte les spécificités de chaque acteur ; ✓ Améliorer le ciblage de l'aide financière afin de garantir que les ménages vulnérables puissent bénéficier de ces aides. ✓ Renforcer la coordination de l'assistance financière et l'aide et l'accès des services sociaux de base aux ménages plus vulnérables avec les organisations humanitaires et les ONG, notamment ceux en insécurité alimentaire et affectés par des pertes d'emploi et de revenu

1.6. Offres diverses études et de recherche

A l'instar des années précédentes, GREAT, dans sa démarche de mobilisation des ressources et de diversification de ses partenaires, a postulé à 6 marchés auxquels il n'a pas été retenu. Ce module complètera bien sûr le chapitre sur les études et recherches en termes d'efforts consentis dans ce domaine.

1.6.1. Sondage d'opinion sur les réformes institutionnelles et politiques

Partenaire	NDI
Contexte	Depuis janvier 2018, le National Democratic Institute (NDI) en partenariat avec l'USAID et la Coopération Suisse et l'Ambassade du Danemark met en œuvre au Mali un programme d'accompagnement au processus électoral et des réformes dénommé "EMPOWERING MALIANS THROUGH ELECTION, REFORM, AND GOVERNANCE EFFORTS" (EMERGE). Ledit programme est structuré autour de quatre grands axes stratégiques (objectifs) dont chacun peut constituer un programme. Ce sont la campagne de mobilisation citoyenne et électorale inclusive, l'observation électorale, l'intégration de la dimension genre et le renforcement des partis politiques. Les composantes du programme sont mises en œuvre sur le terrain en partenariat avec les organisations de la société civile malienne qui reçoivent des subventions pour ce faire. Pour une meilleure orientation des stratégies et approches de mise en œuvre du programme, des évaluations et études périodiques sont réalisées soit par l'équipe de suivi-évaluation du NDI, soit par des organismes spécialisés, recrutés à cet effet. Le Mali est caractérisé par une double crise sociopolitique et sécuritaire depuis 2012, situation qui s'est prolongée par la démission du Président IBK à la suite d'une contestation populaire et le coup d'état perpétré contre le premier président de la transition le 25 mai 2021 (la démission du président de la transition, la mise à l'écart de son gouvernement, la nomination d'un nouveau premier ministre issu du M5RFP et l'adoption d'un nouveau Plan d'Actions du Gouvernement, l'évolution de la situation sécuritaire). Ainsi, les nouvelles autorités se sont données comme

	priorité l'organisation des Assises nationales sur l'ensemble du territoire national pour permettre à toutes les couches de la population Malienne de faire des recommandations pour une refondation du Mali. Les assises tenues au mois de décembre 2020 ont fait des recommandations pour renforcer la qualité de la gouvernance au Mali. Cela va probablement permettre aux citoyens de s'intéresser à la gestion des affaires publiques et politiques. A cet effet, il paraît pertinent d'évaluer de façon générale, les perceptions des citoyens en vue d'adapter le programme ÉMERGE dans son entièreté et d'ajuster la campagne d'éducation civique et électorale en particulier. C'est dans ce contexte que le NDI va solliciter un prestataire pour mener une enquête sur l'ensemble du territoire national afin de recueillir les perceptions des citoyens sur la vie publique et politique après les assises nationales de la refondation.
Objectifs	Selon les TDR, l'objectif général de l'enquête est d'évaluer la perception des citoyens (jeunes, femmes, personnes vivant avec handicap, personnes déplacées internes, les populations nomades) sur les réformes (politiques, institutionnelles, électorales) en cours et le processus électoral à venir au Mali. Plus spécifiquement, il s'agira pour GREAT de recueillir : ✓ les informations sur les raisons de la faible participation des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec handicap, des personnes déplacées, des citoyens en situation de vulnérabilités, des populations nomades, au processus électoral ; ✓ les besoins et préoccupations des populations afin de faciliter la participation des femmes, des jeunes, des personnes vivant avec handicap, des personnes déplacées et des esclaves par ascendance au processus électoral ; ✓ les suggestions des populations sur les voies et moyens pour une meilleure application de la loi 052 instituant des mesures de promotion du genre dans l'accès aux postes nominatifs et électifs ; ✓ les suggestions des populations sur les voies et moyens pour une meilleure application sur la loi 027 instituant des mesures de promotion des PVH ; ✓ les propositions et pistes de solutions données par les cibles par rapport à leur participation aux réformes et au processus électoral.
Méthodologie	Pour atteindre les objectifs de l'étude, l'on procédera à une enquête quantitative en vue de recueillir les données nécessaires à l'enquête de perception sur les réformes institutionnelles et les processus politiques et électoraux au Mali. Les données nécessaires à cette analyse seront collectées par des enquêtes quantitatives par questionnaires comme stipulé par les TDR. L'enquête de la perception sur les réformes institutionnelles et les processus politiques et électoraux se fera en les étapes suivantes : ✓ le plan d'échantillonnage ✓ l'échantillonnage sur le terrain ✓ l'enquête terrain ✓ les outils de collecte.
Résultats attendus	Il est attendu de cette enquête des résultats suivants : ✓ le recueil et l'analyse des perceptions des citoyens (jeunes, femmes, PVH, PDI, populations nomades, populations en situation de vulnérabilité) sur les réformes en cours et le processus politique à venir; ✓ la connaissance des informations sur les barrières qui entravent la participation des femmes, des jeunes, des personnes vivant avec handicap, des personnes déplacées, des populations nomades au processus électoral; ✓ la connaissance des besoins et préoccupations prioritaires des femmes, des jeunes, des personnes vivant avec handicap, des personnes déplacées, des populations nomades sur les réformes et processus électoral ✓ la connaissance des voies et moyens pour une meilleure application de la loi 052 instituant des mesures de promotion du genre dans l'accès aux postes nominatifs et électifs sont connus, ✓ le recueil des suggestions des populations pour une meilleure application de la loi 027 instituant des mesures de promotion des PVH dans la vie publique et politique sont recueillies ✓ des propositions et pistes de solutions sont données par les cibles par rapport à leur pleine participation aux réformes et au processus électoral.

1.6.2. Etude sur les dynamiques de mobilité économique des migrants

Partenaire	OIM
Contexte	✓ Etablie au Mali depuis 1998, la mission de l'OIM travaille en partenariat avec le Gouvernement du Mali en vue d'apporter des réponses aux besoins des populations vulnérables et aux migrants. De plus, l'OIM, à travers des projets, apporte une aide humanitaire aux migrants internationaux et aux personnes déplacées internes (PDI). C'est ainsi qu'avec ses partenaires, l'OIM a élaboré un projet pour "renforcer la protection des migrants en Afrique de l'Ouest et du Centre par une gouvernance consolidée des migrations au Mali et au Niger 2022" (financement du Royaume du Danemark). ✓ Le projet s'articule autour de deux piliers principaux, à savoir, (i) le renforcement des capacités des gouvernements en matière de gestion des migrations et (ii) l'amélioration de la disponibilité des données sur les tendances migratoires. Il est prévu au titre du deuxième pilier la conduite d'un certain nombre d'études sur des thématiques spécifiques en vue de renforcer la compréhension des flux migratoires des différents acteurs impliqués dans la gestion de la migration au Mali et au Niger. C'est ainsi qu'il est apparu important d'avoir d'amples données sur la mobilité liée aux opportunités économiques ainsi que l'accès aux services sociaux de base des migrants travailleurs dans les zones urbaines et rurales. ✓ En effet, les données sur les flux migratoires des points de suivi de l'OIM au Mali et dans les pays voisins démontrent que les migrations sont essentiellement liées au fait économique. Ainsi, près de 9 migrants sur 10 (86%) affirment voyager pour des raisons économiques (OIM, FMP, premier trimestre 2022) sous formes de recherche d'un emploi ou d'un moyen de subsistance.
Objectifs	Selon les TDR, l'objectif principal de l'étude est de contribuer à un renforcement des données, notamment en analysant les dynamiques de mobilité autour des opportunités économiques et l'accès aux services sociaux de base par les migrants travailleurs. Plus spécifiquement, il s'agit : ✓ d'identifier les communes d'étude dans les régions de Kayes, Sikasso, Koulikoro et Bamako avec l'appui des services techniques et de l'équipe d'analyse des données de l'OIM ✓ de réaliser une étude sur les dynamiques de mobilité autour des opportunités économiques et l'accès aux services sociaux de base par les migrants travailleurs avec l'appui des services techniques et de l'équipe d'analyse de données de l'OIM ✓ d'effectuer des recommandations pour améliorer la gestion des flux migratoires relatifs à la migration de main-d'œuvre dans les régions de Kayes, Sikasso, Koulikoro et Bamako ✓ de faciliter l'atelier national de restitution et de validation de l'étude afin d'informer les politiques et cadres nationaux ✓ de rédiger un Rapport final intégrant les recommandations issues de l'atelier national. La conduite de l'étude est subordonnée à la production de livrables qui sont : ✓ le plan de travail/rapport de démarrage spécifiant le planning de la mission ✓ l'identification des communes de l'étude ✓ la méthodologie et le protocole de recherche en mettant l'accent sur les outils de collecte des données ✓ le rapport de synthèse de l'étude ✓ la présentation de l'étude lors de l'atelier national de restitution et de validation ✓ la production du Rapport final intégrant les recommandations de l'atelier national.
Méthodologie	L'approche méthodologique proposée va de la revue de littérature aux entretiens individuels avec des acteurs (gouvernement, collectivités, associations/OSC, secteur privé, syndicats, partenaires) en passant par l'application d'outils et méthodes d'analyse des dynamiques de mobilité, de l'analyse des documents de politiques et programmes de migration (Politique nationale de migration, rapports de l'OIM) et une enquête quantitative auprès des ménages dans certaines communes de Kayes, Koulikoro, Sikasso et de Bamako.

Résultats attendus	✓ Outils de collecte de données primaires ✓ Guide d'entretien ✓ Rapports provisoire et final soumis.
--------------------	--

1.6.3. Analyse de la dynamique du marché du travail en santé

Partenaire	OMS
Contexte	La problématique du personnel de santé se pose à tous les pays de la sous-région. L'OMS apporte un appui important au Mali aussi bien dans la formation primaire que dans la formation en cours d'emplois. Elle l'aide à l'instar de bien d'autres pays en termes de conseil dans l'élaboration de plans de développement, l'utilisation et le suivi de leur personnel sur le terrain. Dans la continuité de ces différentes interventions et aussi pour aider dans l'extension de la Couverture sanitaire universelle au Mali, l'OMS en collaboration avec le Ministère de la santé et du développement social, envisage de mener sur toute l'étendue du territoire une étude ayant pour titre : "Analyse de la dynamique de l'étude du marché du travail en santé au Mali". Au Mali justement, les indicateurs de santé sont préoccupants au regard des normes internationales mais aussi pour les besoins nationaux y compris en soins de santé primaire, cela pose la problématique du personnel de santé. La problématique du personnel de santé renvoie à la question de la production dudit personnel, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays ainsi qu'à celle du déploiement du personnel formé dans les différentes structures de la pyramide sanitaire et ce conformément à des normes nationales dont on ne sait pas à quelle hauteur elles sont codifiées et publiées. A cela, il faut ajouter le contexte de chômage élevé de toute la production de spécialistes au Mali, y compris dans le domaine de la santé. Ce qui perturbe plus le marché du travail. Tout cela justifie la présente étude du marché du travail de ce personnel. Dans un premier temps, l'analyse porte sur la dynamique du marché du travail en santé au Mali sur la période 2016-2021 tant que les données secondaires le permettent. Les TDR ont retenu la période 2017-2021, mais nous avons ajouté 2016 pour les besoins de calcul de taux d'évolutions des indicateurs afin que ceux-ci puissent être renseignés sur une période de 5 ans. Si d'aventure les données de 2021 ne sont pas disponibles, ce qui est vraisemblable, nous reculerons le début de collecte de données à l'année 2015.
Objectifs	Selon les TDR, l'objectif général de la présente étude est de réaliser la cartographie du personnel de santé au Mali en vue de l'analyse de la dynamique du marché du travail en santé au Mali. Plus spécifiquement, il s'agira de : ✓ répertorier les effectifs de personnel de santé par catégorie, produits au Mali par les différents écoles, instituts et facultés de formation les 5 dernières années ✓ répertorier les effectifs de personnel de santé par catégorie, produits en dehors du Mali et enregistrés au Mali les 5 dernières années ✓ répertorier le personnel de santé par catégorie à tous les niveaux de la pyramide sanitaire ✓ vérifier l'adéquation du personnel de santé disponible aux besoins du système de santé, surtout de ceux liés aux soins de santé primaires. Il est attendu de la présente étude : ✓ le répertoire des effectifs du personnel de santé produits les 5 dernières années au Mali ✓ le répertoire des effectifs du personnel de santé produits les 5 dernières années en dehors du Mali et enregistré au Mali ✓ le répertoire du personnel de santé du Mali par catégorie sur l'ensemble de la pyramide sanitaire ✓ l'adéquation entre personnel de santé et besoins en soins de santé primaires ✓ des recommandations en vue de corriger les lacunes éventuelles.
Méthodologie	Pour atteindre les résultats de recherche, GREAT va adopter une méthodologie de statistique descriptive à partir des données secondaires qui seront recueillies d'une part, pour les effectifs produits, auprès des structures de formation aussi bien privées que publiques (universités, grandes écoles, Direction nationale de l'enseignement technique et professionnel, Direction générale de l'enseignement supérieur et de la

	recherche scientifique, etc.) et d'autre part auprès des utilisateurs des produits formés (Direction des ressources humaines de la santé, Direction nationale de la fonction publique, Direction générale de la santé et de l'hygiène publique, Direction générale des collectivités territoriales, les CPS (Cellules de planification et de statistique) de la santé, des affaires étrangères et de la coopération internationale, l'ONEF, l'ANPE et l'APEJ). Toujours, pour estimer la production des agents de la santé venant de l'étranger, l'on va investiguer auprès du ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale mais aussi auprès de la Direction nationale de la planification du développement qui a un département qui s'occupe de l'homologation des diplômes étrangers au Mali, ainsi qu'auprès de la Délégation générale des maliens de l'extérieur. En termes de besoins de personnel de santé surtout au niveau de la base de la pyramide, GREAT va recueillir des informations auprès de la FENASCOM qui est l'organisation faîtière des associations de santé communautaire. En ce sens, elle s'occupe du recrutement et de l'utilisation du personnel de santé des CSCOM qui sont présents sur toute l'étendue du territoire national. Les besoins du personnel de santé seront estimés à partir des normes établies auprès du ministère de la santé à travers la Direction générale de la santé et de l'hygiène publique et de la FENASCOM pour le cas spécifique des CSCOM. Au-delà, l'on va chercher les cadres organiques auprès de quelques hôpitaux, CSREF et CSCOM en vue de leur extrapolation à l'ensemble de la pyramide sanitaire du Mali. Enfin, l'utilisation du Système national d'information sanitaire (SNIS) aidera à connaître la situation du personnel socio-sanitaire du pays sur la période sous analyse. Deux méthodes complémentaires seront utilisées pour mesurer l'adéquation du personnel de santé disponible aux besoins du système de santé, surtout de ceux liés aux soins de santé primaires à savoir, l'utilisation d'une part des normes de personnel dans les structures sanitaires de la pyramide si celles-ci existent par exemple auprès de la Direction générale de la santé et de l'hygiène publique, de la FENASCOM et d'autre part le recueil des cadres organiques des structures sanitaires, soit par l'exploitation des décrets et autres textes législatifs soit par enquête sur le terrain auprès desdites structures juste pour collecter de tels cadres organiques s'ils existent. L'ensemble des données secondaires récoltées auprès des sources de production et des sources d'emplois du personnel (DRH santé, DGCT, FENASCOM, etc.) seront utilisées pour construire des indicateurs tels que les personnels de santé produits (au niveau national et étranger), le taux d'évolution, etc. et cela sur la période 2016-2021. Finalement, les statistiques produites seront désagrégées par région, par type de structure, par catégorie de personnel de santé et si possible par sexe.
Résultats attendus	✓ Rapports provisoire soumis pour validation ; ✓ Rapports final soumis

1.6.4. Paradoxe de la pauvreté

Partenaire	ODHD
Contexte	Le paradoxe de la pauvreté au Mali réside dans le classement de Sikasso en tant que région la plus pauvre du Mali alors qu'elle a le plus de potentiel de développement économique et regorge de ressources naturelles et minières en plus d'être la région la mieux arrosée du pays. La pauvreté étant mesurée par les dépenses par tête des ménages, il est possible que l'explication à ce paradoxe apparent soit dans les différences de prix des biens dans cette région comparativement aux autres surtout à la moyenne nationale quand on sait que par exemple tous les produits alimentaires y coûtent moins cher que partout ailleurs. Malheureusement, les enquêtes EMOP (Enquête modulaire intégrée auprès des ménages) ne collectent pas les prix mais directement les achats et autoconsommation des produits évalués à leur prix d'achat ou équivalent. Les données EHCVM (Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages) de l'INSTAT (Institut national de la statistique), 2018-2019, donnent l'opportunité unique d'intégrer les prix dans l'évaluation de la pauvreté au Mali.
Objectifs	Il s'agit précisément d'utiliser les prix afin de corriger le profil de pauvreté des

	régions initialement établi sur la base des dépenses, évaluées directement ou à partir des prix locaux des biens et services.
Méthodologie	La base de données EHCVM 2018-2019 auprès de l'INSTAT. La réalisation de ce thème nécessite une compréhension fine de la méthodologie d'enquête et d'estimation de la pauvreté sans qu'il soit forcé de reproduire les résultats déjà obtenus mais de réunir les meilleures conditions d'application d'une autre méthodologie d'évaluation des dépenses des ménages. Au besoin, il sera envisagé de revoir les échelles d'équivalence si des résultats contrintuitifs persistent.
Résultats attendus	Six résultats sont attendu de cette étude: (i) le profil de pauvreté établi sur la base des consommations de biens et services évaluées à leurs prix locaux est revisité, (ii) un indice spatial des prix (ISP) à l'aide d'une méthodologie à développer à l'instar de celle des parités de pouvoir d'achat du système des Nations-unies est construit, (iii) les consommations de biens et services des ménages à l'aide de l'indice ISP construit sont ré-estimer, (iv) le nouveau profil de pauvreté compte tenu de l'indice spatial des prix est établi, (v) les deux profils de pauvreté sont comparé et en tirer les conséquences, (vi) les échelles d'équivalence si des résultats contrintuitifs persistent est revu.

1.6.5. Fiscalité locale et potentiel de développement économique des communes

Partenaire	ODHD
Contexte	Le morcellement du territoire en communes pose la nécessité d'établir leur potentiel de développement humain à partir de leurs tailles de population et de leur viabilité économique mesurée par le taux d'urbanité, les dotations initiales en termes d'infrastructures ou de services marchands issus de la cartographie du RGPH 2021 (Recensement général de la population et de l'habitat). L'accès à ces équipements et technologies non seulement favorise le développement mais aussi participe en soi du bien-être des populations. Les ressources locales et celles obtenues au titre de l'appui aux collectivités doivent être judicieusement utilisées à cette fin, elles sont issues des comptes de gestion des communes auprès de la DNTCP (Direction nationale du trésor et de la comptabilité publique).
Objectifs	L'objectif général est d'évaluer l'adéquation entre la fiscalité des communes voire leurs dépenses budgétaires et leur développement humain durable tout au moins en tant que potentiel, ledit potentiel étant mesuré comme indice composite ou multiple de plusieurs indicateurs individuels simples portant sur la commune, ses ménages et ses habitants tels que le poids de la population urbaine, le statut éducatif et de santé de la commune, l'accès des populations à l'électricité et aux TIC, l'existence ou non de certaines infrastructures comme les écoles, les centres de santé, les points d'eau, les marchés, les lieux de culte et de loisir, etc.
Méthodologie	La cartographie du RGPH 2021 auprès de l'INSTAT et les comptes de gestion 2021 ou à défaut 2020 des communes auprès de la DNTCP. Une fois évalué, l'Indice du potentiel de développement humain (IPDH), sa combinaison avec les ressources fiscales devrait pouvoir faire ressortir quatre cas de figure de communes avec (i) ni effort fiscal ni potentiel de développement, (ii) effort fiscal sans potentiel de développement, (iii) potentiel de développement sans effort fiscal, (iv) effort fiscal et potentiel de développement.
Résultats attendus	Quatre résultats sont attendus pour cette étude: (i) le potentiel de développement humain des communes est connu et mesuré, (ii) le potentiel fiscal des communes (en tant que produit de population par le maximum du rapport des impôts directs par capita) et le coefficient de mobilisation dudit potentiel est identifié, (iii) le potentiel de développement humain et l'effort de mobilisation des ressources fiscales (potentielles comme effectives) sont comparé, (iv) des recommandations pour une meilleure orientation de l'effort fiscal en faveur du développement humain durable est formulé.

1.6.6. Mise en place d'un compendium de femmes/OSC féminines pour la paix

Partenaire	ONU-Femmes
Contexte	La crise politique et sécuritaire au Nord et au Centre du Mali a fortement affecté les conditions de vie des populations. L'insécurité s'est progressivement répandue au Centre du pays où les principales menaces à l'égard de la sécurité proviennent de multiples attaques contre les civils et les forces de défense et de sécurité et des affrontements intercommunautaires violents. Les conflits autour de l'accès aux ressources naturelles sont fortement présents, aggravés par les changements climatiques. Depuis la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, les femmes maliennes ont réclamé une plus grande représentation dans toutes les structures de sa mise en œuvre, et notamment à travers les différents mécanismes. L'adoption de la loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives a été considérée comme une possibilité d'accroître la participation des femmes au processus de paix. Bien que la représentativité des femmes lors des élections locales, au Gouvernement et à la Conférence d'entente nationale se soit améliorée, leur présence au sein des organes chargés de l'application de l'Accord pour la paix et au sein des autorités intérimaires demeure limitée.
Objectifs	La présente consultation consiste à mettre en place un système permettant de disposer d'un compendium des compétences des femmes et des OSC féminines médiatrices de la paix. Les objectifs spécifiques sont les suivants : ✓ Concevoir et mettre à disposition un programme spécifique pour la mise en place et la maintenance d'un système de base de données (de la collecte à la dissémination) de données sur les femmes et les OSC féminines compétentes en matière de prévention, gestion des conflits, cohésion sociale et de réconciliation nationale des localités cibles ; ✓ Mettre en place la base de données évolutive en version exploitable sur site Web et Excel des femmes et des OSC féminines compétentes en matière de prévention, gestion des conflits, cohésion sociale et de réconciliation nationale des localités cibles ; ✓ Recenser sur le terrain, les femmes et les OSC féminines compétentes en matière de prévention, gestion des conflits, cohésion sociale et de réconciliation nationale des localités cibles ; ✓ Produire l'annuaire des femmes et OSC féminines compétentes en matière de prévention, gestion des conflits, cohésion sociale et de réconciliation nationale des localités cibles ; ✓ Organiser un atelier de restitution de la consultance avec les parties prenantes ; ✓ Assurer toutes autres tâches nécessaires à la réalisation de l'objectif de cette consultance.
Méthodologie	La méthodologie ici appliquée est celle de la collecte des données qualitatives et quantitatives. Elle passera par l'élaboration des outils de collecte à la constitution de la base de données en passant par l'échantillonnage, la programmation sur un logiciel de collecte de données à la collecte proprement dite.
Résultats attendus	✓ Annuaire statistique ; ✓ Rapport de consultance ; ✓ Base de données soumise.

2. Enquêtes

L'année 2022 fut une année très pauvre en matière d'enquêtes pour GREAT. Au total, on a enregistré trois enquêtes qualitatives à l'actif de GREAT à savoir, l'enquête auprès des cadres dirigeants sur la compétitivité des entreprises (dans le cadre du rapport du Forum Economique Mondial), l'enquête sur la qualité de la démocratie et de la gouvernance au Mali (dans le cadre du 9^{ème} round des enquêtes Afrobarometer au Mali) et l'enquête pour Mesurer et Observer les Violences basées sur le genre au Mali (MOV).

2.1. Enquête auprès des entreprises pour le Forum économique mondial

Objet	Rapport sur la compétitivité du Forum Économique Mondial 2022
Domaines d'investigation	✓ Données générales sur l'entreprise, activités et stratégies ✓ Infrastructures et Tourisme ✓ Dynamisme et capacité du secteur privé ✓ Dynamisme et capacité du secteur public ✓ Environnement d'affaires ✓ Travail et Emploi ✓ Ecosystème d'innovation ✓ Gestion des risques ✓ Politique industrielle
Partenaire	WEF (World Economic Forum)
Durée	2 mois
Période	mai – juin 2022
Echantillon	94 entreprises dans les régions de Sikasso, Koutiala, Ségou, Mopti et Bamako
Principales activités	Impression des questionnaires Correspondance aux entreprises Dépôt des questionnaires auprès des entreprises Récupération des questionnaires remplis Envoi des questionnaires remplis à World Economic Forum

2.2. Enquête Afrobarometer sur démocratie et gouvernance

Objet	Perceptions des maliens sur la qualité de la démocratie et de la gouvernance au Mali
Domaines d'investigation	✓ Identification et caractéristiques de la section d'énumération ✓ Sélection du ménage et répondant ✓ Information sur le répondant ✓ Information sur les conditions économiques du pays ✓ Information sur les conditions de vie du ménage et de la communauté du répondant ✓ Elections législatives de 2020 ✓ Type de société dans le pays ✓ Système politique dans le pays ✓ Confiance aux institutions et corruption ✓ Accès aux services publics dans le pays ✓ Les problèmes les plus importants du pays ✓ Performance du gouvernement actuel dans le pays ✓ La situation des hommes, des femmes et des enfants dans la communauté ✓ Quelques questions au sujet de la pandémie de la COVID-19 ✓ Événements météorologiques dans la communauté ✓ Conditions environnementales dans le pays et dans la communauté ✓ Médias et sources d'informations sur la politique et autres sujets ✓ Influence des autres pays au Mali ✓ Moyens de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent ✓ Sanctions de la CEDEAO/UEMOA sur le Mali ✓ La présence de forces étrangères au Mali

	✓ Perception sur la transition ✓ Conditions sociodémographiques ✓ Confiance et cohabitation
Partenaire	Afrobarometer
Durée	4 semaines
Période	16 juillet au 14 août 2022
Echantillon	1200 hommes et femmes âgés de 18 ans et plus dans toutes les régions et le district de Bamako
Principales activités	✓ Adaptation et finalisation du questionnaire ✓ Recrutement et formation des enquêteurs ✓ Rédiger le manuel des enquêteurs ✓ Planifier la logistique pour les travaux de terrain ✓ Enquête sur le terrain ✓ Supervision des enquêtes sur le terrain ✓ Création et gestion des bases de données sur SPSS ✓ Apurement de la base de données ✓ Traitement et analyse de base de données ✓ Rédaction des communiqués de presse, PPT et des dépêches ✓ Dissémination des résultats

2.3. Enquête de mesure des violences faites aux femmes et aux enfants

Objet	Mesurer la prévalence de certains comportements de violences basées sur le genre et de certaines opinions sur ces violences parmi les hommes vivant à Bamako
Domaines d'investigation	✓ Introduction ✓ Consentement ✓ Caractéristiques ✓ Traitement ✓ Contrôle ✓ Conclusions
Partenaire	GDRI-IRD
Durée	2 semaines
Période	✓ 17 novembre au 01 décembre 2022
Echantillon	1200 hommes adultes dans le District de Bamako dont 600 témoins
Principales activités	✓ Elaboration d'un programme ODK pour la collecte des données ✓ Formation des agents de collecte ✓ Collecte proprement dite des données ✓ Récupération des données ✓ Envoi de la base à GDRI

3. Formation et renforcement des capacités

Ce sont les formations que GREAT a données ainsi que les renforcements de capacités reçus par son personnel. Ainsi, en 2022, GREAT n'a pu donner que 3 formations à des partenaires.

3.1. Ateliers de formation

Les formations ont concerné les thématiques relatives au renforcement de capacités du personnel du CNDIFE dans le cadre de l'élaboration de l'ASPG 2021, l'introduction au logiciel GAMS pour la modélisation et le plaidoyer et communication.

3.1.1. Manuel d'élaboration d'un annuaire statistique genre

La production du Manuel a connu la participation de l'ensemble des structures techniques de production de données sur les ressources humaines des différents départements sectoriels, de la présidence et de la primature. La démarche méthodologique a consisté en un recueil d'informations administratives auprès des services producteurs de statistiques sur le personnel et s'est déclinée en la production et validation de l'Outil de collecte, la formation des producteurs sur l'Outil, la collecte des données auprès des services par le biais de l'Outil, la constitution de la base de données, le traitement des données et la production de l'Annuaire statistique 2021 sur la promotion du genre.

Thème	Mise en place d'une base de données sur la promotion du genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives au Mali – Manuel de formation -
Modules de formation	✓ La promotion du genre dans les services publics ✓ Le répertoire des services publics ✓ L'outil de collecte de données ✓ Collecte de données et constitution d'une base de données ✓ Traitement de données ✓ Production de l'Annuaire statistique promotion genre
Revue de littérature	✓ https://www.ohchr.org/fr/professionalinterest/pages/cedaw.aspx ✓ UCOFEM (2017) : Freins à la participation politique des Congolaises, notamment en période électorale, juillet 2017 ✓ Mali () : Plan
Auteur	✓ Pr. Massa Coulibaly ✓ Boubacar Bougoudogo ✓ Djénéba Diarra

3.1.2. Introduction à GAMS

L'objet de ce chapitre est d'initier les apprenants du MEGC à la programmation d'un modèle d'équilibre général calculable sur le logiciel GAMS. Cet apprentissage va étape par étape c'est-à-dire du modèle AUTA à EXTER en passant par le modèle AUTETA. Les travaux de programmation sur GAMS des trois modèles passent les étapes qui suivent :

- ✓ la création d'un dossier qui abritera tous les fichiers dont le modèle aura besoin pour tourner,
- ✓ la création d'un projet qui permet à GAMS de lire tous les fichiers secondaires liés au fichier principal.

- ✓ la création du fichier principal sur GAMS et des sous fichiers GAMS que le modélisateur créera selon le besoin de la même façon que le fichier principal. Les sous fichier sont parties intégrantes du modèle.

Le dossier, qui abritera le modèle c'est-à-dire tous les fichiers qui le constitue, est créé comme tous les autres dossiers. Son emplacement dépend du choix du modélisateur.

Thème	Initialisation à GAMS
Modules de formation	Programmation du modèle AUTA sur GAMS ✓ Création du projet ✓ Création du fichier de saisie sur GAMS ✓ Saisie des données ✓ Ecriture du Modèle ✓ Résolution du Modèle ✓ Identification des types d'erreur et la manière de les corriger ✓ Introduction d'une simulation, exportation des résultats ✓ Analyse et interprétation des résultats Passage du modèle AUTA au modèle AUTETA ✓ Identification des données à ajouter ✓ Identification des variables et des équations à ajouter Passage du modèle AUTETA au modèle EXTER ✓ Identification des données à ajouter ✓ Identification des variables et des équations à ajouter
Revue de littérature	✓ M. Bah et M. Coulibaly (2007): Mali 2001 – Matrice de comptabilité sociale et modèle d'équilibre général calculable, GREAT Cahiers n° 21, Bamako, avril – juin. ✓ D. Boccanfuso, F. Cabral, F. Cissé, A. Diagne, L. Savard (2003): Pauvreté et distribution de revenus au Sénégal – Une approche par la modélisation en équilibre général calculable micro-simulé, Cahier de recherche / Working paper, 03-33, CIRPEE, août ✓ Bernard Décaluwé, André Martens, Luc Savard (2001): La politique économique du développement et les modèles d'équilibre général calculable, Les presses de l'Université de Montréal ✓ Savard L (2005) : Utilisation des MEGC dans l'analyse de la pauvreté et des inégalités. ✓ Alain Sand – Zantman (1994): Modèles d'équilibre général calculable et répartition des revenus dans les pays en voie de développement – Quelques éléments d'évaluation, Document Erudite n° 94-09, Erudite – Université Paris XII et CEDI – Université Paris XIII.
Auteur	✓ Moussa COULIBALY

3.1.3. Plaidoyer et communication de politiques

Au cours des vingt dernières années, l'engagement de la société civile dans les différentes étapes du processus budgétaire est devenu pratique courante. Les activités budgétaires des OSC peuvent impliquer plusieurs stratégies, depuis la formation aux connaissances du domaine budgétaire jusqu'à la formulation d'un budget gouvernemental alternatif. Cette formation permet de renforcer les capacités des leaders des OSC en plaidoyer budgétaire en vue d'identifier les axes de partenariat entre OSC pour la mise en place d'une coalition pour la promotion de la transparence et de la participation des OSC au processus budgétaire au Mali

Thème	Techniques de plaidoyer budgétaire sur la transparence, la participation et le contrôle budgétaires
Modules de formation	✓ Le cycle budgétaire ✓ L'information budgétaire

	✓ Documents pertinents pour le plaidoyer budgétaire et ressources utiles pour situer l'information ✓ La transparence, accès à l'information et participation citoyenne, en tant qu'élément clés du plaidoyer et de la redevabilité budgétaire. ✓ Le rôle de la société civile dans le processus budgétaire public ✓ Le rôle des médias ✓ Stratégies des OSC pour les travaux liés au budget ✓ Processus budgétaire participatif ✓ Compétences requises pour le travail budgétaire des OSC ✓ Outils des OSC pour la participation et le suivi budgétaires
Lieu	Bamako
Période	25-26 août 2022
Durée	2 jours
Organisateur	GREAT en collaboration avec le réseau francophone de IBP
Formateurs	✓ Boubacar Bougoudogo de GREAT ✓ Bassidy Diabaté du Groupe de Suivi Budgétaire (GSB)
Supports	✓ Présentation Power Point
Participants	30 leaders des OSC
Certification	Sans objet

3.2. Renforcement de capacités

Pour mieux faire le travail de recherche et d'études, GREAT a pu bénéficier des formations, sur, respectivement le diagnostic institutionnel et renforcement organisationnel, la formation en langue bambara, la conduite d'une enquête téléphonique, la mesure de la pauvreté, l'élaboration et le suivi des indicateurs de suivi du CREDD, des ODD et de l'Agenda 2063.

3.2.1. Diagnostic institutionnel et renforcement organisationnel

Dans le cadre du partenariat avec IBP, un agent de GREAT a bénéficié d'une formation de mise à niveau sur les modèles et outils de gestion administrative, financière et des ressources humaines. Cette formation visait à mettre à la disposition des partenaires d'IBP des outils pertinents et performants en fonction des problèmes identifiés au cours de l'atelier de diagnostic organisé par le réseau francophone de transparence des finances publiques.

Thème	Atelier sur l'effectivité organisationnelle
Modules de formation	✓ Echanges et de partages sur les différents modèles de gestion Réflexion ✓ Formation et mise à niveau sur les modèles et outils de gestion administrative, financière et des ressources humaines ✓ Mettre à disposition d'une expertise et d'outils pertinents en fonction des problèmes identifiés ; ✓ Adaptation des outils disponibles aux besoins des membres du réseau et les former à leur utilisation ✓ Audit et contrôle budgétaire
Lieu	✓ Dakar (Sénégal)
Période	✓ 30 mai – 02 juin 2022
Durée	✓ 4 jours
Organisateur	✓ IBP
Formateurs	✓ 2 formateurs
Supports	✓ Présentations Power Point ✓ Documentation en fichier
Participants	✓ 17 participants dont 1 de GREAT
Certification	✓ Sans objet

3.2.2. Lire et écrire en bambara

GREAT, dans le souci de bien lire et comprendre la traduction de ses questionnaires d'enquête en langue nationale bamankan, a organisé à son siège, une séance de formation dans ladite langue à l'endroit non seulement de son personnel mais aussi des superviseurs des équipes d'enquête. La formation avait pour objectif d'initier les participants à l'alphabet du bamankan afin de leur permettre de bien lire le questionnaire traduit mais aussi de faciliter la compréhension dudit questionnaire.

Thème	Lire et écrire en Bamankan
Modules de formation	Gafe waleyali M1 Tutike ni wabɔ (i) Tutike ✓ Siginidenw ✓ Lasamani ✓ nunafɔli (ii) Wabɔ ✓ Kuma ✓ Kumasen seɓen ✓ Kumasen dɛmɛnaw M2 Kan dɔn (iii) Kumasen suguyaw ✓ Fɔkunmasen ✓ Nininkali kumasen ✓ Nagali kumasen walima kabali kumasen ✓ Diyagoya kumasen (iv) Kumasen toɗɔnw ✓ Kɔbila ✓ Nɔrɔnna ✓ bɔnna
Lieu	Bamako
Période	3 jours
Durée	18 - 21 juin 2022
Organisateur	GREAT
Formateur	Moussa Coumaré et Kalifa Sidibé
Supports	✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation en fichiers PDF ✓ Documentation en fichier Word
Participants	11 participants de GREAT dont 6 superviseurs
Certification	Sans objet

3.2.3. Comment conduire une enquête téléphonique

Ce module permet de voir les différentes étapes de la conduite d'une enquête par téléphone. Dans un premier temps, il s'agira de connaître la liste des outils appropriés (tablette, téléphone, chargeurs, casque ou écouteur, cahier, stylo et feuille de suivi des appels) pour mener à bien une enquête par téléphone. Dans un second temps la composition du centre d'appel. En fin, un échantillon, aléatoirement généré, sera réparti entre les enquêteurs pour permettre chacun obtenir son quota non seulement global mais aussi par genre. Pour ce faire le programme ainsi élaboré pour la saisie des données gère automatique le quota genre dans l'ensemble que par individu. En prévoyance des cas de refus et de numéros non joignables ou d'autres raison rendant une interview non finalisée, il est généré plus de numéros qu'on en a besoin. Aussi, il faut noter que certains entretiens non finalisés et de cas refus peuvent être

transformés en entretien finalisés à la suite des rappels. Il est à signaler qu'un numéro peut être rappelé au moins 5 fois en plusieurs jour.

Thème	Conduire d'une enquête par téléphone
Modules de formation	✓ Centre d'appels ✓ L'échantillon ✓ Entretiens ✓ Intervieweurs ✓ Superviseurs ✓ Pilotes ✓ Flux de travail
Lieu	Ouagadougou (Burkina Faso)
Période	6 jours
Durée	12 au 17 septembre 2022
Organisateur	Afrobarometer
Formateur	Christie Keuldera Samuel Timothy Balongo
Supports	✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation en fichiers PDF ✓ Documentation en fichier Word
Participants	23 participants dont un malien
Certification	Sans objet

3.2.4. Mesure de la pauvreté et des inégalités

La formation en mesure de la pauvreté et des inégalités est importante pour l'atteinte des objectifs de recherche de GREAT. C'est ainsi que un cadre de GREAT a suivi avec succès une formation de 2 semaines sur cette thématique.

Thème	Indicateurs de pauvreté et d'inégalités
Modules de formation	✓ Indicateurs de pauvreté ✓ Propriétés des indicateurs de pauvreté ✓ Variation de la pauvreté ✓ Indicateurs d'inégalités ✓ Indicateurs de polarisation ✓ Propriétés des indicateurs d'inégalités et de polarisation ✓ Décomposition de l'inégalité ✓ Variation de l'inégalité
Lieu	Bamako
Période	10 jours
Durée	12 au 23 décembre 2022
Organisateur	GREAT
Formateur	Massa Coulibaly
Supports	✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation abondante en fichiers PDF ✓ Documentation en copies dures
Participants	7 participants
Certification	Sans objet

3.2.5. Les indicateurs de suivi du CREDD, des ODD et de l'Agenda 2063

Pendant 3 jours, un cadre de GREAT a pu bénéficier d'une formation sur le suivi des indicateurs du CREDD, des ODD et de l'Agenda 2063. En effet, le Mali, depuis des décennies, planifie non seulement ses actions de développement par des documents

stratégiques nationaux (CREDD) mais aussi par la transposition des documents stratégiques continentaux tels que les ODD et l'Agenda 2063 de l'UA.

Thème	Indicateurs de suivi du CREDD, des ODD et de l'Agenda 2063
Modules de formation	L'atelier de renforcement des capacités sur les indicateurs pour le suivi des ODD et de l'Agenda 2063 a été marqué par quatre présentations qui sont : (i) Cibles prioritaires dans le CREDD 2019-2023 et mécanismes de suivi évaluation du CREDD et des ODD ✓ Présentation succincte du CREDD 2019-2023 ✓ Bref rappel de l'Agenda 2030 ✓ Alignement du CREDD et des ODD ✓ Cibles ODD prioritaires ✓ Dispositif de suivi-évaluation du CREDD et des ODD ✓ Principales contraintes ✓ Recommandations (ii) Cadre d'échange sur le mécanisme de suivi-évaluation de l'Agenda 2063 au Mali ✓ Cohérence CREDD (2019-2023) et Agenda 2030 ✓ Présentation succincte de l'Agenda 2063 ✓ Mise en concordance des agendas 2030 et 2063 ✓ Revue des indicateurs de suivi-évaluation de l'agenda 2063 ✓ Conclusion (iii) Présentation des Cibles ODD prioritaires ✓ Introduction ✓ Indicateurs des ODD dans l'EMOP ✓ Diffusion des données ✓ Conclusion (iv) Suivi régional des ODD ✓ Agendas 2030 et 2063: principales caractéristiques ✓ Agendas 2030 et 2063: aperçu des défis méthodologiques ✓ Suivi régional des ODD ✓ Suivi au niveau de l'UEMOA ✓ Suivi au niveau du Sustainable Development Goals Center for Africa ✓ Travaux d'AFRISTAT
Lieu	Centre de Formation des Collectivités Territoriales (CFCT), Bamako
Période	3 jours
Durée	17 au 19 janvier 2022
Organisateur	La CT-CSLP, en collaboration avec l'INSTAT et l'ODHD et avec l'appui technique et financier du PNUD
Formateur	✓ Sadio Koly KEITA, CT-CSLP ✓ Djabar Dine ADECHIAN, AFRISTAT ✓ Kissima SIDIBE, NSTAT
Supports	✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation abondante en fichiers PDF ✓ Documentation en copies dures
Participants	28 participants dont 1 de GREAT
Certification	Sans objet

4. Communication et information

En 2022, GREAT a organisé deux disséminations respectivement sur "La sensibiliser aux questions environnementales par l'art, la poésie et le dessin" et "les perceptions sur les sanctions de la CEDEAO/UEMOA, les forces étrangères et sur la transition au Mali", 3 "café" sur les thèmes "Historique et méthodologie d'élaboration de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)", "Le trésor public du Mali sur les marchés des titres publics", "La problématique de l'indépendance". Il a aussi participé à cinq séminaires et conférences qui sont respectivement "Finalisation de la liste de suivi des indicateurs CREDD 2019-2023, des ODD et de l'Agenda 2063", "Formation sur le plaidoyer et la communication des politiques", "Dynamique changement climatique-développement humain durable", "Lancement du Rapport national et du Rapport mondial sur le développement humain 2021/2022" et "Atelier artistique de contribution sur le tarissement des sources d'eau douces au Mali" à Bamako et ailleurs ainsi qu'à quatre ateliers de validation scientifique que sont "Etudes d'évaluation d'impacts de la Covid-19 sur l'économie, les ménages, les entreprises et l'offre de services sociaux de base au Mali", "Analyse de la collecte des données science, technologie et innovation", "Note de compréhension des TDR de l'étude d'impacts de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages dans le contexte de crise multidimensionnelle au Mali" et "Etude d'impacts de la mise en œuvre de la ZLECAf au Mali".

4.1. Dissémination

4.1.1. Atelier sur les résultats OBI 2021

Thème	Dissémination des résultats OBI 2021
Public cible	✓ Société Civile, ✓ Secteur Privé ✓ Presse orale et écrite ✓ Partenaires Techniques et Financiers ✓ Universités.
Date	25 et 26 Août 2022
Lieu	Salle de conférence du CNSC, Bamako
Animateur	Boubacar Bougoudogo GREAT
Compte rendu	Les résultats de OBI 2021 du Mali et du reste du monde a fait l'objet d'une présentation par le responsable en charge des enquêtes OBI au Mali Monsieur Boubacar Bougoudogo du Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique (GREAT), suivie de débats Les séances de discussions qui ont suivi la présentation du rapport se sont tenues en plénière et ont permis aux participants de formuler des commentaires et observations sur le rapport A toutes les questions soulevées, des réponses satisfaisantes ont été données par l'animateur Depuis plus de 10 ans, plus exactement 2010, le Mali est partie prenante du processus de l'Open budget index (OBI) qui est mis en œuvre dans plus d'une centaine de pays (pour le dernier round de 2021) sur tous les continents. L'OBI évalue de façon indépendante le niveau de transparence, de participation et de contrôle du processus budgétaire par les organisations de la société civile tous les deux ans. Les débats ont porté, entre autres, sur les points suivants : ✓ les principaux documents budgétaires évalués, ✓ les scores du Mali aussi bien sur la transparence, ✓ la sensibilisation sur les défis du Mali en matière de transparence, de participation et de contrôle du processus budgétaire ✓ les axes de plaidoyer en vue d'améliorer le score global du Mali

4.1.2. Dissémination Afrobarometer sur les sanctions CEDEAO/UEMOA

Thème	Perceptions sur les sanctions de la CEDEAO/UEMOA, les forces étrangères et sur la transition au Mali
Public cible	✓ Donateur ✓ Société civile ✓ Médias ✓ Université ✓ Chercheurs ✓ Gouvernement
Date	02 décembre 2022
Lieu	Bamako au siège de GREAT
Animateur	Boubacar BOUGOUDOGO
Compte rendu	Après la présentation de l'article par Monsieur Bougoudogo, la série des questions et contributions a été ouverte aussi bien pour les journalistes et les invités présents en salle que les invités via Zoom. Ainsi, plusieurs thèmes ont été approfondis. Il s'agit essentiellement du paradoxe de confiance aux autorités de la transition, en l'armée. Selon un intervenant la démocratie est empoisonnée en Afrique. Il propose de suspendre la démocratie pour donner le temps au Militaires de mettre les pieds sur les rails. Le représentant du Secrétariat Permanent du Cadre Politique de Gestion de la Crise du Centre en présentiel a saisi l'occasion pour notifier qu'ils ont été consulté pour la formulation des questions spécifiques pays. Il a reconnu la prise en compte de beaucoup de leurs préoccupations en tant que décideur et que ceux-ci vont leurs aider dans la prise de décisions s'agissant de la gestion de la crise au centre du Mali. La sortie du Mali de la Zone Francs a été beaucoup débattue. Les débats ont également porté sur l'insécurité l'extrémisme violent. Aussi, les débats ont touché la nécessité des forces étrangères au Mali et la pertinence des votes à venir ont également fait l'objet de débats. L'équipe de GREAT a répondu à toutes les préoccupations des intervenants à satisfaction de l'audience.

4.1.3. Atelier artistique de co-construction sur le tarissement des sources d'eau douce

Thème	Sensibiliser aux questions environnementales par l'art, la poésie et le dessin
Public cible	✓ Décideurs politique ✓ Agents techniques de l'environnement et de l'assainissement ✓ Chercheurs ✓ Artistes
Date	24 août 2022
Lieu	Bamako
Animateur	Dr. Sountoura, enseignant-chercheur à l'université, chercheur associé à GREAT
Compte rendu	Le Projet de Réseau panafricain pour les arts dans le développement durable est également, en plus du Mali, au Sénégal et en Mauritanie pour l'Afrique occidentale. La nécessité d'une prise de conscience par tout le monde de la question environnementale et surtout du bien fondé d'un tel projet qui regroupe en plus de GREAT au Mali, d'autres centres de recherche tels que l'IPAR au Sénégal, l'AGD en Mauritanie, le tout porté par l'IDS au Royaume uni. Le réseau créé à la suite, de la première session d'échanges tenue à Bamako en mai 2021, dans le but de promouvoir l'utilisation des arts et connaissances citoyennes (citizen knowledge) dans les politiques et créer un dialogue multi-acteurs sur la thématique de la protection de l'environnement (mesures adaptatives face au changement climatique, lutte contre l'avancée de la mer, la pollution, la déforestation, etc.) Ce projet intervient dans un contexte où la majorité des citoyens ont peu d'opportunités de contribuer aux processus de gouvernance et leurs voix ne sont pas souvent considérées dans les espaces de prise de décisions. L'atelier visait à échanger sur le tarissement des ressources d'eau douce au Mali et de co-crée une œuvre, modèle d'expression artistique à travers une démarche participative en s'appuyant sur la créativité de toutes les parties prenantes et sous la direction des artistes peintres Mariam DIARRA et Férimata DIAKITE. La session de partage d'expériences a été introduite par la présentation du projet de "Réseau panafricain pour les arts dans le développement durable de l'environnement" qui vise à

expérimenter le travail en commun sur des œuvres co-construits, pour voir si cela change notre façon de dialoguer entre nous, sur les questions environnementales

Il part du constat que l'art a été très couramment utilisé comme moyen de partage de messages entre les différents groupes.

Il y a eu quelques exemples d'engagement et mobilisation d'artistes de différentes expressions pour défendre une cause d'intérêt commun. Il s'agit entre autre :

- ✓ La «Troupe Nyogolon» au Mali, qui a utilisé le théâtre au niveau communautaire pour transmettre des messages sociaux et comment les citoyens devraient les encadrer ;
- ✓ Saleh Lo, un artiste visuel mauritanien qui peint des portraits d'esclaves, dans le but de faire connaître leurs visages et la question de l'esclavage au public ;
- ✓ Collectif Action Vérité qui a affiché des images sur des panneaux d'affichage en 2012, pour mettre en lumière la crise et essayer de faire réfléchir le public
- ✓ Samba SARR qui réalise des sculptures publiques d'utilité environnementale à travers des objets recyclés, pour mettre en lumière la pollution sur le littoral.

Et Maman Guereti, Artiste chanteuse membre de l'orchestre national Daniel Sorano, engagée à travers la chanson et des actions sur les enjeux sociaux et environnementaux au Sénégal, particulièrement en Casamance.

Selon le fonctionnaire de l'agence pour l'environnement et le développement durable (AEDD) M. DOUMBIA a partagé son expérience dont la participation à divers forum et conférences tant au niveau national qu'international. Selon lui, le Mali a enregistré 22% en moins de pluies depuis 1960 et affirme que la situation est très sérieusement prise en compte au plus haut niveau de l'Etat par l'élaboration de la Stratégie d'engagement du secteur privé ces dernières années. Par cette stratégie, l'Etat veut obliger les entreprises à plus de responsabilité face au problème soulevé par le thème de l'atelier.

Selon Monsieur KONE de l'AEDD, a abondé dans le même sens que son collègue et a parlé de la disparition progressive du système Faguibine depuis 2001. Le système Faguibine constitué de l'un des deux plus grands lacs du pays spécialement emménagé depuis le début du 20ème siècle pour l'irrigation et l'élevage dans la région de Tombouctou était l'un des grands réservoirs d'eau douce du pays. Du fait des actions anthropiques, ce système tend à disparaître.

Selon Boubacar BOUGOUDOGO (GREAT) ainsi que d'autres intervenants plus tard, a mis en avant le problème de l'assainissement de la ville de Bamako en général et de la commune 2 en particulier pour expliquer le dessèchement des cours d'eaux (marres, marigots, rivières) jadis assez abondants dans le district en particulier et le reste du pays en général.

Selon Oumar DIALLO chef de cabinet du MEADD, heureux de participer à cet atelier, remercia chaleureusement les organisateurs, fit le constat suivant je cite : on est en face d'un problème social et il urge aux populations d'aider le gouvernement à y faire face. Des actions comme cet atelier sont salutaires et contribueront à aider à la prise de conscience populaire.

Selon les élus communaux Messieurs KEITA (Commune 2), Guindo (Commune 1) et Poudiougou (Commune 6) du District de Bamako, ont surtout évoqué :

- ✓ Des problèmes de responsabilité entre les différents niveaux de l'appareil étatique c'est-à-dire entre municipalités et le pouvoir central ;
- ✓ Des insuffisances notoires dans l'application de la décentralisation qui empêchent les initiatives des mairies ;
- ✓ L'inapplication des mesures et textes réglementaires.

La session de dialogue entre décideurs, citoyens et artistes fut principalement animée par le troisième adjoint au maire de la commune 5 du district de Bamako, Monsieur Adama KONATE, enseignant de formation. Il a avec éloquence abordé le thème en pointant le doigt accusateur sur l'incivisme grandissant des populations d'un côté et le sombre visage de la politique politicienne de l'autre côté. Dans son discours, il annonça que de son élection à la mairie en 2016, il a entrepris beaucoup allant dans le sens de l'assainissement de sa commune et la préservation de l'environnement. Par ses soins, ses services compétents et lui ont entrepris de déguerpier les servitudes des cours d'eau. En 2018 ils ont recensé 287 battis dans les servitudes. Mais l'opération de déguerpissement ne put aboutir non seulement pour des raisons politiques mais aussi les personnes concernées se sont constituées en syndicat pour défendre leur logis. Il énonça que selon les textes, la dernière maison doit être à 15 mètres d'un ravin et 25 mètres d'un fleuve. Mais malheureusement les propriétaires des logements dans les servitudes pour la plupart sont des hommes politiques ou riches. Il appela à une prise de conscience réelle et individuelle en affirmant que l'assainissement est un comportement et le comportement est constant, fin de citation.

4.2. Séminaires et conférences

4.2.1. Lancement des Rapports national et mondial sur le développement humain

Thème	Distribution et redistribution du revenu au Mali et leurs impacts sur la pauvreté et les inégalités
Public cible	Ministères sectoriels, PTF, OSC, Elus locaux, etc.
Date	24 novembre 2022
Lieu	Bamako, Ex Kempensky
Animateur	Mme Aminata Ali Traoré, ODHD
Compte rendu	✓ L'objectif de la dissémination était de présenter aussi bien le rapport mondial du PNUD sur le développement que celui du Mali sur la distribution des revenus et leurs impacts sur la pauvreté ✓ Le revenu annuel total de l'ensemble du pays est estimé en 2019 à 3978 milliards de fcfa dont 91% de revenu du travail, 7% de transferts et 2% de revenu de capital ✓ Le poids du revenu du travail diminue globalement à mesure que le niveau d'instruction augmente, 91% pour les sans instructions et au fondamental 2,86% au secondaire et plus ✓ Le revenu total du travail s'élève à 3 614 milliards de fcfa, réparti entre le salaire (18%), le revenu des travailleurs indépendants agricoles (46%) et le revenu des travailleurs indépendants non agricoles (37%) ✓ La région la plus pauvre est celle de Sikasso (73.8%), suivie de Koulikoro (69.9%), Ségou (59.3%), Gao (51.8%) et Mopti (51,0%) et avec des taux de pauvreté dépassant celui d'ensemble ✓ L'inégalité de revenu provient à 88.2% des disparités entre les personnes dont le chef de ménage est un homme et à 11.3% des différences de revenu entre personnes venant d'un ménage dirigé par une femme ✓ Des temps incertains, des vies instables : construire notre avenir dans un monde, thème mondial 2021-2022 du PNUD ✓ Baisse sans précédent du développement humain, deux années conséquences, ainsi 90% des pays ont connu des reculs, soit 87 pays en 2020 et 51 en 2021 ✓ Des vies instables, une personne sur 8 souffre d'un trouble mental

4.2.2. Réception d'une délégation de la société civile sénégalaise

Thème	Réception d'une délégation de la société civile sénégalaise
Public cible	✓ Société civile sénégalaise ✓ Anciens ministres maliens ✓ Traditionnels
Date	12 février 2022
Lieu	ODHD, Bamako,
Animateur	Mme Aminata Ali Traoré, ODHD
Compte rendu	L'objectif de la rencontre était d'exprimer leur solidarité au peuple frère du Mali, à la transition, d'écouter la partie malienne à travers des rencontres avec le M5-RFP, la société civile, le chef du gouvernement de transition, les partis politiques, et de protester contre les sanctions inhumaines de la CEDEAO contre le Mali qui a plus besoin d'assistance et d'aide que le contraire Selon le doyen, le système colonial perdure encore à travers l'appareil étatique du même type. Il faut impérativement rompre d'avec un tel système pour non seulement le bien-être des peuples africains mais recouvrer totalement la souveraineté tant clamée. Il pointa le doigt sur un fait majeur qui est une rupture observée entre l'intelligentsia africaine et les politiques (dirigeants) et cela pendant longtemps. Aussi, il dit qu'il sent une voie bien tracée en écoutant les autorités de la transition. Pour finir, il invite à ouvrir la réflexion, à réinventer les institutions qui nous gouvernent, la problématique de la nouvelle économie, appelle à ce que les politiques (élus, partis politiques etc.) participent à cette lutte. Tour à tour les autres membres de la délégation et les participants se sont exprimés et beaucoup d'idées sont émises dont (i) intégrer l'idée d'une construction fédérale de l'Afrique en interpellant les politiques lors des élections à venir

	(ii) la création d'une CEDEAO alternative avec les 3 pays (Mali, Guinée et Burkina Faso) (iii) l'adoption immédiate si possible de la monnaie guinéenne pour ces 3 pays qui doivent quitter la zone CFA.
--	---

4.3. Ateliers de validation scientifique

4.3.1. Etude d'évaluation d'impacts de la Covid-19 au Mali

Auteurs	CSLP, GREAT Mali
Participants	✓ Ministères sectoriels ✓ PTF ✓ Personnes ressources
Date	29 novembre 2022
Lieu	Bamako
Présentateurs	Pr. Massa Coulibaly, GREAT Mali
Compte rendu	La méthodologie adoptée a été de formuler globalement les observations de fonds, qu'elles soient générales ou spécifiques Au titre de la présentation on peut retenir : ✓ Depuis la fin de l'année 2019, une pandémie causée par un nouveau coronavirus qui a été plus tard nommé Covid-19 par l'OMS a mis en épreuve les systèmes de santé de plusieurs pays et particulièrement les dispositifs de prévention mis en place pour briser la chaîne de transmission de la maladie ✓ La maladie ainsi que les mesures prises par le gouvernement ont impacté un grand nombre d'indicateurs socioéconomiques ✓ Au plan macroéconomique, sont négativement impactés le PIB, le revenu et l'épargne des entreprises, essentiellement sous l'effet de l'accroissement des prix à l'importation que les transferts de l'Etat aux ménages et aux entreprises n'ont pu contrebalancer ✓ Au plan social, l'impact de la Covid-19 dès fin 2020 a été un fort ralentissement de la diminution de la pauvreté monétaire, -0.9% par rapport à 2019 ce qui signifie une augmentation du nombre de pauvres vu l'accroissement de 3.6% de la population, taux de diminution inférieure au taux annuel moyen de -1.5% sur la période 2001-2019, entraînant une augmentation du nombre de pauvres de 2.7% en 2020 contre 2.1% par an sur la longue période antérieure ✓ S'agissant du secteur productif, la plupart des entreprises, surtout du secteur privé, ont déclaré en avoir été impactées (72%), 7% ont connu des fermetures temporaires aussi bien dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration que de l'industrie voire dans la production agricole ✓ Quant aux impacts sur les ménages, 34% de la population sont pauvres de manière multidimensionnelle avec une intensité de 47% et un IPM de 16%.

4.3.2. Analyse de la collecte des données science, technologie et innovation

Auteurs	Institut National de la Statistique (INSTAT)
Participants	✓ Institutions étatiques de recherche ; ✓ Représentant de d'enseignement supérieur ; ✓ Institutions Sans But Lucratif ; ✓ Représentant de la SCB. ✓ Personnes ressources
Date	25 au 26 août 2022
Lieu	Bamako
Présentateurs	Monsieur Modibo TRAORE, Chef de Département en charge de l'enquête STI à l'INSTAT
Compte rendu	La conférence africaine des chefs d'Etat tenue en 2005 sur la mobilisation des données sur la science, l'innovation et la technologie. Le Mali est à sa 4^{ème} phase de récolte de ces données dont la première fut en 2007. Une collecte a été réalisée auprès des Institutions de Recherche et Développement (R&D) des entreprises (exclusion des universités) avec un échantillon de 274 entreprises tiré du RGEU (2019) ayant au moins 20 employés. Cette collecte est réalisée tous les 2 ans sur une

	période de 30 jours. Les questionnaires sont administrés en direct ou en auto-administration. Deux types de questionnaires ont été présentés : R&D et celui sur l'Innovation ✓ Une première présentation a porté sur le questionnaire R&D, suivie de questions d'éclaircissement de la part de l'assistance et de modification pour tenir compte de certaines réalités. ✓ Le questionnaire sur l'innovation est administré aux seules entreprises ayant au moins 20 employés. Lors de sa présentation, des légères modifications furent apportées par les participants. A noter que l'enquête est prévue du 11 septembre au 10 octobre 2022 et la formation des enquêteurs tirés du vivier de l'INSTATA se fera début septembre.
--	---

4.3.3. TDR d'étude d'impacts de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages

Auteurs	ODHD (Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte Contre la Pauvreté)
Participants	✓ Membres du comité scientifique élargi de l'Observatoire ✓ Personnes ressources
Date	13 décembre 2022
Lieu	Bamako
Présentateurs	Sékouba Diarra
Compte rendu	✓ L'étude vise à cerner l'impact de la hausse des prix sur les ménages en termes de perte de revenus (pouvoir d'achat) et de conditions de vie (accès aux services sociaux de base), suite aux différentes crises que le pays a subies, en lien avec la lutte contre la pauvreté, les inégalités et le développement humain durable. L'étude va : - analyser le contexte de crise multidimensionnelle et ses implications pour le pays ; - analyser de façon approfondie l'évolution de l'inflation et ses implications sur la pauvreté, les inégalités et son lien avec le DHD ; - mettre en exergue les liens entre la crise multidimensionnelle et l'inflation ; - faire un diagnostic stratégique de l'ensemble des mesures prises pour juguler l'inflation et en analyser leur efficacité ; - analyser l'impact de la crise sécuritaire, sanitaire, cotonnière, de l'embargo de la CEDEAO et de l'UEMOA et la crise ukrainienne sur la pauvreté des ménages et les inégalités ; - proposer des recommandations pertinentes avec des mesures correctrices, innovantes et opérationnelles en vue d'une solution durable à la problématique de l'inflation pour la réduction de la pauvreté et un développement humain durable du pays. ✓ Les résultats attendus - le contexte de crise multidimensionnelle et ses implications pour le pays est analysé ; - l'évolution de l'inflation et ses implications sur la pauvreté et les inégalités est analysé de façon approfondie et son lien avec le DHD est établi ; - les liens entre la crise multidimensionnelle et l'inflation sont démontrés ; - un diagnostic stratégique de l'ensemble des mesures prises pour juguler l'inflation est fait ; - l'impact de la crise sécuritaire, sanitaire, cotonnière, de l'embargo de la CEDEAO et de l'UEMOA et la crise ukrainienne sur la population est déterminé ; - des recommandations pertinentes avec des mesures correctrices innovantes et opérationnelles en vue d'une solution durable à la problématique de l'inflation pour la réduction de la pauvreté et des inégalités et un développement humain durable du pays sont proposées. ✓ Pour préserver le pouvoir d'achat des ménages, le Gouvernement a : - amélioré les conditions salariales à travers, entre autres, l'unification de la grille à un indice plafond de 1 382 FCFA pour le personnel relevant des statuts des fonctionnaires de l'Etat, des Collectivités territoriales et des statuts autonomes et militaires, l'augmentation des indemnités de différents corps de métier pour un coût global d'environ 200 milliards de FCFA ; - renforcé la résilience des acteurs économiques en liquidant plus de 310 milliards de FCFA d'arriérés de dettes intérieures ; - épongé des dettes fiscales en faveur des entreprises impactées par la COVID-19 à

	hauteur de plus de 30 milliards de FCFA notamment les entreprises du secteur de l'hôtellerie, du tourisme, du spectacle et de la restauration ; - consenti plus de 57 milliards de FCFA pour la subvention aux intrants agricoles, 87 milliards de FCFA à la relance de la filière coton, 115 milliards de FCFA à la relance de l'Office Malien de l'Habitat, 600 millions de FCFA pour la COMATEX, ... ✓ Le bureau d'études ou les consultants recrutés pour l'étude proposeront une démarche méthodologique détaillée dans une note de compréhension des présents TDR assorti d'un plan de rédaction, qui sera validée par le comité scientifique élargi. ✓ Les Réactions de l'équipe de consultants : - On ne revient pas sur les objectifs de l'étude - Le temps ne permet pas l'approche quantitative ni les moyens - Il n'y a pas d'échantillonnage, mais le tout-venant dans les quartiers et dans les régions - On ne sait pas quels sont les documents que nous allons exploiter c'est à partir de la rencontre des KII et de l'exploitation des premiers documents - Le gros problème est le Plan en 10 points - Koumaré, les concepts seront définis tels que l'inflation, le Plan sera modifié en fonction des documents qu'on va avoir à disposition, la méthodologie sera développée et approfondie - Sidibé, IHPC
--	---

4.3.4. Atelier de validation de l'étude d'impacts de la mise en œuvre de la ZLECAf

Auteurs	APEX, GREAT Mali
Participants	✓ Membres du comité scientifique élargi de l'Observatoire ✓ Personnes ressources
Date	11-12 août 2022
Lieu	Bamako
Présentateurs	M. Boubacar BOUGOUDOGO, GREAT Mali
Compte rendu	✓ L'objectif général est double, (i) partager avec toutes les parties prenantes (acteurs publics et privés), les résultats du rapport provisoire de l'étude sur les impacts potentiels et (ii) finaliser l'élaboration de la stratégie nationale de mise en œuvre de la zone de libre-échange continental africaine (ZLECAf) devant servir de document officiel pour le Gouvernement de la République du Mali ✓ Bien qu'étant à l'Agenda politique, des obstacles pourront freiner la compétitivité des filières du Mali. Ce sont entre autres : Manque de professionnalisme, faible niveau d'industrialisation, faible niveau d'organisation, problème de financement, manque de labélisation/certification, insuffisance de culture entrepreneuriale etc. ✓ Recommander à ce que les opérateurs industriels fassent leurs unités sur des zones aménagées afin que l'EDM fasse des dérogations pour eux

4.3.5. Dynamique changement climatique-développement humain durable

Auteurs	ODHD (Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte Contre la Pauvreté)
Participants	✓ Membres du comité scientifique élargi de l'Observatoire ✓ Personnes ressources
Date	22 juillet 2022
Lieu	Bamako
Présentateurs	Modibo TRAORE de L'INSTAT
Compte rendu	La présentation du rapport a été faite en deux dimensions, planétaire et nationale en 5 points : ✓ Profil social et climatique ✓ Profil social ✓ Economique ✓ Impacts du changement climatique ✓ Politiques du changement climatique La méthodologie adoptée a été de formuler globalement les observations de fonds, qu'elles soient générales ou spécifiques

	Au titre des observations générales on peut retenir : ✓ pas vu des choses en rapport avec le thème ✓ actualiser les données sur la pluviométrie (pluviométrie qui s'arrête à 2008) ✓ changer les unités monétaires en dollars dans le tableau ✓ Insérer la table des matières ✓ améliorer la méthodologique ✓ rapport du changement climatique et du développement humain durable ✓ utiliser les données plus récentes ✓ insérer les impacts de l'étude sur la santé ✓ différencier les recommandations et la conclusion ✓ ajouter des informations sur la part de pollution (CO2) de l'Afrique et du Mali ✓ référencer les données qui ne viennent pas des auteurs ✓ rendre adéquate les sous-titres et leurs contenus ✓ insérer une partie Résumé ✓ commenter les tableaux ✓ retravailler la conclusion et les recommandations ; ✓ Retravailler le rapport en fonction des TDR.
--	---

4.4. Café

Le "café" est un concept créé par GREAT pour échanger sur les grandes préoccupations nationales aussi bien par son personnel que par des experts externes. Comme à l'accoutumée, GREAT a fait recours à des intellectuels pour animer 3 Café, le premier sur la construction de l'indice harmonisé des prix, l'idée de comprendre en arrière-plan le niveau de pauvreté du Mali, le second sur les informations sur le marché financier et monétaire et le troisième un événement dédié à l'indépendance du Mali qui a mobilisé outre le Directeur exécutif de GREAT, 5 autres intellectuels venant d'horizons divers.

4.4.1. Historique et méthodologie d'élaboration de l'IHPC

Thème	Historique et méthodologie adoptée au Mali
Public cible	✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs ✓ Des universitaires
Date	15 août 2022
Lieu	Bamako
Présentateurs	Modibo TRAORE de L'INSTAT
Compte rendu	L'indice des prix à la consommation (IPC) est un instrument qui, au moyen d'un nombre unique, permet d'estimer, entre deux périodes données, l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par ménages. Il est différent d'un indice de coût de la vie ou des dépenses qui comparerait les dépenses globales des ménages à deux périodes données. L'IPC a deux aspects, un aspect économique car il sert à suivre l'évolution des prix à la consommation d'une période à une autre, et un aspect comptable en déflatant le PIB et sert aussi à indexer des contrats privés, des pensions alimentaires. L'IPC ne mesure pas le niveau des prix mais l'évolution de ce niveau entre deux périodes. La consommation n'est ni à titre commercial ni à titre d'accumulation de patrimoine. Le 1er indice de prix à la consommation date de 1962/63 (année de base) ne s'intéressait qu'à une fonction de consommation "Alimentation" c'est-à-dire les produits alimentaires sur les marchés de Bamako et comportait seulement 28 produits alimentaires. Quant au 2^{ème} indice qui a pour année de base 1986/1987, il a huit fonctions couvrant avec 270 variétés en plus du District de Bamako, il est calculé dans cinq capitales régionales (Kayes-Sikasso-Ségou-Mopti et Gao). Le 3^{ème} indice, appelé Indice des prix harmonisé (IHPC) dans 7 pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger Sénégal et Togo) a pour année de base 1996 avec 321 variétés, 10 marchés et 392 points de vente, ces 321 variétés étaient réparties en 10 fonctions au départ puis en 12 fonctions. Le 4^{ème} indice, est mise en place en 2008 comme année de base avec des variétés issues de celles de Programme de Comparaison Internationale (PCI), évidemment beaucoup de produits (650). Il y a eu

	l'apparition de variétés complexes (Abonnement EDM, Abonnement SOMAGEP, Appel téléphonique, etc.) qui sont traitées différemment des autres variétés. Le 5^{ème} indice, est mis en vigueur en 2014 comme année de base avec la réintégration de quelques capitales régionales et un milieu rural par région ayant au moins 80% des dépenses de consommations nationales. L'IPC est toujours calculé par la formule de Laspeyres qui tient compte d'un prix de base et d'une pondération de base au niveau du panier lié à la nomenclature du système de comptabilité nationale (SCN) avec une méthode calcul des indices élémentaires, des indices de postes et un traitement des variétés saisonnières. IPC est techniquement mieux élaboré pour la comparaison des indices des prix des Etats membres de l'UEMOA. L'IHPC utilise une nomenclature de consommation internationale dérivée du Système de Comptabilité Nationale (SCN93, révision IV). Les pondérations de l'IHPC sont issues d'une enquête sur les dépenses des ménages réalisée en 1996 auprès de plus de 1000 ménages a permis de prendre en compte les modifications de comportement des consommateurs depuis la dévaluation du Franc CFA. Le logiciel CHAPO (Calcul Harmonisé des prix par ordinateur) est utilisé par tous les Etats membres de l'UEMOA Tous ces Etats utilisent aussi la même nomenclature et la même méthodologie pour calculer l'IPC.
--	--

4.4.2. Le trésor public du Mali sur les marchés des titres publics

Thème	Le trésor public du Mali sur les marchés des titres publics
Public cible	✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs ✓ Des universitaires
Date	06 octobre 2022
Lieu	Bamako
Présentateurs	Oumar DIARRA, Inspecteur du Trésor à la DNTCP
Compte rendu	Le financement de l'activité économique est réalisé de manière interne par voie d'autofinancement et/ou de manière externe par le recours aux marchés financiers et aux institutions financières. L'autofinancement, souvent, pas suffisant, les agents font recours à des financements externes. On distingue deux modalités de financement externe. Dans le premier cas, on parle de financement indirect à travers les institutions financières et dans le second de financement direct à travers les marchés financiers. Le financement est indirect lorsqu'une institution financière (Banques) s'interpose entre les prêteurs et les emprunteurs. Les banques jouent un rôle d'intermédiaire, elles le réalisent en fournissant des crédits aux emprunteurs grâce aux dépôts que leur confient leurs clients (on dit que les "dépôts font les crédits"). Le financement indirect joue deux rôles, un monétaire (rassembler des dépôts) et l'autre non monétaire (octroyer des crédits). Le financement est direct lorsque on met directement sur le marché financier l'offre et la demande de capitaux, en vue d'échanger des titres financiers contre de la monnaie. On parle à cet égard de financement de marché. L'économie est financée à court terme par le marché monétaire (marché interbancaire et marché des titres de créances négociables) et à long terme par le marché financier (marché financier primaire ou marché du neuf et marché financier secondaire ou la bourse). Le premier bon de trésor de l'Etat du Mali a été omis en Juin 2003 et la première émission d'obligations du Trésor de l'Etat du Mali en 2008 Le 15 mars 2013 l'agence régionale d'appui à l'émission et à la gestion des titres publics par les Etats de l'UMOA dénommée "Agence UMOA-Titres" a été créé. Le Marché des Titres Publics est l'unique marché régional, par adjudication, exclusivement dédié au financement des États membres de l'UEMOA. Les différents types de titres sont le Bon Assimilables du Trésor (BAT), l'Obligation Assimilables du Trésor (OAT), l'Obligations par APE et l'Obligations par Sukuk (le Mali est allé une seule fois en 2018 avec un taux de 6,25% Les avantages des marchés financiers sont énormes : Pour l'Etat, ils permettent de diversifier les sources de financement, de dépendre moins des prêts multilatéraux et bilatéraux et à l'aide extérieure, les conditionnalités moins strictes et d'optimiser la trésorerie et les programmes d'investissement.

	Pour les investisseurs, ils participent au développement du pays, à la sécurité (les risques sont presque nuls pour eux) et peut influencer le rendement (l'Etat accorde généralement des taux d'intérêt plus attractifs que ceux du secteur bancaire). Malgré ces avantages, l'Etat peut encourir quatre principaux risques de marché ✓ Charges d'intérêts plus élevées, (émerge de ce que la détention d'un actif financier est marquée par une variation dans la rémunération de l'actif. Le taux d'intérêt d'un actif peut en effet fluctuer avec le temps) ✓ Qualité de la signature (résulte du fait que l'émetteur des obligations ne puisse faire face au paiement de la charge d'intérêt ou au remboursement du principal) ✓ Effet boule de neige (la dette publique d'un État rapportée au PIB augmente fortement car le taux d'intérêt réel auquel le pays emprunte est supérieur au taux de croissance de l'économie, engendrant une hausse plus rapide de la dette publique que le PIB) ✓ Risque d'éviction (phénomène économique caractérisé par une hausse des dépenses publiques entraîne une baisse des consommations et des investissements privés. À cet effet, les activités du secteur public tendent à avoir plus d'extension que celles du secteur privé)
--	---

4.4.3. Le Mali en quête d'indépendance, regards croisés d'intellectuels

Thème	Note introductive
Public cible	✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs ✓ Des universitaires
Date	06 octobre 2022
Lieu	Bamako
Présentateurs	Professeur Massa Coulibaly, Directeur exécutif de GREAT
Compte rendu	Selon le professeur, Cet événement est une sorte de contribution à la célébration du 22 septembre, un hommage à la lutte de nos devanciers. Il y a quelques hypothèses comme freins au développement, qui sont entre autres : ✓ Faible niveau d'éducation 60 ans après les indépendances ✓ L'action des coopérants qui offrent tout clé en mains sans notre association qui par la suite nous met dans une situation dépendance totale et continue ✓ La dépendance à la religion et à nos cultures qui font qu'on cherche moins solutions à nos problèmes ✓ Le manque de volonté politique Ces problèmes étant liés à la problématique de l'indépendance pour marquer la célébration de notre indépendance et surtout accompagner ce qui semble être dans l'air des temps non seulement au Mali mais partout en Afrique si ce n'est plus globalement encore, l'indépendance des pays dépendants et l'émancipation de leurs peuples. Comment résoudre nos problèmes qui sont d'ordre existentiel et avec qui ? Selon la charte de Kouroukanfouga : le taureau confié ne doit pas diriger le parc. Il faut que ceux les décideurs soient désormais les concernés. Pour que la situation change à notre avantage, il faut que la situation soit porteuse de changement qui soit portée par des hommes et des femmes qui en soient capables et qui s'appuient sur un programme cohérent d'actions. Si la situation semble s'y prêter de toute évidence, il nous faut du capital humain et des plans de redressement de développement basés sur une vision claire de notre avenir et de notre devenir.

Thème	Numérique et Education, Numérique et quête d'indépendance
Public cible	✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs ✓ Des universitaires
Date	06 octobre 2022
Lieu	Bamako
Présentateurs	Niama Loua BERETE
Compte rendu	Le numérique regroupe la cybernétique et l'informatique. L'indépendance ne peut pas être associée au numérique, nous suivons le même chemin dans le numérique que dans l'indépendance. Il est difficile de parler d'indépendance en Afrique avec une contribution de 2% à l'économie mondiale et c'est seulement 2% des chercheurs qui travaillent dans le

	domaine du numérique. Les avantages du numérique sont les coûts moindres, accès à des compétences de qualité, gestion des capacités, sauvegardes et durée de conservation. Les numérique est très avantageux au niveau de l'enseignement supérieur. Il peut aussi nous aider dans le domaine financier. Malgré ces avantages, le numérique a d'énormes inconvénients. Il est très néfaste pour les plus petits avec dépendance accrue à des outils dont nous n'avons pas la maîtrise. La fracture numérique entre le Nord et le Sud fait que nous risquons de trop dépendre de l'Occident qui va faire de nous des intellectuels de bas niveau, le résultat d'une recherche dépend du lieu de la requête e.g. une recherche aux USA et au Mali ne donne pas les mêmes résultats. Le numérique facilite la dissémination du faux (80% des infos sur le net sont fausses). Il favorise la continentalité qui n'offre pas un accès facile aux câbles sous-marines, à un internet à moindre coût. Chaque jour la menace informatique augmente. Dans le cas d'un embargo au Mali, l'informatique peut causer des ennuis irréparables. Selon les participants, ce sujet est très important, pour en venir à ce qui concerne le Mali, on doit chercher ce qu'il faut faire pour l'indépendance numérique. Dans ce cas il faut constituer un bureau pour travailler sur ce sujet puis dire si on peut sur ce dossier pour apporter une interdépendance numérique par la prise de conscience en s'appuyant sur la sensibilisation et la formation à l'utilisation du numérique.
--	--

Thème	Indépendance et planification du développement
Public cible	✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs ✓ Des universitaires
Date	06 octobre 2022
Lieu	Bamako
Présentateurs	Mohamed DIALLO
Compte rendu	Selon le panéliste, la quête d'indépendance repose sur trois problématiques. (i) Notre positionnement géostratégique et ses implications Le commerce mondial repose en partie sur deux devises (le dollar \$ et l'euro €) qui constituent à elles seules 80% des réserves monétaires du monde. Cependant le monde bascule de plus en plus vers le bloc des BRICS (Brésil Russie Inde Chine et South Africa), le premier bloc étant celui de l'Ouest. Les BRICS= 40% de la croissance mondiale et 40% de la population mondiale concentre indéniablement l'avenir du monde. Avec la crise actuelle, ce bloc va et se doit de s'élargir et le Mali doit déjà frapper à leur porte. A noter que depuis un certain, ces pays s'organisent méthodiquement surtout dans le domaine monétaire et financier avec la création d'une nouvelle banque mondiale (NBD=Nouvelle Banque de Développement) et d'un nouveau fonds monétaire international. Le panéliste fait le constat que de 1991 à 2020, il n'y a eu aucune visite de haut niveau des autorités maliennes avec la Russie. Mais la donne a complètement changé depuis les événements d'août 2020 plaçant de fait notre pays dans le second bloc. (ii) Changement dans le système monétaire international Depuis le début l'opération spéciale russe en Ukraine suivie des sanctions économico-financières de l'occident contre la Russie, le monde d'une manière générale et le système monétaire changent profondément. La Chine négocie ses achats d'énergie dans sa monnaie (gagée sur l'or déposé à Hong Kong), l'Inde et l'Iran lui emboîtent le pas remettant de facto en cause la vente exclusive du pétrole dans le monde en \$ qui existait depuis 1945 et qui accordait un avantage considérable à cette monnaie et l'économie US. Les BRICS préparent l'institution d'une nouvelle monnaie internationale basée sur la proposition de J. M. Keynes lors des accords de Bretton Woods. Des suggestions à ce niveau : Quitter le FCFA et la zone UEMOA, adhérer à la NBD et chercher à intégrer les BRICS qui ont tout intérêt à s'élargir et devenir actionnaire de leurs institutions (iii) Intégration Il préconise de ne pas renoncer à notre idéal d'intégration. Cependant, il nous faut prendre le lead dans la création d'une nouvelle organisation sous régionale. Les suggestions/recommandations : ✓ Efforts sur le plan sécuritaire : continuer la construction d'une forte armée gage d'une véritable indépendance

	✓ Des efforts soutenus en matière de renseignements ✓ Sur le plan politique : aucun retour en arrière n'est souhaitable ✓ Développement économique : avoir son propre projet à travers la planification car : le Mali se développera avec la planification ou le Mali ne se développera pas ✓ L'aide publique au développement : l'aide crée un comportement de dépendance car en parallèle avec le gouvernement du pays il y a un gouvernement de partenaires. Lors de son exposé, le conférencier a aussi comparé les situations du Mali et du Rwanda. Pendant que le Mali élaborait son plan 2025, le Rwanda faisait 2020. Cependant, ce dernier a réalisé 80% de ses objectifs contenus dans son plan et se penche sur 2050 alors que le premier ne s'est jamais appuyé sur cette planification. Pourtant le leader Rwandais taxé d'autocrate réussit là où le Mali alors magnifié "champion de la démocratie électorale" échoue entraînant le pays dans une grave crise d'existence depuis la rébellion de fin 2011.
--	---

Thème	Comment utiliser les médias maliens au service du développement
Public cible	✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs ✓ Des universitaires
Date	06 octobre 2022
Lieu	Bamako
Présentateurs	Madame Konaré Nafissatou Guindo
Compte rendu	Selon le paneliste, 60 ans après l'indépendance, les pays francophones ne se développent pas toujours pas. La presse et les journalistes ont été les acteurs directs de la rupture radicale dans à l'avènement de la démocratie au Mali en 1991. La presse a bénéficié d'un quasi liberté totale et a occupé une place privilégiée dans le contexte national, malgré la situation décevante actuelle à certains égards avec l'afflux de journalistes sans qualification, avec un cortège de corruption et d'opportunisme, aspect indissociable de l'acclimatation de la pratique démocratique dans un pays à l'identité historique marquée. Il serait donc important pour les nouvelles autorités maliennes de donner un autre rôle à la presse. Pour elle, le Mali doit se servir de l'exemple du Japon qui s'est appuyé sur la presse pour se développer. En fait la presse joua un grand rôle à travers la distillation des informations bien orientées auprès de la population japonaise. La presse a servi à mettre en avant la culture du pays qui est indispensable à son développement car dit-elle, le développement est avant tout endogène. Enfin, elle propose de recenser l'héritage culturel ancestral (le Mali étant un de culture orale) et en faire une grande vulgarisation auprès de la population à travers la presse. Réactions Pour les participants, on peut chercher à déchiffrer nous-mêmes les manuscrits de Tombouctou car on n'a pas accès à ces écrits qu'à travers l'UNESCO et d'autres pays. Il faut aussi former la presse sur les problèmes de développement afin de sortir du sous-développement le Mali

Thème	Le Mali face aux menaces de l'impérialisme
Public cible	✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs ✓ Des universitaires
Date	06 octobre 2022
Lieu	Bamako
Présentateurs	Dr Malick Traoré
Compte rendu	Son exposé a mis en exergue les situations suivantes : ✓ Des interventions intempestives de l'occident dans la vie des autres états, hier masquées, aujourd'hui flagrantes avec des mensonges et une vie sans éthique, un monde sans morale ✓ Les ingérences sont une stratégie de contrôle des ressources ✓ Le peuple et ses autorités vont chercher à se libérer ✓ Soutien des peuples panafricanistes, annonçant la fin d'une époque d'hégémonie ✓ La tendance BRICS versus OTAN, les USA ne sont plus l'ultra puissance comme ils le furent hier ✓ Quelles crédibilités pour les institutions africaines ? A qui se confier ? Faut-il rester dans ces institutions y compris l'ONU ? ✓ A l'indépendance, le régime socialiste avait jeté les bases d'une véritable indépendance

	qui sera balayé par un régime militaire de mauvaise gestion sur mauvaise gestion, ✓ Un mouvement révolutionnaire avec installation de la démocratie malheureusement on était encore très loin du bout du tunnel sans changement réel, ✓ Il faut attendre sous plusieurs leaders avec apparition des fonctionnaires milliardaires sans esprit patriotique ✓ IBK a été la plus grosse déception ✓ L'équipe du Col Assimi avec tout un espoir pour la refondation du Mali ✓ Quel intérêt à organiser des élections en pleine insécurité ✓ Pour certains maliens, le Mali ne peut être que dépendant ✓ C'est la recherche scientifique qui a fait développer l'Occident Recommandations ✓ Construire une armée très forte ✓ Battre une monnaie nationale ✓ Initier des institutions plus crédibles ou revoir celles existantes ✓ Suspendre la démocratie électorale, pourquoi pas
--	--

Thème	Mali, théâtre d'une guerre planétaire de positionnement géopolitique et géostratégique
Public cible	✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs ✓ Des universitaires
Date	06 octobre 2022
Lieu	Bamako
Présentateurs	Seydou TRAORE, ancien ministre du Mali, 2002 – 2007
Compte rendu	Son intervention a mélangé un peu d'histoire, d'économie, de politique. Selon lui, le Mali est un pays isolé avec un riche sous-sol et une insécurité considérable. Au Mali trois acteurs sont en place actuellement : le Mali (La Russie, la Chine et Iran), la France (avec Union européenne, les Etats Unies et OTAN), ONU (FMI, Banque Mondiale, casques bleus et autres Institutions spécialisées). Le MNLA est la source du problème d'insécurité au Mali, avec la reprise de la lettre du cadé de Tombouctou à De Gaulle dans sa plateforme, l'objectif étant une appropriation de ces territoires du nord pour ses ressources La stratégie de la France s'est de créer des désordres en utilisant des djihadistes pour piller les ressources de l'Afrique. Elle n'est pas l'hexagone, car elle a une histoire raciste en témoignent les savants et philosophes. La France a la 4ème réserve mondiale d'or sans mine d'or donc au prix du sang du fait du pillage des ressources aurifères à travers le monde. Elle est la première puissance nucléaire civile à partir de l'uranium, DOM-TOM et une puissance nucléaire militaire sans presque une once d'uranium dans son sous-sol. La France équilibre son budget grâce à l'escroquerie d'état que constitue le FCFA. Même si la colonisation des arabes a été pire que celle des occidentaux, un système nazi, adopté par la France et appliqué intégralement et brutalement à l'Afrique. L'élite africaine est comme l'esclave du 18ème siècle ne sachant pas que faire de sa liberté. 11 accords coloniaux (dette coloniale, réserves de change, langue ont été signés. La France vit de l'accord de défense et de l'accord monétaire. Le Mali n'est plus dans une problématique Mali-France, mais celle de Mali-Otan car les relations internationales c'est la fourberie. La Russie et la chine se rapprochent et les BRICS se renforcent alors Les États-Unis d'Amérique multiplient les provocations à l'encontre de la chine sur le statut de Taïwan ; En 2019, les USA ont conquis une entité pour mettre la Russie en guerre. La Russie renforce sa présence en Afrique et dans le sahel. La percée de la Russie en Afrique est inacceptable pour l'OTAN et le cas du Mali est emblématique. Le Mali devient donc la cible de toutes les attaques afin de contenir l'influence russe. Les organisations sous régionales de l'Afrique de l'ouest sont utilisées à cet effet. Le coup d'Etat de mai 2021 au Mali, a marqué une rupture en mettant en cause l'accord de défense entre la France et le Mali. Il est important que les intellectuels expliquent aux opérateurs économiques qui voient leurs intérêts par rapport à la MINUSMA par rapport au FCFA.

5. Publications

Comme à son habitude, GREAT a informé son public cible à travers ses traditionnelles revues, à savoir les Great_Cahiers, le Great-Savoir, la Great_Formation mais aussi par la base de connaissances qu'elle alimente par des données aussi bien nationales qu'internationales. Au-delà de la distribution via un mailing list, ces documents sont accessibles sur le site Internet de GREAT <https://greatmali.net>.

5.1. Les Great_Cahiers

Titre	De la chefferie traditionnelle, entre influence et position
Numéro	79
Date de publication	Janvier – Mars 2022
Auteurs	Wélé Fatoumata Binta Sow
Nombre de pages	16 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Crédibilité des élections de 2018 Electorat et mouvance partidaire
Numéro	80
Date de publication	Avril – Juin 2022
Auteurs	Boubacar Bougoudogo
Nombre de pages	24 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Identités culturelles et unité nationale
Numéro	81_1
Date de publication	Juillet – Septembre 2022
Auteurs	Moussa Coulibaly
Nombre de pages	17 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Sécurité et gouvernance au fronton des préoccupations des maliens
Numéro	81_2
Date de publication	Juillet – Septembre 2022
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	33 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Sécurité et gouvernance au fronton des préoccupations des maliens
Numéro	81_3
Date de publication	Juillet – Septembre 2022
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	89 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Analyse financière des comptes de gestion des collectivités territoriales du Mali
Numéro	82_1
Date de publication	Octobre – Décembre 2022
Auteurs	Boubacar Bougoudogo, Massa Coulibaly, Djénéba Diarra, Lansine Sountoura
Nombre de pages	71 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Redistribution de revenu, pauvreté et inégalités au Mali
Numéro	82_2
Date de publication	Octobre – Décembre 2022
Auteurs	Massa Coulibaly, François Koné, Lansine Sountoura
Nombre de pages	46 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Modélisation en équilibre général calculable des impacts socioéconomiques de la Covid-19 au Mali
Numéro	82_3
Date de publication	Octobre – Décembre 2022
Auteurs	Boubacar Bougoudogo, Massa Coulibaly, Moussa Coulibaly, Djénéba Diarra
Nombre de pages	44 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement internet

5.2. Le Great_Savoir

Titre	Les sanctions de la CEDEAO contre le Mali : illégales, disproportionnées, inefficaces et sous influences extérieures ?
Numéro	133
Date de publication	Janvier 2022
Auteurs	Ousmane Z Traoré
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	L'Afrique et les échanges commerciaux du Mali
Numéro	134
Date de publication	Février 2022
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	La ZLECAf dans ses grandes lignes
Numéro	135
Date de publication	Mars 2022
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Mesures de politique commerciale du Mali
Numéro	136
Date de publication	Avril 2022
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Manque fréquent d'eau potable et de services d'assainissement au Mali
Numéro	137
Date de publication	Mai 2022
Auteurs	Boubacar Bougoudogo
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Réseaux sociaux et informatique
Numéro	138
Date de publication	Juin 2022
Auteurs	Moussa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Redistribution, transfert et fiscalité
Numéro	139
Date de publication	Juillet 2022
Auteurs	ODHD
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Redistribution, pauvreté et inégalités de revenu
Numéro	140
Date de publication	Août 2022
Auteurs	ODHD
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Des budgets des communes du Mali
Numéro	141
Date de publication	Septembre 2022
Auteurs	ODHD
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Analyse financière des budgets de cercles et régions
Numéro	142
Date de publication	Octobre 2022
Auteurs	ODHD
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Analyse financière du budget des communes
Numéro	143
Date de publication	Novembre 2022
Auteurs	ODHD
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Identités culturelles et le vivre ensemble
Numéro	144
Date de publication	Décembre 2022
Auteurs	Moussa Coulibaly
Nombre de pages	pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

5.3. Base de connaissances

Conformément à son objectif qui est de rechercher, promouvoir, favoriser et appliquer tout moyen propre au développement des sciences sociales et plus particulièrement de la science économique pour un développement durable du Mali et de l'humanité dans son ensemble, GREAT publie des résultats de recherche et d'études.

Les publications de GREAT sont distribuées en copies dures, toutes disponibles sur le site web de GREAT (www.greatmali.net) dans les rubriques Great_Publication, <https://greatmali.net/category/publications/> pour les Great_Cahiers et Great_Press pour le Great_Savoir et la Great_Formation. De même, le Great_Savoir est accessible sur abonnement.

6. Partenariat

Malgré les tensions de trésorerie consécutivement aux conséquences de la double crise sociopolitique du pays, GREAT a pu réaliser des activités en partenariat avec quelques partenaires qui sont des institutions de recherche, l'administration publique ou encore des PTF. Ce partenariat est scellé sur la base d'un contrat précis déterminant les mandats de chaque partie prenante.

6.1. Institutions de recherche

IDS	✓ Interview dans le cadre du projet Citizen Voice dont le titre est "Façonner les processus politiques par la voix des citoyens en Afrique de l'Ouest francophone : les arts comme vecteur de co-construction du savoir"
Afrobarometer	✓ Réalisation d'enquêtes auprès d'un échantillon de 1'200 adultes maliens sur la démocratie, la gouvernance, la qualité de vie, etc.
GDRI-IRD	✓ WASH : Evaluation de la politique d'assainissement
AERC	✓ Etude sur le genre et l'emploi des jeunes
ESJ	✓ Représentativité des femmes dans les instances de décision
Universités	✓ Formation des auditeurs en modélisation

6.2. Administration publique

DNPD	✓ Formation en logiciel MME
CT/CSLP	✓ Enquêtes en évaluation d'impact, et Elaboration de la Stratégie nationale du Mali pour la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine
APEX	✓ Mesure d'impacts de la ZLECAf sur l'économie malienne ✓ Elaboration de la stratégie nationale ZLECAf ✓ Animation d'atelier d'élaboration de plan d'actions ZLECAf
SWEDD	✓ Evaluation d'impacts
ODHD	✓ Participation à la validation des thèmes de recherche
CNDIFE	✓ Formation des cadres du CNDIFE sur l'élaboration d'outil de collecte ✓ Appui à la collecte d'informations sur la promotion des femmes aux fonctions nominatives et électives
MIC	✓ Appui à l'élaboration de la stratégie ZLECAf du Mali
CARFIP	✓ Financement de l'atelier sur la transparence budgétaire au Mali
ONEF	✓ Participation à l'atelier de l'OMS sur le besoin de ressources humaines de la santé et les stratégies de recrutement

6.3. Partenaires techniques et financiers

IBP	✓ Transparence budgétaire
WEF	✓ Enquêtes sur la compétitivité globale des entreprises
IRD	✓ Enquêtes téléphoniques
PNUD	✓ Financement de l'étude sur les impacts de la covid-19 au Mali ✓ Participation aux ateliers de validation des rapports d'étude
OMS	✓ Atelier d'identification des besoins de la santé en ressources humaines
UNICEF	✓ Financement des études et des ateliers sur la transparence budgétaire

7. Fonctionnement institutionnel

GREAT, érigé en ONG depuis le 01 juillet 2009 et signataire d'Accord cadre n°001079 avec l'Etat, dispose de trois niveaux d'instances, une Assemblée générale qui définit ses grandes orientations, un Comité d'orientation qui se charge de décliner ses orientations en programmes et de contrôler leur mise en œuvre par la Direction exécutive. La Direction exécutive composée de 4 départements (Etudes et recherche, Enseignement et formation, Information et communication, Administration et finances) assure la mise en œuvre quotidienne du programme d'activités annuel.

7.1. Programmation et responsabilisation des activités

GREAT, ONG de recherche, en plus de cette recherche, a pour vocation la formation, la publication, l'assistance et la promotion de la science et de la culture. En 2022, les travaux de recherche de GREAT ont principalement porté sur (i) Evaluation d'impacts, (ii) Economie de développement (iii) Environnement et assainissement (iv) Genre, (v) Gouvernance. En plus des travaux des études et recherche effectivement menées, à l'instar des années précédentes, GREAT a postulé à diverses offres d'études et de recherche sans succès dans un certain nombre de cas.

A l'instar des années précédentes, GREAT a mené des enquêtes courant 2022 avec 3 enquêtes contre 7 en 2021 et 9 en 2020. La première a porté sur la compétitive globale des entreprises pour le Forum économique qui est une enquête annuelle depuis une vingtaine d'années. La deuxième portait sur qualité de la démocratie et de la gouvernance au Mali qui est une enquête permanente (tous les deux ans) depuis plus de vingt ans. La troisième traitait la mesure des violences faites aux femmes et aux enfants.

S'agissant de la formation, GREAT a assuré trois ateliers de formations en 2022 qui ont porté sur (i) l'élaboration d'annuaire statistique genre l'endroit des agents de CNDIFE, (ii) l'introduction à GAMS à l'endroit des auditeurs du Master en Economie quantitative calculable (MEQC), (iii) plaidoyer et communication de politiques à l'endroit des cadres des OSC.

Dans le cadre de renforcements de capacité, le personnel de GREAT a bénéficié de 5 ateliers de renforcement de capacité en (i) Audit interne et externe, (ii) bambara, (iii) sur la Conduire une enquête téléphonique, (iv) Mesure de la pauvreté et des inégalités et sur les Indicateurs pour le suivi CREDD des ODD et de l'Agenda 2063

Comme en 2021, en 2022 GREAT a organisé 2 ateliers de disséminations. La première portait sur les résultats OBI 2021 au Mali et en Afrique et la deuxième traitait la marche du pays des enquêtes Afrobarometer. Aussi, il a pris part à deux séminaires et conférences, cinq ateliers de validation scientifique. Contrairement à l'année 2021, en 2022, GREAT a organisé trois Cafés intitulés (i) Historique et méthodologie d'élaboration de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), (ii) Le trésor public du Mali sur les marchés des titres publics et (iii) La problématique de l'indépendance, ce dernier a été présenté en cinq sous thèmes avec une note introductive qui sont (a) Numérique et Education, Numérique et quête d'indépendance, (b) Indépendance et planification du développement, (c) Comment utiliser les médias maliens au service du développement, (d) Le Mali face aux menaces de l'impérialisme et (e) Mali, théâtre d'une guerre planétaire de positionnement géopolitique et géostratégique

En matière de publication, 8 Great_Cahiers, 12 Great_Savoir sont à l'actif de GREAT. En plus des Great_Cahiers et des Great_Savoir, une base de données permanemment actualisée est disponible sur le site de GREAT. Le Directeur exécutif de GREAT veille au bon fonctionnement des départements. La répartition des tâches quotidiennes entre le personnel des différents départements se fait à l'aide d'un tableau de bord qui est mis à jour au fur et à mesure de l'exécution satisfaisante des activités. Pour chaque activité, un tableau retrace les tâches à accomplir, les personnes responsables, les délais à respecter et d'éventuelles observations.

7.2. Réunions statutaires

Le Conseil d'orientation s'est réuni le 07 mai 2022. Il a statué sur le Rapport d'activités de l'année 2021 et le Programme d'activités 2023 pour examen, adoption et validation desdits documents sus-cités. D'entrée de jeu, le président a promis que des rencontres seront organisées avec les membres du CO et pas seulement à sa seule date de la réunion statutaire. Ainsi, le président, avant d'exposer le compte rendu de la dernière réunion du Conseil d'orientation, a présenté Mme Aoua Saran Dembélé qui venait de s'ajouter au CO en remplacement de Pr. Moumine Traoré après plusieurs absences aux assises.

A l'instar, des années précédentes, la direction exécutive de GREAT se donne la tâche de traduire les actualités brûlantes en des sujets d'études et recherche notamment les études sur le développement durable et sur l'évaluation d'impacts. Durant l'année 2022, la Direction exécutive a fonctionné normalement et tous les départements ont pu exécuter les activités programmées relevant de chacun d'eux.

Au total, 5 réunions de personnel ont été tenues sous la présidence du Directeur exécutif qui coordonne les activités des 4 départements. Ces réunions ont porté sur la planification des travaux en cours ou en instance d'exécution. Selon le besoin, une partie de l'équipe exécutive s'est souvent retirée en ateliers résidentiels pour préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis.

7.3. Ateliers résidentiels

Selon le besoin, une partie de l'équipe exécutive s'est souvent retirée en ateliers résidentiels, souvent avec des partenaires externes, pour préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis. Au total, ce sont 7 ateliers de 3 à 5 jours chacun qui se sont tenus durant l'année 2022 tous à Koulikoro contre 17 en 2021.

Objet	Participants	Durée et lieu
Etude d'impacts de la ZLECAf	✓ 4 de GREAT	du 06 au 09 janvier à Koulikoro
Plan stratégique de GREAT	✓ 1 de GREAT ✓ 2 personnes-ressources	du 16 au 20 janvier à Koulikoro
Rapport annuel 2021	✓ 5 de GREAT	du 05 au 08 avril à Koulikoro
Etude d'impact du CNDIFE	✓ 3 de GREAT	du 20 au 23 avril à Koulikoro
Traitement de données CNDIFE	✓ 3 de GREAT	du 13 au 15 mai à Koulikoro
Traitement de données CNDIFE	✓ 2 de GREAT	du 21 au 23 mai à Koulikoro
Plan d'actions et budget ZLECAf	✓ 5 personnes-ressources ✓ 2 de GREAT	du 02 au 05 août à Koulikoro

8. Suivi budgétaire

Le suivi budgétaire porte sur le système de gestion mis en place pour assurer le rapportage correct des opérations financières de GREAT mais aussi sur la structure des dépenses de l'organisation.

8.1. Système de gestion

Dans l'optique d'un meilleur suivi budgétaire, GREAT s'est toujours servi de l'outil informatique de gestion budgétaire, SAGE COMPTABLE. Il permet de :

- ✓ enregistrer régulièrement tous les éléments d'exécution du budget (encaissements et dépenses)
- ✓ lire directement le solde disponible sur chaque ligne du budget
- ✓ faire des prévisions et projections
- ✓ évaluer les besoins de trésorerie
- ✓ établir un rapport financier à tout moment.

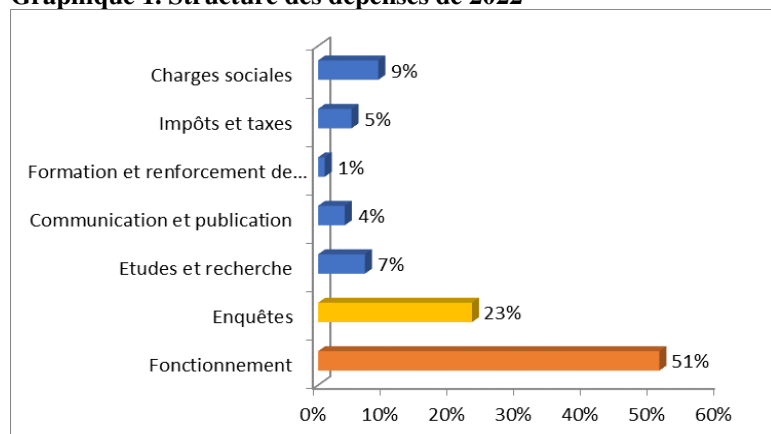
Le suivi budgétaire est une application qui permet de mémoriser les éléments de chaque poste budgétaire. Toutes les opérations de dépenses et de versement peuvent être régulièrement enregistrées et le solde établi à tout moment pour chaque ligne budgétaire et selon les sources de financement.

8.2. Structure et évolution des dépenses

8.2.1. Structure des dépenses

Les dépenses de GREAT sont de 7 types, Fonctionnement institutionnel, Enquêtes, Communication et publication, Charges sociales, Impôts et taxes, les études et les recharges, enfin la formation et renforcement de capacité. En regardant un peu, le total des dépenses de 2022, nous observons que le fonctionnement constitue le gros poste de dépenses de GREAT avec 51% de score suivi des enquêtes avec 23% les charges sociales viennent en troisième avec 9%, les études et les recherches se placent en 4ème position avec 7%, les impôts/taxes et la communication/publication se suivent à peu près avec le même score 5% et 4%, le plus petit poste est réservé à la formation et renforcement de capacité et à un score de 1%.

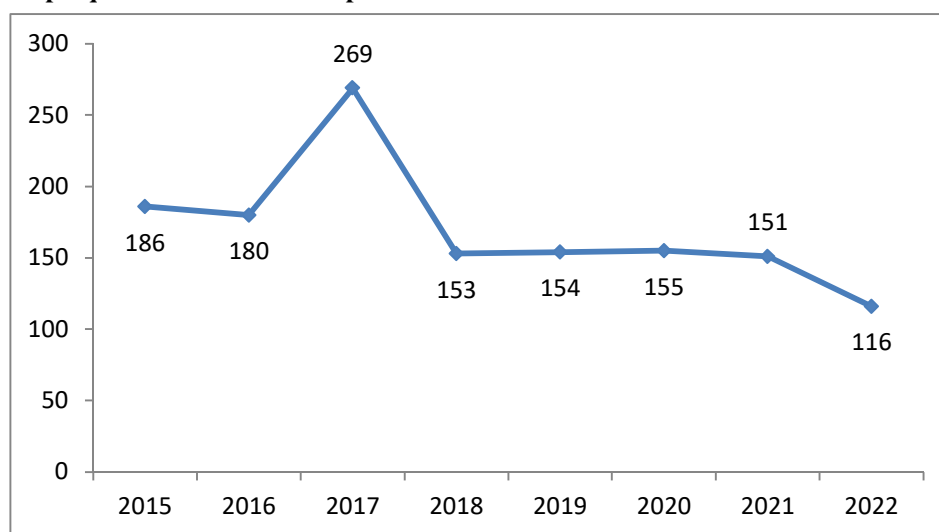
Graphique 1. Structure des dépenses de 2022



8.2.2. Evolution des dépenses de 2015 à 2022

En faisant un constant entre les dépenses en 2017, nous observons une élévation des dépenses en cette année par rapport aux deux années précédentes 2015 et 2016 des trois ce qui explique la croissance ce qui explique la croissance des activités par rapport à ces années partir de 2018 jusqu'à en 2020 le taux des dépenses baissent et reste stable dans ces trois années jusqu'en 2021 ou il va accroître légèrement, mais en 2022 le taux baisse. En regardant ce cheminement GREAT peut dire qu'après 2017 les dépenses sont restées à peu près stables jusqu'en 2022.

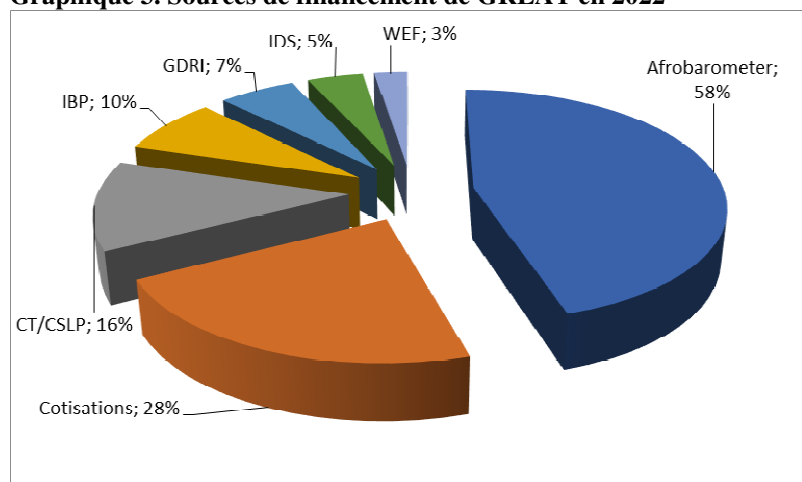
Graphique 2. Evolution des dépenses de 2015 à 2022 en million de francs



8.3. Sources de financement

En 2022, les activités de GREAT ont été financées par Afro avec la plus grande contribution de 58%, suivi de CT/CSLP avec 16%, IBP/OBI occupe la troisième place avec 10%, vient en quatrième position IRD avec 7%, IDS est en cinquième position avec 5%, enfin WEF occupe la sixième position avec 3%.

Graphique 3. Sources de financement de GREAT en 2022



9. Programme d'activités 2023

Le tableau ci-contre donne les activités programmées au cours de l'année en fonction des domaines de recherche. Cette programmation peut évoluer en fonction de l'actualité économique du pays mais aussi des partenariats éventuels que GREAT serait appelé à nouer sur des enjeux bien précis.

Programme prévisionnel d'activités 2023

1. Etudes et recherche	
Croissance et développement	Espace et infrastructures
	Développement territorial
	Emergence économique
Développement durable	Changements climatiques
	ODD
	Concept et approches du développement durable
Développement social	Covid-19
	Protection sociale
	Inégalités d'accès aux services sociaux
	Le vivre ensemble
Capital social	Marché du travail
	Capital humain
	Identités de groupe
	Population et habitat
Politiques économiques	Evaluation de l'économie
	Diagnostic de l'économie
	Evaluation des politiques publiques
	Politiques d'industrialisation
	Financement de l'économie
Economie des filières	Inventaire des entreprises
	Etat des filières agricoles
	Compétitivité
Gouvernance	Corruption
	Attachement à la démocratie
	Transparence budgétaire
Genre	Femmes et élections
	VBG
Analyse prospective	Etude prospective
	Aspirations populaires et vision
	Les jeux d'acteurs
2. Enquêtes	Compétitivité des entreprises
	Enquête de suivi-évaluation
	Enquête de perceptions
3. Formation et renforcement de capacités	Manuel Budget programme
	Manuel GRD
	Manuel simplifié NTA
	Traitement des bases de données
	Renforcement de capacités en méta-analyse
	Renforcement de capacités sur Eviews
4. Communication	Renforcement de capacités sur Stata
	Les Great_Cahiers
	Le Great_Savoir
	La Great_Formation
	Le Great_Café
	Les Great Capsules (Vidéos)
	Actualisation de la Base de connaissances de GREAT
	Dissémination des résultats d'études

	Conférences et colloques
5. Publications	Les Great_Cahiers
	Le Great_Savoir
	Le Great_Café
	La Great_Formation
	Rapport d'activité 2022 de GREAT
6. Partenariat	INSTAT et CPS
	Afrobarometer
	CPM (Comité de prévision et de modélisation)
	CSLP
	Universités
	IBP
	World Economic Forum
	ODHD
	AERC
	PNUD
	CNDIFE
	Secteur privé
	Participation événementielle
	Rapportage d'études
7. Fonctionnement institutionnel	Révision du plan stratégique
	Révision du plan de plaidoyer
	Révision de plan de communication
	Révision de plan de mobilisation de ressources
	Réunions régulières des instances

Conclusions

"Produire du savoir" demeure la vision de GREAT nonobstant les défis auxquels les centres de recherche sont confrontés dans un contexte international et national trouble. En effet, les centres de recherche sont confrontés à l'insuffisance voire l'absence de financement adéquat mais aussi à la sous-exploitation des ressources humaines nationales, ceux-ci freinant l'engouement des personnes ayant décidé de s'investir dans la "découverte du pourquoi et du comment ?". En effet, le financement constitue la problématique essentielle de la recherche au Mali, le fonds compétitif étant mis en place récemment n'est pas suffisant pour couvrir l'ensemble des besoins et ne semble pas destiné aux institutions indépendantes de recherche comme GREAT. Cela oblige les centres comme GREAT à collaborer avec des centres internationaux d'ailleurs mais aussi à solliciter des financements étrangers, comme c'est le cas du CRDI ou encore du PEP. Ainsi, les centres de recherche travailleraient beaucoup plus à répondre aux préoccupations des bailleurs qu'à celles du pays qui a des besoins tout autres que les pays développés.

Pour adresser cette problématique de financement en attendant l'élaboration de son plan de mobilisation des ressources, GREAT a eu à exécuter des programmes de recherche, GREAT continuant de chercher à élargir des initiatives à d'autres centres de recherche aussi bien africains qu'hors d'Afrique. Un autre levier de mobilisation des ressources pourrait être la soumission commune (consortium) à des projets de recherche au niveau des fondations et autres organismes privés de philanthropie.

En attendant la concrétisation de ces initiatives de mobilisation de ressources, GREAT s'est illustré au niveau national par la réalisation de l'enquête biannuelle d'Afrobarometer sur les questions de gouvernance, de démocratie, et de réformes économiques. Ses résultats lui ont permis d'interagir avec l'opinion publique, les médias et les décideurs publics à travers la publication de communiqués de presse et de dépêches tirés des résultats de l'enquête, mais aussi l'organisation d'ateliers, de rencontres. Tout comme Afrobarometer, GREAT a poursuivi sa collaboration avec IBP sur les questions de transparence des finances publiques en diffusant l'Indice de transparence budgétaire 2021 qui a montré un net recul du pays en matière de transparence, cela consécutivement aux différentes crises internes. Un autre pan non moins important de l'année 2022 a été la poursuite de la collaboration avec l'exécutif sur les chantiers de la ZLECAf et aussi de la Covid-19.

Pour l'année 2023, GREAT a procédé à une programmation des études et recherche autour des thématiques telles que la croissance et le développement, le développement durable, le développement social, le capital humain, les politiques économiques, l'économie des filières, la gouvernance, le genre et l'analyse prospective. Un des chantiers de prédilection sera la participation de GREAT à l'élaboration de l'ENP Mali 2063. Ce processus va mobiliser certainement l'équipe de GREAT sur plus de la moitié de l'année tout comme d'ailleurs l'exploitation de la base de données d'Afrobarometer.